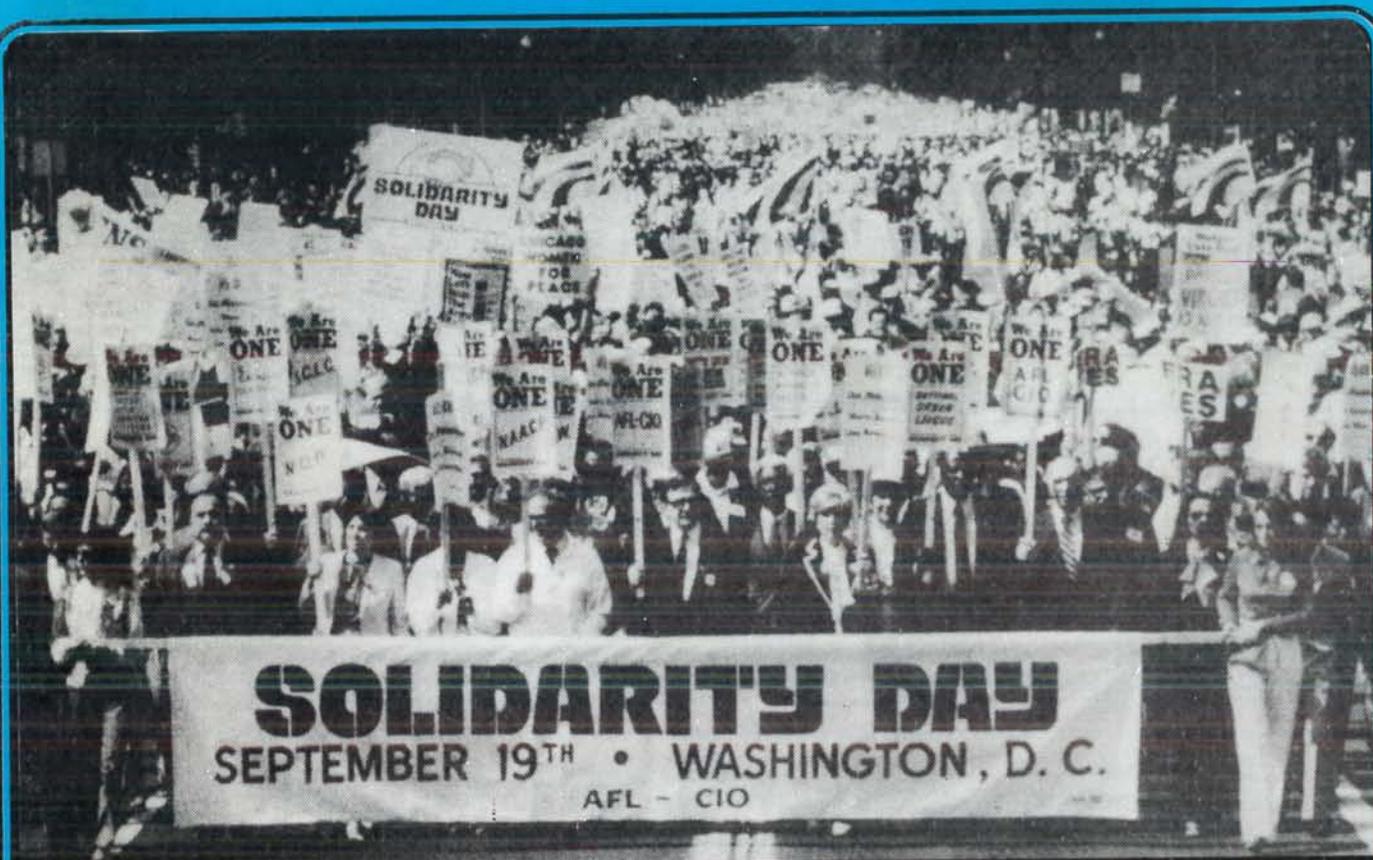


INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



**Un demi-million à Washington
contre le budget
d'austérité de Ronald Reagan**

**POLOGNE
SECONDE SESSION
DU CONGRES DE SOLIDARITE**

Sommaire du n° 110 du 12 octobre 1981

3	USA	500 000 manifestants à Washington contre le budget d'austérité de Ronald Reagan	Vincent KERMEL
		Le Socialist Workers Party (SWP) pour un parti ouvrier	INPRECOR
6	BELGIQUE	Une crise politique à rebondissements	François VERCAMMEN
8	IRLANDE	Un tournant dans le combat des prisonniers des Blocks H	Gerry FOLEY
10	POLOGNE	La seconde session du Ier Congrès national de Solidarité	A. DURET
12		INPREKOR paraît en polonais	INPRECOR
13		La résolution sur l'autogestion adoptée par 4/5 des délégués au Congrès	SOLIDARITE
14		Première session du Ier Congrès de Solidarité à travers son quotidien	SOLIDARITE
17		De la tactique de la grève active	Zbigniew KOWALEWSKI
20		Entretiens avec le vice-Premier ministre Rakowski et avec Lech Walesa	Monty JOHNSTONE
22		Les 10 commandements pour les conseils ouvriers	Groupe de Lublin
23		Le mouvement pour la socialisation du travail	Michal KAWECKI
26	SALVADOR	Une dictature toujours en crise	V. K.
26		Des combats sur tous les fronts	L.A.W.R.
27		Une nouvelle bataille des crédits se profile	L.A.W.R.
28	ALGERIE	Le président Chadli veut un pouvoir fort pour briser le mouvement de masse	Said AKLI
30		Unité ouvrière pour la défense et l'indépendance de l'UGTA !	GCR d'Algérie
33	ISRAEL	La politique de Menahem Begin au Moyen-Orient : l'objectif et les moyens	Maya EDRI Michel WARSCHAWSKI
36	RFA	20 000 manifestants dénoncent la dictature turque	INPRECOR

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

**ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de PEC, à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Inprecor, abonnement un an pour tous pays 180 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord 200 FF ; Afrique et Amériques 230 FF ; Asie 245 FF.
Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|
 Numéro et Rue |-----|
 Commune |-----|
 Code Postal |-----| Bureau distributeur |-----|
 Pa |-----|

500 000 manifestants à Washington contre le budget d'austérité de Ronald Reagan

DES son accession à la présidence, Ronald Reagan a proclamé son intention de « remettre l'Amérique au travail ». Dans son discours d'intronisation, il affirmait vouloir « supprimer un certain nombre d'obstacles » qui ralentissent la productivité économique pour réveiller le « géant industriel » américain. Le programme d'austérité et de réarmement qu'il présenta à cette occasion se fondait sur une diminution des dépenses budgétaires — « épargnant » le ministère de la Défense — et sur une réduction des impôts, notamment pour les grosses fortunes et les entreprises capitalistes. Tout cela était présenté comme devant permettre de réduire le chômage, de juguler l'inflation et d'obtenir une relance de l'activité économique à partir de 1982. Le gouvernement américain promettait aussi d'équilibrer le budget fédéral en 1984 et même de dégager l'année suivante un surplus de 7 milliards de dollars. Sentencieux, Ronald Reagan avertissait les travailleurs et la population américaine : « Nous sommes arrivés à la croisée des che-

mins. Nous sommes menacés par un marasme économique de grande envergure et nous ne pouvons y remédier par des méthodes traditionnelles ».

Cet appel pour que les travailleurs abandonnent toute résistance à sa politique d'austérité ne sera pourtant pas entendu. L'annonce récente de l'adoption de nouvelles coupes budgétaires dans les programmes sociaux proposées par Reagan a provoqué une première réponse des travailleurs américains, la plus significative depuis des décennies.

La puissante fédération syndicale ALF-CIO, qui regroupe 14 millions de syndiqués, par delà ses liens avec le Parti démocrate dont nombre de députés ont voté au Congrès le budget de Reagan, s'est vue contrainte d'appeler le 19 septembre à une manifestation de rue. Par son ampleur, cette journée, qui a rassemblé près d'un demi-million de personnes à Washington, représente la plus puissante manifestation ouvrière anti-gouvernementale depuis très longtemps.

Vincent KERMEL

Le programme économique de l'administration Reagan s'est trouvé encore — compte tenu de l'aggravation de la situation économique dans les derniers mois — accentué par de nouvelles mesures de réductions budgétaires qui constituent autant de coupes claires dans les différents programmes sociaux. Celles-ci s'élèveront d'ici à l'année fiscale 1984, à 145 milliards de dollars, essentiellement dans les programmes sociaux alors que, dans la même période, le budget militaire progressera en valeur réelle de 7 % par an. Pour la seule année fiscale 1982, ces restrictions atteindront 43 milliards de dollars. Cela va entraîner la disparition de toute une série de « mesures sociales ». Le programme d'aide alimentaire des *food stamps* (tickets d'alimentation distribués aux familles les plus défavorisées) sera réduit de 1,4 milliards de dollars. Un million de personnes déshéritées en seront entièrement privées, tandis que 22 millions d'autres n'en bénéficieront plus que partiellement. Pour la première fois depuis quelque 46 ans, le système de sécurité sociale est lui aussi attaqué. Les prestations sociales devraient être rognées de près de 2 milliards de dollars. Ainsi, certains retraités ne se verront plus attribuer le minimum d'allocation de 122 dollars par mois, les bourses d'études pour les enfants des familles démunies seront diminuées ou supprimées, les programmes d'aide médicale *Medicaid* et *Medicare* verront leurs crédits fortement amputés, tandis que le Sénat propose la suppression des dispositions qui permettent d'étendre à 13 semaines la durée de l'aide aux chômeurs dès que le chômage atteindra un certain seuil.

Aucun domaine social ne sera épargné. Le gouvernement fédéral ne subventionnera plus que 175 000 logements sociaux en 1982, contre 260 000 prévus par l'administration Carter. Les 300 millions de dollars du service d'assistance judiciaire aux déshérités sont purement et simplement supprimés. D'après l'ALFL-CIO, toutes ces mesures conduiront à la disparition d'environ 1 260 000 emplois, dont les 340 000 du programme de formation professionnelle CETA dont les crédits sont annulés. C'est jusqu'à la distribution de déjeuners dans les écoles publiques pendant l'hiver et aux rations alimentaires aux familles des travailleurs en grève que le gouvernement s'en prend. Parallèlement, le projet d'allègement fiscal adopté profite largement aux gros salaires et aux entreprises capitalistes. Les 5 % de personnes qui gagnent plus de 50 000 dollars par an bénéficieront à elles seules de 32 % des réductions d'impôts. Le taux maximum d'imposition sur le revenu du capital et sur les dividendes sera abaissé de 70 % à 50 % en 1982. L'impôt sur la fortune ne touchera guère plus que quelques milliers de personnes puisque le palier actuel de 175 000 dollars sera relevé en 1986 à 600 000 dollars. Les travailleurs et les pauvres devront cependant s'acquitter d'impôts locaux toujours plus importants. Car la suppression des subventions fédérales aux différents programmes sociaux poussera les Etats à augmenter leurs propres prélèvements fiscaux.

UN PROGRAMME D'AUSTERITE ...

C'est donc bien à une attaque d'envergure contre les acquis des travailleurs que l'on assiste. Le nouveau budget fédéral constitue une véritable déclaration de

guerre au droit à la santé, à l'éducation et au travail de millions d'Américains. Alors qu'environ 70 millions de personnes bénéficient au moins d'un des avantages sociaux dont les crédits sont aujourd'hui amputés, la politique de Reagan va frapper de plein fouet les travailleurs et les familles les plus déshéritées, notamment les Noirs. Comme l'a reconnu lui-même le président de l'AFL-CIO, Reagan veut ainsi « démolir des programmes sociaux que nous avons mis quarante ans à obtenir, faire payer aux pauvres et à la "middle class" une hypothétique relance. C'est du darwinisme économique : la survie des plus riches » (*Le Monde*, 19 septembre 1981).

... AUX CONSEQUENCES SOCIALES DESASTREUSES

Les incidences sociales de ces restrictions budgétaires vont venir immédiatement aggraver la situation de millions de personnes dans un pays où le taux de chômage est supérieur à 7 % de la population active, où 65 millions de personnes vivent avec moins de 945 dollars par mois (environ 5 000 francs) pour une famille de quatre personnes et où les salaires réels de la classe ouvrière ont déjà baissé de 4 % par rapport à leur niveau de 1972.

Mais, dans le même temps, la politique de réarmement de l'impérialisme américain se fonde de façon provocatrice sur une progression impressionnante du budget militaire, qui s'établira à 1 600 milliards de dollars d'ici à 1986, ce qui constitue une croissance jusque là inégalée dans l'histoire des USA en temps de paix. Pour la seule année fiscale 1982, il atteindra 188,8 milliards de dollars, soit 4,4 milliards de plus que les prévisions de

Carter et 26,7 milliards de dollars de plus que celui de l'année fiscale en cours. Le budget du Pentagone s'est trouvé épargné par les récentes mesures de restrictions. Une discussion a même traversé le gouvernement à ce sujet. Alors que le directeur du Budget de l'administration Reagan, David Stockman, était partisan d'une diminution de 30 milliards sur les prévisions pour 1982, Reagan suivra en définitive son secrétaire d'Etat à la Défense, Caspar Weinberger, pour ne concéder qu'une baisse de 13 milliards de dollars. Il s'agit donc de freiner quelque peu l'augmentation de la progression de ces dépenses et non pas de les réduire. Ainsi, le Pentagone, qui dispose aujourd'hui du quart des dépenses fédérales en disposera du tiers en 1984.

Depuis quelques mois toutefois, la politique d'austérité du gouvernement Reagan et du patronat américain a été confrontée à des mobilisations sectorielles défensives de la classe ouvrière. C'est par une grève de 72 jours qui a commencé le 27 mars 1981 que les 160 000 mineurs de la « Union Mine Workers Association » (UMWA) ont arraché au patronat un contrat collectif garantissant le maintien des pensions pour les victimes de la silicose que les employeurs cherchaient à supprimer. Cette lutte a été la première épreuve de force sociale de l'ère Reagan.

Le mouvement ouvrier, depuis le printemps, a engagé une série de mobilisations, certes restreintes : 8 000 mineurs manifestaient à Washington le 9 mars ; le 28 avril c'était au tour de 25 000 cheminots ; le 4 mai enfin, les travailleurs du textile organisaient une série d'actions dans tout le pays. Mais la mobilisation anti-gouvernementale s'exprimait aussi sur d'autres terrains comme en témoignent les milliers de personnes qui, le 3 mai, scandaient devant le Pentagone : « De l'argent pour le peuple, pas pour la guerre ! », et « Les USA hors du Salvador ! », ou les mineurs qui participaient, le 28 mars, à une manifestation anti-nucléaire à Harrisburg en Pennsylvanie.

DES ATTAQUES ANTI-SYNDICALES

Les récentes réductions budgétaires de l'administration Reagan se sont aussi doublées d'une offensive contre le mouvement syndical. Le meilleur exemple en a été la réaction gouvernementale à la grève des contrôleurs aériens entamée le 3 août à l'appel de leur syndicat, le PATCO, pour exiger l'amélioration des conditions de travail, une diminution des horaires, une modification du régime des retraites et une augmentation salariale de 10 000 dollars par an. A l'aide d'une loi datant de 1947, la Loi Taft Hartley, qui interdit notamment le droit de grève aux fonctionnaires, Reagan n'a pas hésité à licencier d'un coup les 13 000 aiguilleurs du ciel et à faire emprisonner 7 de leurs dirigeants. Applaudi par le patronat qui a salué dans le *Wall Street Journal* la détermination de Reagan comme un encouragement à tous les capitalistes, cette attaque anti-syndicale a surpris et inquiété la bu-

reaucratie corrompue de l'AFL-CIO. Le chômage qui touche plusieurs secteurs économiques, notamment l'automobile, fait fondre depuis quelques années les effectifs syndicaux dans certaines branches. Ainsi, depuis 1979, l'UAW (« United Automobile Workers ») a perdu 300 000 membres. D'autre part, les mutations économiques liées à la récession atteignent en profondeur le mouvement syndical.

C'est évidemment parce qu'ils sont sensibles à la fois à la montée du mécontentement populaire et à l'ampleur des attaques anti-syndicales de l'administration Reagan que les bureaucrates syndicaux se sont trouvés entraînés à des actions de riposte dans la rue.

Cela a tout d'abord été, le 7 septembre, la plus grande mobilisation syndicale organisée par les syndicats américains depuis des années à l'occasion du Jour du travail. Elle a regroupé à New York 100 000 personnes, dont un fort contingent de grévistes du PATCO. Les mots d'ordre centraux contre le budget de Reagan étaient accompagnés de slogans contre la bombe à neutron.

UNE LENTE RIPOSTE OUVRIERE

C'est dans ce contexte qu'était annoncée l'organisation, le 19 septembre, d'un grand rassemblement de protestation contre le budget de Reagan, le *Solidarity Day*. Recevant l'appui de plusieurs centaines de structures syndicales, à l'appel de l'AFL-CIO et de plusieurs autres organisations, un tel rassemblement n'a pas de précédent dans les annales de l'histoire du mouvement ouvrier américain. Le président de l'AFL-CIO a d'ailleurs défini cette journée comme « la réponse la plus efficace aux affirmations de l'administration suivant lesquelles elle parle au nom du peuple travailleur d'Amérique » (*Intercontinental Press* du 24 août 1981).

Pour apprécier pleinement l'évolution que représente cette initiative, il faut se rappeler de l'attitude initiale de la direction de l'AFL-CIO au début du conflit des aiguilleurs du ciel. Le dirigeant syndical William Winpisinger a récemment raconté que lorsqu'il a proposé d'agir en solidarité avec le PATCO lors de la réunion du Conseil exécutif de l'AFL-CIO de Chicago, il y a eu « un "oui" timide, beaucoup de "peut-être" et des "non" purs et simples » (*Libération*, du 21 septembre 1981). Or, quelques semaines plus tard, c'est sous le signe de la solidarité, en référence explicite à la lutte des travailleurs polonais et en soutien aux contrôleurs aériens que s'organisait la riposte ouvrière à la politique de Reagan.

L'unité réalisée à cette occasion entre la grande centrale syndicale et de nombreuses organisations représentatives de la lutte des différents secteurs opprimés de la population américaine est un autre fait remarquable. Outre les principaux syndicats, l'initiative du 19 septembre a aussi été préparée par le NAACP (Association nationale pour la promotion des gens de couleur), l'Opération PUSH (organisme anti-raciste), la Ligue urbaine,

NOW (Organisation nationale des femmes), la Ligue des citoyens latino-américains et l'Association des étudiants des USA.

Cette unité affichée est, elle aussi, sans précédent. En 1963, l'AFL-CIO n'a pas appuyé la manifestation de Washington pour les droits civiques. Lors de la guerre du Vietnam, les dirigeants de la centrale syndicale, qui ont toujours soutenu la politique de l'impérialisme américain, se sont opposés aux manifestations anti-guerre. Lane Kirkland, président de l'AFL-CIO, s'en est expliqué d'ailleurs implicitement lorsqu'il a déclaré : « *Les temps qui changent appellent des changements de tactique...* » Car l'AFL-CIO a pu d'autant mieux soutenir la politique impérialiste, à l'époque, que la situation économique permettait alors la garantie du niveau de vie de la classe ouvrière blanche des USA.

Mais, à partir du moment où, dans une conjoncture économique différente, certains acquis sociaux sont brutalement remis en question, la direction de l'AFL-CIO se doit, quoi qu'il lui en coûte, de faire mine de les défendre. Il en va de sa crédibilité, même si cela peut apparaître aujourd'hui comme en opposition à la politique de dépenses militaires et de réarmement conduite par l'équipe au pouvoir. Le Conseil exécutif de l'AFL-CIO — conscient de son écartèlement entre un alignement sur la politique impérialiste gouvernementale et la défense de ses syndiqués — s'en explique, à sa manière, dans *AFL-CIO News* du début août : « *Le soutien traditionnel et inébranlable de l'AFL-CIO à une défense nationale forte ne devrait pas être interprété comme un "chèque en blanc au Pentagone"* », y lit-on. Et le texte poursuit : « *La politique de l'administration Reagan menace de briser le consensus national pour un effort de défense important. En augmentant les dépenses militaires aux dépens de programmes sociaux vitaux, l'administration court le risque de voir se créer un nouveau courant anti-défense parmi les travailleurs, les pauvres, les minorités et les personnes âgées.* » Et le Conseil exécutif de la centrale syndicale de conseiller le gouvernement en affirmant : « *Un soutien populaire pour une défense et une politique étrangère puissantes ne peut être alimenté par une politique sociale et économique injuste qui engendre des tensions sociales, des conflits de classes et une polarisation politique* » (*Intercontinental Press*, 21 septembre 1981). Ce sont là les termes exacts du débat qui parcourt la classe politique américaine.

A l'évidence, la bureaucratie syndicale corrompue dans le soutien aux différents gouvernements bourgeois a mis de nombreuses limites à l'action du 19 septembre. Néanmoins, par son ampleur, la manifestation de Washington, qui a regroupé près d'un demi-million de personnes, se classe d'emblée parmi l'une des plus importantes de l'histoire des Etats-Unis. Elle a exprimé l'évolution de l'attitude de la classe ouvrière et des masses opprimées face à la politique d'austérité gouvernementale.

Cinq mille bus, une douzaine de trains et des milliers de voitures ont acheminé vers la capitale fédérale les manifestants venant des quatre coins des USA et qui s'étaient interdit de prendre l'avion en solidarité avec les aiguilleurs du ciel licenciés par Reagan. Pour l'occasion, l'AFL-CIO avait loué le métro de Washington pour la journée. Comme le note un reportage du *Militant* daté du 2 octobre 1981, le plus fort contingent de la manifestation a été celui des travailleurs de l'Etat et des municipalités derrière l'AFSCME qui a regroupé environ 60 000 personnes. Pour la première fois depuis fort longtemps, des syndicats de l'industrie participaient à une telle action. Mais l'élément sans doute le plus marquant de cette journée a été la participation massive de Noirs, qui sont parmi les plus touchés par la récession économique et les coupes budgétaires dans les programmes sociaux. Ils constituaient de larges portions de différents cortèges, notamment celui de l'UAW (automobile), de l'AFSCME et de l'UFCW (commerce). La solidarité avec la lutte des aiguilleurs du ciel licenciés par Reagan — dont 6 000 environ étaient présents — a aussi été un trait important de cette mobilisation. Mais l'exemple du combat des ouvriers polonais planait aussi étrangement sur ce rassemblement.

500 000 A WASHINGTON POUR LE « SOLIDARITY DAY »

L'ampleur des attaques gouvernementales a jeté coude à coude dans la rue, aux côtés des travailleurs, de nombreux secteurs exploités de la société américaine. Ce rapprochement est un élément important dans la maturation de la conscience de la classe ouvrière. Il a jeté les bases d'une prise de conscience plus large de l'unité de lutte contre la politique gouvernementale, que ce soit sur le thème de la lutte anti-impérialiste — l'UAW proclamait « *Faites des emplois, pas la guerre !* » — ou sur celui du combat pour le droit des minorités et des femmes.

Cela laissera des traces dans la conscience de ces dizaines de milliers de travailleurs, y compris chez les plus conservateurs d'entre eux, comme ceux dont les dirigeants organisaient il y a seulement quelques années des manifestations de soutien à la guerre du Vietnam et des actions de commandos contre les mobilisations pacifistes.

Le caractère ouvertement anti-gouvernemental de cette manifestation s'est aussi exprimé par le fait que, malgré les liens qui unissent les dirigeants syndicaux à ceux du Parti démocrate, aucun politicien bourgeois n'a été invité à prendre la parole dans ce meeting. Il est vrai qu'ils y auraient probablement été pris à partie par les travailleurs pour avoir voté le budget de Reagan au Congrès.

Toutefois, malgré son caractère impressionnant, cette mobilisation n'a pas empêché l'administration Reagan de poursuivre sa politique de réduction des programmes sociaux. Le 24 septembre, Reagan annonçait un nouveau train de réductions drastiques comprenant une diminution de 6,5 % du nombre des fonction-



Le cortège du SWP dans la manifestation du 19 novembre à Washington. (DR)

Le SWP pour un parti ouvrier

C'est par une dénonciation régulière et très détaillée dans leur presse des restrictions budgétaires décidées par l'administration Reagan que nos camarades du Socialist Workers Party (SWP) — qu'une législation réactionnaire interdit d'être la section américaine de la IVe Internationale — ont préparé la manifestation du 19 septembre.

Dans un numéro spécial de leur hebdomadaire *The Militant*, vendu à plusieurs milliers d'exemplaires le long de la manifestation, le SWP et la YSA (Young Socialist Alliance) ont avancé l'idée que « *les syndicats lancent un nouveau parti, un parti ouvrier* ». La première page du *Militant* du 25 septembre titrait à cet effet : « *Solidarité, contre les restrictions de Reagan, contre le "draft" (1) et la guerre, pour les droits des Noirs et des femmes, pour un parti ouvrier.* »

La nécessité d'un tel parti correspond au besoin objectif de millions de travailleurs, comme le précisait le *Militant* qui notait : « *Nous avons besoin de notre propre parti qui nous unifie, un parti de solidarité entre chacun d'entre nous, dans notre classe... Un parti ouvrier nous unirait contre les sociétés qui ferment leurs usines. Il nous unirait face à toutes les formes de discrimination. Il nous unirait à nos sœurs et frères à travers le monde, du Salvador, de Cuba, de Pologne, du Vietnam, de Grande-Bretagne et d'Irlande.* »

Intercontinental Press daté du 28 septembre, qui fait un bilan du *Solidarity Day*, explique que « *la démonstration du 19 septembre a été une manifestation sans précédent de la puissance des syndicats lorsqu'ils s'unissent dans l'action avec leurs alliés. C'est un signe avant-coureur de l'avenir du mouvement ouvrier américain. Car si les bureaucrates qui l'ont organisé voient principalement dans le 19 septembre un moyen de "raffermir la volonté de quelques-uns de leurs amis" dans le Parti démocrate, la dynamique qu'il a exprimé s'oriente dans une direction opposée, vers l'indépendance politique de la classe ouvrière et la mobilisation des masses. C'est ce dont la classe dominante a peur...* ».

Et *Intercontinental Press* conclut ainsi : « *Le 19 septembre a montré que les travailleurs américains ont appris que la solidarité signifie l'unité des opprimés, et que la mettre en pratique signifie descendre dans la rue.* »

1. Draft : système d'établissement de listes nominatives de jeunes en âge de partir à l'armée en cas de conscription.

naires civils, la réduction de 27 milliards de dollars supplémentaires des crédits de plusieurs programmes sociaux, la réduction de 12 % des dépenses des organismes d'Etat et la suppression pure et simple des ministères de l'Energie (parce qu'il ne ferait qu'entraver « *les forces du marché* ») et de l'Education (ce qui devrait signifier plusieurs milliers de chômeurs supplémentaires) (*Le Monde*, 25 septembre 1981).

Bien plus que d'ouvrir une « *nouvelle ère de bonheur, une époque où les emplois seront abondants et où la richesse du pays profitera à tous ceux qui veulent travailler* » comme le promettait Reagan

le 3 septembre (*Le Monde*, 5 septembre 1981), le budget de son gouvernement constitue, comme l'a d'ailleurs reconnu le président du Congrès « *un effort délibéré de transférer de l'argent des familles laborieuses vers ceux qui sont déjà fortunés* » (*Le Monde*, 28 juin 1981).

Le prix à payer par le gouvernement américain pour cette politique d'austérité pourrait bien être celui d'une accélération de la polarisation de classe et de la prise de conscience de millions de travailleurs. ■

Vincent KERMELE
30 septembre 1981.

Une crise politique à rebondissement

La chute du gouvernement Eyskens

APRES 169 jours d'existence, le gouvernement Eyskens, formé par les deux partis chrétiens (PSC et CVP) et les deux partis socialistes (PS et SP), vient de tomber. S'il a tenu jusqu'au mois de septembre 1981, c'est parce que personne n'a voulu prendre la décision de le pousser dans l'abîme avant l'été.

François VERCAMMEN

Le gouvernement Eyskens, constitué en avril 1981, s'est heurté tout de suite aux mêmes problèmes que son prédécesseur : important déficit budgétaire ; rationalisation impérieusement nécessaire de l'appareil de production et donc austérité accrue pour les travailleurs. Pour ce faire, il a opté (selon la logique de la composition même de son gouvernement), pour la poursuite d'une politique de collaboration des classes dans le cadre de laquelle, à travers un va-et-vient incessant, le gouvernement élabore ses projets, soumet ceux-ci aux « partenaires sociaux » (c'est-à-dire aux patrons et aux dirigeants syndicaux), puis passe devant le Parlement afin de les fonder dans une forme légale.

LA MARCHÉ DU GOUVERNEMENT EYSKENS VERS SA CHUTE

Premier avertissement sérieux : le 22 mai, après 22 minutes de discussions, les patrons quittent la « Table ronde pour une nouvelle politique industrielle », où gouvernement, patrons et dirigeants syndicaux étaient censés aborder la question de l'emploi. Les patrons passent à l'offensive. Pour eux, c'est la rentabilité des entreprises qui leur importe avant tout et ils exigent une discussion « sans complexe » sur l'index. Devant le refus des représentants syndicaux, ils claquent la porte.

Moyen de pression ou tournant politique ? La question est désormais publiquement posée, et pas seulement au niveau des petites manœuvres de la politique politicienne. Parallèlement, le gouvernement poursuit son travail sur le budget 1982 et la crise de la sidérurgie...

Le 6 août, le gouvernement tombe finalement d'accord sur un projet de budget qui, selon la méthode de concertation habituelle (mais de moins en moins efficace), définit les grandes lignes des nouvelles restrictions budgétaires mais laisse le soin à une nouvelle concertation sociale avec les syndicats d'en préciser les mesures d'application dans le cadre de l'orientation générale décidée.

En ce qui concerne la sidérurgie (un des secteurs les plus frappés par la crise

C'est ainsi que le gouvernement Eyskens commence en avril 1981 par la mise au point d'un début de loi-programme introduisant une série de restrictions budgétaires, des mesures d'allègements fiscaux pour les patrons, et un projet de loi sur l'emprunt spécial de crise. Le PS et le SP soutiennent ces mesures, car ils les considèrent comme un moindre mal, l'essentiel de leur point de vue étant sauvé. Dans la foulée de celles-ci, le gouvernement cherche à se gagner la compréhension de la bureaucratie syndicale avec un modèle de stimulation « Maribel » selon lequel il n'y aurait plus dorénavant d'adaptation des salaires à l'index au-delà d'une hausse de 1 %, dans le but de sauver l'emploi. Mais très vite, la machine se grippe, même si le gouvernement parvient à sauver chaque fois la face.

avec le textile), un accord est obtenu pour fusionner les principales entreprises des deux bassins wallons (Liège et Charleroi) au prix d'une exploitation nettement accrue des travailleurs (licenciements massifs, aggravation des conditions de travail, paix sociale prolongée, augmentation de la productivité). Sur les deux plans (budget, sidérurgie), le consensus est précaire : les principaux partis politiques du gouvernement (le PS, majoritaire en Wallonie et le CVP, majoritaire en Flandres) semblent à la recherche du motif de rupture le plus favorable. Les deux autres partis (le SP et le PSC) adoptent, de leur côté, une attitude « responsable ».

C'est finalement l'aile droite du PSC (le CEPIC, qui a souvent fait la une des journaux, à l'occasion de quelques scandales financiers et à cause de ses liens avec le groupuscule fasciste Front de la jeunesse) qui, fin août, ouvre les hostilités au sein du PSC où elle a à combattre la Démocratie chrétienne (plus ou moins liée au syndicat chrétien CSC). Cette aile droite du PSC subit la pression des appels à une politique à la Margaret Thatcher lancés par le PRL et la démagogie poujadiste d'un nouveau parti qui monte, l'UDRT.

La fronde au sein du PSC prend une ampleur telle que son président Van den

Derrière cette septième crise gouvernementale en sept ans, se profile une réorientation globale de la politique de la bourgeoisie tendant à influencer pour une longue période sur l'avenir des rapports entre les classes. C'est dans ce cadre qu'il faut apprécier la tenue des élections anticipées prévues pour le début novembre.

Boeynants (VDB pour le grand public), personnalité bourgeoise de la droite mais fort « réaliste » dans ses rapports avec la social-démocratie wallonne, ne parvient à la canaliser qu'au prix d'une fuite en avant sur le plan budgétaire et sur l'index. Le PSC et le CVP se retrouvent d'accords sur quelques objectifs économiques (à l'exclusion des problèmes dits communautaires) même si des désaccords tactiques sur la manière de se comporter face au mouvement ouvrier subsistent.

Devant les nouvelles exigences des partis bourgeois qui tendent à aggraver substantiellement la politique d'austérité (budget, index), le PS réussit avec habileté à éviter toute co-responsabilité en la matière : il choisit la sidérurgie wallonne comme porte de sortie et cheval de bataille (après s'être opposé à toute atteinte à l'index), ce qui lui donne un nouveau vernis « socialiste » et « fédéraliste ».

Le 22 septembre, c'est la crise gouvernementale. Elle intervient dans un contexte peu favorable à la bourgeoisie, le seul facteur rassurant pour elle étant l'absence de toute alternative ouvrière à une échelle de masse.

UNE TRIPLE CRISE

Il y a tout d'abord, l'aggravation de la crise économique. Selon les statistiques de l'ONEM, le cap des 400 000 chômeurs complets et indemnisés est désormais dépassé à la mi-septembre. Selon les syndicats, cela correspond à 800 000 demandeurs d'emplois. La Belgique arrive largement en tête au sein de la Communauté Européenne, si l'on calcule le taux du chômage officiel par rapport à la population active : 12,6 %, suivie par la Grande-Bretagne (11,3 %), l'Italie (8,6 %), la France (7,7 %), la RFA (4,9 %) (*Statistiques de la CEE*, août 1981).

Il faut ajouter que, dans ce cadre général, le chômage continue à progresser plus vite parmi les travailleurs masculins adultes, et qu'il frappe plus particulièrement certaines régions et secteurs. Ainsi, les fameux « plans sectoriels » élaborés sous l'égide du gouvernement national, se retrouvent périodiquement mis en question ... toujours dans le même sens. Au moment de son renversement, le gouver-

nement Eyskens était directement aux prises avec la crise dans la sidérurgie, le textile et le bâtiment.

Ensuite, une véritable crise institutionnelle affecte la restructuration de l'appareil d'Etat, et en liaison directe avec la crise économique. On peut dire aujourd'hui, sans exagération, que la « régionalisation » de l'appareil de l'Etat unitaire est un échec flagrant. Au point qu'un secteur de la bourgeoisie (notamment le CVP qui en a été le principal protagoniste avec le PS francophone) hésite à redonner au prochain Parlement des pouvoirs constituants. Seule la crainte d'une explosion sociale du mouvement ouvrier en Wallonie et d'une surenchère du FDF à Bruxelles (où la réforme avait été « gelée » devant les difficultés insurmontables) a finalement écarté cette manœuvre.

Cette régionalisation, substitut à un véritable fédéralisme, apparaît comme doublement insatisfaisante. Tout d'abord, pour le mouvement ouvrier wallon, cette réforme a débouché sur une énorme désillusion, car elle a doté la région wallonne d'une structure pseudo-gouvernementale inopérante (l'exécutif wallon qui faisait organiquement partie de la structure gouvernementale nationale, en « sortira » à l'occasion des prochaines élections de novembre), mais paralysée à cause de sa composition proportionnelle comprenant tous les partis politiques indépendamment de tout programme, sans moyens financiers propres (excepté une « dotation » extrêmement limitée du budget national), et surtout alors que les secteurs industriels de base restent dans les mains du gouvernement central. Ce n'est pas un hasard. Comme cela a déjà souvent été expliqué, la régionalisation n'a pas constitué un premier pas, mais un obstacle supplémentaire vers le fédéralisme. Elle a correspondu à la préoccupation visant à empêcher la venue au pouvoir d'une majorité ouvrière en Wallonie qui aurait pu avoir un effet d'entraîne-

ment sur la classe ouvrière flamande. La bourgeoisie a, à sa manière, compris la valeur transitoire, potentiellement anticapitaliste du mot d'ordre du fédéralisme.

Tirant la leçon de cette situation, le secteur flamand de la bourgeoisie (CVP), qui est devenu au fil des années le principal artisan de la stabilisation bourgeoise, veut aujourd'hui en revenir à un Etat plus unitaire : cela lui permettrait non seulement d'endiguer tout débordement du mouvement ouvrier wallon, mais aussi de dominer plus directement l'appareil d'Etat dans sa totalité (et pas seulement du côté flamand où le CVP frise la majorité absolue).

Finalement, il y a une crise sociale qui couve devant la dégradation du système de concertation existant entre le patronat et les directions syndicales. Les conventions collectives, clés de voûte de ce système, se font de plus en plus rares, tant au niveau interprofessionnel qu'au niveau des secteurs et des entreprises. Les résultats sont de plus en plus minces aux yeux des travailleurs. Par ailleurs, le discours patronal apparaît de plus en plus nettement opposé à celui des bureaucraties syndicales.

C'est avec la plus grande peine que la bureaucratie syndicale de la FGFB et de la CSC ont pu endiguer la montée ouvrière de l'hiver 1980-1981 en concluant un accord interprofessionnel qui instaurait un blocage des salaires pour deux ans. Dans la sidérurgie, le mécontentement s'est nettement accru dans les entreprises devant les nouvelles menaces de fermetures à terme des installations les plus vétustes. Des entreprises pilotes partent régulièrement en grève plus ou moins sauvage devant la passivité de la bureaucratie (FN, Caterpillar). En Flandres, une grève de 22 semaines vient de se terminer par un échec, trahie par le secrétaire provincial des métallurgistes de la FGFB (Boel-Tamise près d'Anvers).

LA DIRECTION REFORMISTE : ENTRE L'AUSTERITE ET LA PRESSION OUVRIERE

Tout le monde a les yeux fixés sur les directions traditionnelles du mouvement ouvrier. La question qui se pose est de savoir que vont faire les bureaucraties syndicales de la FGFB et de la CSC, et leurs « amis politiques » du PS et du SP, et les dirigeants qui, au sein des deux partis bourgeois (PSC et CVP), se réclament plus ou moins explicitement du mouvement ouvrier (le MOC, la DC, l'ACW). Car la faiblesse politique de la bourgeoisie n'a d'égal que la passivité et le désarroi du réformisme.

Aucun secteur significatif de ce dernier a présenté jusqu'à présent une alternative d'ensemble, fût-elle réformiste ; mais, en même temps, les dirigeants réformistes sont amenés à s'opposer aux quelques exigences clés que le patronat met en avant avec insistance. Ainsi, si les dirigeants réformistes se sont placés, depuis un an voire plusieurs années, sur le terrain

de l'austérité, ils ne sont pas parvenus à y engager en pratique la classe ouvrière.

Quelques exemples de cette situation fort incohérente valent la peine d'être énumérés. Dans la social-démocratie wallonne tout d'abord. Le PS, sous la direction de Cools, avait pris la tête de l'austérité dès 1977, mais plus explicitement encore depuis 1980, au point de s'attaquer frontalement à la FGFB wallonne. Cools avait dû finir par se démettre... Mal élu, son successeur et dauphin désigné, Guy Spitaels, s'est vu confronté à une lourde tâche. Ni son passé ni sa formation ni son tempérament ne semblaient lui donner la moindre chance de succès dans sa tentative de renouer avec la FGFB. Aujourd'hui, Gillon, le leader des métallurgistes FGFB de Liège et champion de l'indépendance syndicale, vient de s'exclamer : « Si Spitaels et les hommes de gauche maintiennent les po-

sitions qu'ils défendent actuellement, ils auront à leur service et au service de la Wallonie les travailleurs que nous syndicalistes, nous dirigeons ! » (La Wallonie, 21 septembre 1981).

Spitaels a brillamment réussi dans son opération, reprenant d'abord en main son parti discrédité, renouant ensuite avec l'appareil syndical de la FGFB, pour redresser demain peut-être son parti sur le plan électoral. Mais à quel prix ? Spitaels a dû faire une campagne de masse avec affiches à l'appui : « Les socialistes défendent l'index ! » ; il a organisé avec tapage un congrès du PS pour décider de l'ampleur des restrictions que celui-ci voulait bien avaler. Et, finalement, il est apparu comme le grand pourfendeur du « manque de civisme » des banques de la sidérurgie wallonne.

De ce fait, Spitaels a objectivement bloqué une nouvelle avancée de l'austérité réclamée avec insistance par le patronat. Par exemple, la FGFB wallonne collabore honteusement à la rationalisation des secteurs de la sidérurgie et du textile, jetant des dizaines de milliers de travailleurs sur le pavé sous le prétexte de « limiter les dégâts ». Mais, afin de garder le contrôle de leurs troupes, les chefs réformistes wallons sont obligés de se présenter comme les défenseurs d'autant plus acharnés des salaires et de l'index au niveau professionnel. Exactement les deux terrains brûlants sur lesquels le patronat belge veut aujourd'hui obtenir des concessions substantielles.

Autre exemple, à la CSC cette fois-ci. Au moment où son secrétaire général wallon, D'Hont, lance une campagne en faveur d'« un nouveau syndicalisme », c'est-à-dire pour une acceptation « offensive » de l'austérité, il est obligé de critiquer l'attitude passée de la CSC comme étant « une collaboration avec le capitalisme », et de faire une violente sortie contre toute atteinte à l'index.

Le comble de cette attitude d'équilibre vient d'être donné à la fin du mois de septembre, en pleine crise gouvernementale. Les dirigeants wallons de la FGFB et de la CSC ont signé à grand fracas un accord programmatique : assemblée de 400 responsables syndicaux de toute la Wallonie et transformation de la « Fête wallonne » officielle en journée de lutte. Le contenu politique de cet accord est plus vide que jamais, si on le compare avec le passé de la FGFB wallonne. En schématisant, on pourrait dire qu'il s'agit d'un « fédéralisme sans réformes de structures » (alors que le mot d'ordre de la gauche bureaucratique était justement « Fédéralisme et réformes de structures ! »). Mais ce que les travailleurs wallons retiendront sans doute, c'est un progrès potentiellement important de l'unité ouvrière et la volonté très affirmée de faire peser le poids du syndicalisme sur les partis de gauche.

Cet accord a déjà des effets qui pourraient affecter jusqu'à la racine le mouvement ouvrier chrétien. Celui-ci vient de décider, suite à des tensions internes croissantes, de régionaliser ses structures, créant ainsi un comité régional disposant

d'une plus large autonomie d'action, pour la Wallonie, la Flandre et Bruxelles. Source de division, cette réforme organisationnelle pousse la CSC wallonne vers la gauche en direction de la FGTB. Mais comme la CSC est très liée au PSC, par le biais de la Démocratie chrétienne, cette évolution risque d'ébranler très vite la stabilité du parti bourgeois interclassiste qu'est le PSC. On en a eu une preuve tout dernièrement lorsque le dirigeant (très droitier) des métallurgistes de la CSC de Charleroi, Camarata, a lancé un appel fracassant à la nationalisation des banques (coupables de sabotage de la sidérurgie). Un appel aussitôt repris par la Démocratie chrétienne de Charleroi, alors que l'aile droite du PSC réclame de plus en plus une politique à la Thatcher...

C'est dire que le problème de l'indépendance de classe est posé avec force à travers des événements de ce genre. Rompre avec le PSC ? Peser encore plus sur ce parti de la bourgeoisie ? Créer un parti autonome lié directement à la CSC ? Périodiquement, ce débat refait surface, mais cette fois-ci en rapport direct avec la politique ouvrière face à l'austérité.

Il semble bien que les forces décisives du grand capital ont tiré les leçons de l'ensemble de ces données : crise économique, institutionnelle et sociale combinée ; retard pris dans la rationalisation de l'appareil de production ; puissance incontournable du mouvement ouvrier organisé ; mais incapacité des directions réformistes d'imposer avec cohérence une politique d'austérité à leurs troupes.

L'alternative coule de source : mettre en place, après les élections, un gouvernement homogène bourgeois à la place de la défunte coalition de collaboration de classes. Mais il est évident que cette alternative ouvrirait une crise politique majeure dans le pays. Jusqu'à présent, les gouvernements qui se sont succédés depuis la

fin des années 1940 ont été des coalitions diverses mais leur politique s'est toujours située au centre de l'échiquier politique (« centre-gauche ou centre-droit »). Cette fois-ci, l'effet de balancier devra obligatoirement augmenter son amplitude. Car la mise à l'écart du PS et du SP du gouvernement n'a de sens que si cela permet à la bourgeoisie de changer les rapports des forces sur le terrain social.

La venue au pouvoir d'un tel gouvernement ouvertement bourgeois aurait une double conséquence : le gouvernement s'attaquerait directement aux acquis centraux de la classe ouvrière (index, sécurité sociale, blocage des salaires, fermeture des entreprises considérées comme des « canards boiteux » ...) ; mais il ne pourrait atteindre ses objectifs sans changer aussi ses méthodes de gouverner, car la marge démocratique dont dispose le mouvement ouvrier organisé, puissant et combatif, apparaîtra très vite comme intolérable.

Quand bien même un tel gouvernement continuerait à se placer sur le terrain de la démocratie parlementaire, il

sera inévitablement amené à soustraire les grandes décisions économiques anti-ouvrières à l'« opinion publique », aux « groupes de pression », au système de concertation sociale. Déjà, le PRL exige non seulement des pouvoirs spéciaux, mais aussi une domestication du mouvement syndical en lui donnant un « statut juridique ». Certains parlent de la nécessité d'un gouvernement « non-traditionnel » (c'est-à-dire ne s'appuyant plus sur une majorité parlementaire).

Tout cela ne pourrait qu'aggraver la crise d'orientation qui sévit dans les sommets des organisations réformistes et qui affecte aussi les délégués syndicaux, même s'ils gardent toute leur combativité. Les résultats électoraux pèseront donc lourd dans l'évolution du rapport des forces entre les classes. Sans faire de pronostics, il semble bien qu'on s'achemine vers une situation politique nouvelle, après sept ans d'austérité concertée...

François VERCAMMEN
Bruxelles, le 30 septembre 1981.

LA BELGIQUE EN SIGLES

PS : Parti socialiste (francophone, couvrant la Wallonie et Bruxelles).

SP : Socialistische Party (flamand, couvrant la Flandre et les Flamands de Bruxelles).

PSC : Parti social-chrétien.

CVP : Christelyke Volks Party (majoritaire en Flandre).

Ces deux derniers partis sont les principaux partis bourgeois, comprenant chacun une aile liée au syndicat chrétien CSC.

CEPIC : Centre politique des indépendants et des cadres chrétiens.

MOC et ACW : Mouvement ouvrier chrétien (côté wallon et côté flamand).

DC : Démocratie chrétienne, courant dans le PSC et pas dans le CVP.

PRL : Parti libéral (côté francophone).

FDF : Front démocratique des francophones, parti nationaliste de la région bruxelloise (majoritaire à Bruxelles).

UDRT : Union démocratique pour le respect du travail.

FGTB : Fédération générale du travail de Belgique, a dominante réformiste, mais traversée par des courants social-démocrate, communiste, syndicaliste pur et « révolutionnaire ».

CSC : Confédération des syndicats chrétiens, liée de fait au PSC-CVP, d'orientation réformiste, comprenant une petite minorité « socialiste auto-gestionnaire ».

Ces deux syndicats sont statutairement indépendants des partis politiques depuis 1944.

IRLANDE DU NORD

Un tournant dans la lutte des prisonniers des Blocks H

LA grève de la faim des détenus des Blocks H entre maintenant dans une phase décisive. Dix prisonniers sont déjà morts. Par deux fois, la quasi-totalité de l'électorat de Fermanagh-South-Tyrone, un des deux seuls districts de l'Irlande du Nord à majorité catholique, a élu un représentant des prisonniers au Parlement britannique. Deux grévistes de la faim ont été élus au Parlement de Dublin (République d'Irlande) lors des élections générales de juin dernier, et la campagne des

Gerry FOLEY

Les grévistes de la faim sont devenus le symbole dramatique et incontestable, pour une partie de plus en plus grande de l'opinion publique internationale, du désespoir du peuple catholique irlandais op-

primé. Et pour les masses en lutte pour la liberté et la dignité humaine de par le monde, ils sont devenus à la fois un exemple et une inspiration.

primé. Et pour les masses en lutte pour la liberté et la dignité humaine de par le monde, ils sont devenus à la fois un exemple et une inspiration. En Pologne, au mois d'août, quand la menace d'intervention soviétique était présente à l'esprit de chacun, des diri-

gents ouvriers d'une des plus grandes usines du pays me déclaraient : « Nous sommes comme les Irlandais, en ce sens que nous sommes aussi capables d'actions héroïques. Si les Russes nous envahissent, nous résisterons comme eux jusqu'à la mort... »

Mais, malgré le sacrifice des prisonniers qui se mettent en grève de la faim les uns après les autres, agonisant parfois jusqu'à la mort, malgré les sentiments que cela provoque chez le peuple irlandais, la sympathie de tous ceux qui luttent pour la liberté et la dignité humaine, et les clameurs d'indignation de l'opinion publique en général, le gouvernement britannique a continué à affirmer que les prisonniers sont des criminels et qu'ils doivent accepter le statut des criminels. Les explosions de colère de la jeunesse des ghettos catholiques se sont irrémédiablement brisées sur l'écrasante puissance militaire de l'occupant britannique et se sont consumées entre les murs de la société-prison que ces occupants maintiennent.

Il existe un réel danger que l'amertume et le désespoir ne s'accroissent encore. C'est dans cette situation que certains parents ont commencé à faire abandonner leur grève de la faim à des prisonniers après que ceux-ci aient perdu conscience et la capacité de décider par eux-mêmes.

UNE LUTTE PROLONGÉE

L'Eglise catholique s'est lancée dans une campagne défaitiste. Le père Faul, un prêtre conservateur qui a la plus grande autorité sur les prisonniers et leurs familles, a déclaré que la grève est en train de s'épuiser. Il en veut pour preuve l'action des parents et le fait qu'à présent 4 des 6 grévistes de la faim sont originaires de Belfast, alors qu'auparavant les organisateurs du mouvement tenaient à ce que le groupe soit représentatif d'autant de localités que possible. Le père Faul affirme que ce n'est plus maintenant que dans les fiefs républicains les mieux organisés que le soutien est suffisamment fort pour maintenir la pression morale nécessaire à la poursuite de la grève de la faim.

Chaque retrait de gréviste est présenté par la presse bourgeoise comme un nouveau signe de l'effondrement de la grève. Par exemple, la décision de l'Armée de libération nationale irlandaise (INLA) de diminuer le nombre de ses prisonniers par rapport à celui des républicains « provisoires » dans la grève de la faim, a été présentée comme un recul du mouvement de protestation. En réalité, le nombre de grévistes de l'INLA était beaucoup trop élevé pour pouvoir être maintenu dans le cadre d'un mouvement prolongé. Il était d'un pour trois, alors que la proportion de prisonniers des deux organisations dans les Blocks H est de un pour dix et même plus. La décision de l'INLA indique bien le tour qu'est en train de prendre la grève de la faim. Des dirigeants du courant politique que cette organisation représente expliquent que, si les prisonniers de l'INLA continuaient le mouvement à ce rythme, durant les six prochains mois, leurs 28 prisonniers seraient morts.

Le fait est que la grève de la faim des Blocks H a débuté il y a près d'un an et qu'elle s'est poursuivie depuis avec une interruption de seulement quelques semaines entre la première et la seconde. Pour la plupart des gens, il était difficile de

penser que le mouvement continuerait si longtemps et que tant de prisonniers se laisseraient mourir de faim sans que leur mouvement n'arrache aucune concession. Il y a cependant un autre versant à l'argumentation de l'INLA. Elle montre clairement le désespoir et la détermination des prisonniers. Il s'avère qu'ils se laissent mourir de faim plus vite que l'opinion publique irlandaise et internationale ne se mobilise pour les défendre.

IIe CONFÉRENCE DES BLOCKS H

Le mouvement de soutien aux Blocks H demeure aussi déterminé que les prisonniers. Cela était manifeste lors de la IIe Conférence nationale de la campagne pour les Blocks H qui s'est déroulée à Dundalk le 6 septembre. Le jour même de l'ouverture de la Conférence sont intervenus deux coups psychologiques : la déclaration de l'INLA et les commentaires de la presse d'une part, et l'arrêt de la grève décidée par les parents d'un prisonnier d'autre part. Cependant, ces deux événements n'ont pas entamé le moral des participants. La Conférence de Dundalk a aussi constaté le développement de la campagne pour les Blocks H en un réel mouvement de masse. Plus de 400 comités locaux étaient représentés contre 20 lors de la Ire Conférence, il y a un an, et 250 à la fin de la première grève de la faim en décembre. Des personnalités politiques importantes, qui avaient hésité auparavant à venir aux réunions de la campagne contre les Blocks H, étaient présentes. La Conférence a confirmé le fait que le développement du mouvement pour les Blocks H constitue un tournant historique dans la vie politique irlandaise.

DIVERGENCES CHEZ LES « PROVISOIRES »

Dans la situation présente, le mouvement fait face à des problèmes d'orientation de plus en plus difficiles, et cela est vrai en particulier de sa composante la plus importante, les républicains « provisoires », qui regroupent des personnes d'opinions sociales et politiques différentes autour d'une opposition militaire à l'occupation britannique. La participation à un mouvement de masse démocratique a stimulé un débat au sein des « provisoires ». Lors de la Conférence, les ailes droite et gauche sont apparues pour la première fois polarisées.

L'aile droite, dirigée par le leader républicain de Cork, Daithí O'Connell, se distingue principalement par sa volonté de limiter la liberté politique dans le mouvement et d'établir un contrôle organisationnel ferme des « provisoires » suivistes. L'aile droite a proposé des résolutions qui auraient limité le droit d'expression politique dans le mouvement et qui n'ont été battues que de justesse. Son influence s'est traduite par un vote bloqué donnant une majorité « provisoire » au Comité national du mouvement. Des partisans locaux des « provisoires », sans autorité dans le mouvement, ont été élus,

alors que certains des principaux fondateurs du mouvement n'étaient même pas réélus. Les votes les plus élevés pour le Comité national ont été pour les dirigeants « provisoires ». Bernadette Devlin ne vient qu'en 9e position sur 20.

De l'autre côté, la gauche présentait le seul programme répondant aux besoins du mouvement et cela s'est traduit par l'adoption par la Conférence de la proposition d'une campagne de construction systématique du mouvement dans les syndicats et sur les lieux de travail. En même temps, les appels des ultra-gauches à passer par dessus les tâches de construction d'un soutien solide au sein du mouvement ouvrier — par un appel à la grève générale immédiate — n'ont pas trouvé cette fois d'oreille réceptive. Ces appels avaient auparavant trouvé grâce aux yeux de l'aile droite républicaine qui cherchait essentiellement un moyen de faire l'économie du travail politique. Mais cette expérience les a discrédités.

Si l'agressivité de la droite « provisoire », qui pour la première fois a procédé à une mobilisation pour une Conférence des Blocks H, a créé des problèmes, elle a aussi impliqué une plus grande participation de l'ensemble du mouvement républicain dans la campagne et dans le processus politique qui s'y déroule. Cela a de plus forcé la gauche « provisoire » à définir plus clairement sa ligne d'action de masse pour la construction du mouvement, ainsi que le montre l'article publié dans le journal *An Poblacht* sur la Conférence. La droite elle-même a été prise dans la logique de la campagne. Après la Conférence, elle s'est sentie obligée de demander le renforcement du Comité national au moyen de cooptations.

Le processus en cours dans le mouvement pour les Blocks H peut conduire à un pas en avant important du mouvement anti-impérialiste en Irlande. Le problème actuel est que la grève de la faim est par nature une tactique limitée dans le temps et que cette limite approche. Le mouvement de solidarité a commencé à se développer au niveau international. Par exemple, durant le mois d'août — la période politiquement la moins propice —, a eu lieu à Paris une manifestation de 10 000 personnes et une de 5 000 personnes à Washington.

SOLIDARITE INTERNATIONALE

Une accentuation de la campagne internationale est possible dans les deux mois qui viennent, elle sera essentielle pour donner un nouvel élan au mouvement en Irlande. Le mouvement pour les Blocks H ne doit pas échouer. Il est devenu un encouragement pour tous ceux qui luttent pour la liberté et la dignité humaine, de la Pologne à la France et des USA à l'Amérique latine. C'est pourquoi le gouvernement conservateur britannique et ses alliés impérialistes se sont préparés à payer un prix politique si élevé pour briser la volonté et la dignité du peuple irlandais opprimé. ■

Gerry FOLEY
20 septembre 1981

La seconde session du Ier Congrès de Solidarité

L'EXASPERATION et la radicalisation de millions de travailleurs polonais se sont clairement exprimées lors de la première partie du Ier Congrès national de Solidarité. Les motions adoptées (1) devaient permettre de canaliser les énergies de classe vers une série d'objectifs socio-politiques d'ensemble (autogestion, référendum, élections).

Le Congrès à peine clos, les « experts catholiques », effrayés, n'ont pas manqué de souligner le changement intervenu. Bronislaw Geremek, un de ces éminents « experts » et l'un des défenseurs les plus acharnés de la conciliation avec la bureaucratie, affirme : « L'état d'esprit est en train de passer du réalisme de l'année dernière à une fièvre politique romantique. » Et Jacek Kuron, tout en insistant sur la lassitude qui frapperait un nombre croissant de citoyens, déclare : « Quelques personnes (sic) veulent des élections nationales libres, mais cela c'est un pas vers une guerre ouverte. (2) »

Comprenant à la fois la signification, menaçante pour elle, du Congrès et les positions de quelques secteurs de Solidarité (comme de l'Eglise), la bureaucratie va se lancer dans une vaste opération de menaces et d'admonestation. Comme nous l'indiquons : « Ces manœuvres visent, entre autres, à ce que les éléments les plus modérés de Solidarité fassent pression pour que la deuxième partie du Congrès mette une sourdine aux exigences directement politiques du mouvement. (3) »

MENACES ET CHANTAGES

La direction du POUP, immédiatement après le 16 septembre, une fois les délégués rentrés chez eux, va publier une violente déclaration. La *nomenklatura* est touchée au vif de ses privilèges et le dit : « Le cours et les résolutions de la première partie du Congrès ont élevé au rang de programme officiel de tout le syndicat les tendances et phénomènes aventuristes qui s'exprimaient dans Solidarité... La ligne gagnante a été celle de la construction d'une organisation politique cherchant ouvertement à prendre le pouvoir et à changer le système politique en Pologne. (4) » Les médias se déchaînent et les dirigeants du POUP menacent les travailleurs polonais d'un « bain de sang » si Solidarité persiste à se comporter en « mouvement d'opposition cherchant à renverser le pouvoir. »

Des mesures de répression sélectives sont prises. Des procédures judiciaires sont engagées contre certains responsables de Solidarité. Tadeuz Arendt, président de la section syndicale de la mine de Knurów à Szczygłowice est arrêté. Le jeudi soir, 24 septembre, 30 000 mineurs se mettent en grève pour demander sa libération. Des centaines de travailleurs des syndicats officiels rejoignent Solidarité pour protester contre l'arbitraire du pouvoir. La grève durera 6 jours. Tadeuz Arendt sera finalement libéré, après que la deuxième session du Congrès de Solidarité ait adopté une motion de soutien (5). A Bielsko Biała, un représentant du Comité de défense des prisonniers politiques est mis sous les verrous. La clique au pouvoir, au nom de la lutte contre l'« anti-soviétisme », tente à nouveau d'initier une répression plus directe.

La calomnie, qui traduit aujourd'hui l'impuissance bureaucratique, devient la règle de fonctionnement des médias. Devant les bâtiments où se réunit le Congrès de Solidarité, à Gdansk, les travailleurs ont peint en lettres géantes le slogan « La télévision ment ! ». Les sbires du régime ont reproduit l'affiche du Congrès du syndicat, représentant un enfant de

un an, en ajoutant une ceinture de cartouches de dynamite et une phrase : « Il ne faut pas jouer avec le feu ! ». Gdansk en a été recouverte.

Le chantage au boycott économique fait par l'URSS s'est ajouté au dispositif de pression et de chantage déjà en place. L'arrivée du vice-Premier ministre soviétique à Varsovie, Nicolas Baibakov, a été l'occasion de lancer la rumeur de sanctions économiques contre la Pologne, si « l'ordre n'était pas rétabli ». Stefan Olszowski affirmait, le 22 septembre : « Toutes les actions anti-soviétiques peuvent inciter notre plus proche allié à se demander s'il faut continuer à nous aider ou se contenter de maintenir des relations économiques sur la base de l'équilibre mutuel. (6) » Or, pour les huit premiers mois de l'année, le déficit commercial de la Pologne avec l'URSS s'élève à 1,3 milliard de roubles. L'« équilibre mutuel » ne signifierait rien de plus que la diminution radicale des livraisons de gaz, de pétrole, de matières premières. Les menaces plus ouvertes de représailles économiques deviennent un levier de la « lutte contre l'anti-soviétisme » pour la caste au pouvoir au Kremlin, qui, sur le fond, n'hésite encore à intervenir qu'à cause du potentiel de résistance des travailleurs polonais et du prix, entre autre économique, qu'elle devrait payer nationalement et internationalement.

Gromyko, à la tribune des Nations Unies, a insisté sur le fait que « des efforts considérables étaient entrepris dans certains milieux des pays occidentaux en vue d'ébranler les fondements socialistes de l'Etat polonais (7) ». Voilà le genre de déclarations qui pourrait se retrouver, si nécessaire, dans un futur Livre blanc sur la « Défense par l'URSS de l'intégrité de la Pologne ».

UN COMPROMIS COMPROMIS ?

Soufflant le chaud et le froid et faisant monter les enchères, la direction du POUP a cherché une ouverture. L'objectif numéro un, immédiat, de la bureaucratie a consisté à ce que Solidarité abandonne l'exigence du référendum, un référendum qui aurait fait voir à tout un chacun que le POUP était nu... bien que disposant du « rôle dirigeant ». La question du référendum concentre en effet les questions clés de l'heure : structure de pouvoir et autogestion.

De son côté Mgr Glemp, primat de Pologne, a lancé des appels « à la pondération, au dialogue, à la raison », car le pays « a besoin d'amour et de sacrifices mais pas de sang ». Il a incité les « partenaires à retrouver le chemin de la table des négociations ». A Rzeszow (dans le sud-est du pays), le 21 septembre, Andrzej Celinski, membre du secrétariat national du syndicat, a déclaré que Solidarité était « prêt à tout instant à des négociations avec le gouvernement sur n'importe quel sujet ».

1. Cf. « Ier Congrès national de Solidarité : une avancée de la révolution politique en Pologne » et les résolutions de la première session du Congrès « Résolution sur l'autogestion », « Appel aux ouvriers de l'Est » et « Déclaration finale », dans *Inprecor*, numéro 109, du 28 septembre 1981.

2. Bobinski, *Financial Times*, 18 septembre 1981.

3. Cf. *Inprecor*, numéro 109, art. cit.

4. *Financial Times*, 18 septembre 1981.

5. *Le Matin*, 26 septembre 1981, et *Libération*, 30 septembre 1981.

6. *Libération*, 23 septembre 1981.

7. *Le Matin*, 23 septembre 1981.

Le 22 septembre au soir, Solidarité annonce que le présidium — en fait 3 membres sur les quatre présents — a approuvé un « document de travail » qui avait été élaboré la veille entre les commissions de la Diète, chargées de l'examen des projets de Loi sur l'autogestion, et les représentants des syndicats. Le mercredi 25 septembre, le Sejm (Parlement) adopte les projets de Loi sur l'autogestion. Le POUP, en dernière minute, tente de vider encore plus le projet, en voulant s'arroger le droit d'établir *seul* la liste des entreprises dans lesquelles le directeur pourrait être élu. La manœuvre a échoué, plus d'un député craignant sa prochaine rencontre avec des membres de Solidarité ... Le compromis, non seulement restrictif pour toute une série d'entreprises importantes, maintient les prérogatives de la *nomenklatura*, mais le système-piège du veto mutuel aboutit à la mise sur pied d'un mécanisme d'arbitrage devant les tribunaux. Tous les syndicalistes des pays capitalistes connaissent bien les effets négatifs de telles procédures sur la mobilisation et l'organisation des travailleurs. Enfin, la logique du projet adopté consiste à introduire une *coresponsabilité* dans la gestion d'entreprises « *autonomes sur le plan financier* ». Depuis un an, la bureaucratie s'efforce de responsabiliser les travailleurs dans des décisions de « réformes économiques » aboutissant à porter atteinte à l'emploi. Sous cet angle-là, la Loi sur l'autogestion est une pièce de ce plan de la bureaucratie.

Alors que les travailleurs avaient commencé à s'engager sur une autre voie, comme l'indiquaient les exemples de Huta Katowice, d'Olsztyn ou de Silésie, le compromis passé par le présidium ne pouvait que susciter de multiples réactions. La direction de Solidarité n'a d'ailleurs pas manqué d'affirmer que le Congrès pouvait toujours voter le boycott de ces lois sur l'autogestion. De son côté, en faisant usage de la carotte et du bâton, la direction du POUP espérait diviser Solidarité, en affaiblir l'unité, facteur de sa radicalisation.

DÉMOCRATIE SYNDICALE

Les protestations contre la signature du « document de travail » ne se sont pas faites attendre. Elles viennent de Lodz, de Plock, de Bydgoszcz ... Il est significatif qu'aussi bien les motions de sections syndicales que les interventions les plus critiques, lors de l'ouverture de la deuxième session du Congrès, proviennent, en général, des sections de Solidarité où le mouvement des conseils pour l'autogestion a le plus avancé durant la dernière période.

Nombreux sont les délégués qui soulignent les dangers d'un tel accord, dont les « experts » — Jacek Kuron y compris — apparaissent comme les grands inspirateurs. Jan Rulewski, de Bydgoszcz, proclame : « *Ce syndicat n'a pas été créé pour passer des compromis, mais pour écraser le système totalitaire de notre pays (8)* », alors que Karol Modzelewski explique qu'« *une fois de plus, le syndicat s'est mobilisé en vue d'un combat général, pour ensuite s'arrêter à mi-chemin* ». Quelles que soient les motivations des divers intervenants, elles reflètent un malaise dans la base, suite à une initiative de la direction qui, de fait, met en question les débats et les décisions de la première session du Congrès.

Dans un premier temps, les interventions des délégués portent, pour l'essentiel, sur la démocratie syndicale et les normes de fonctionnement du syndicat et de ses instances. Pour ces travailleurs qui ont combattu avec une force et une intelligence inégalée le pouvoir bureaucratique, le contrôle sur les activités de la direction de leur syndicat se révèle une exigence essentielle. De quoi faire frémir plus d'un bureaucrate syndical des pays capitalistes ... qui du bout des lèvres saluent le Congrès de Solidarité. Une motion, adoptée par 348 voix contre 189, affirme que la procédure choisie pour passer l'accord sur l'autogestion est une « *violation de la démocratie syndicale* ». De même est mis en question — ce qui n'est pas la première fois depuis août 1980 — le rôle occulte des « experts » dans la conduite du syndicat.

Néanmoins, ces critiques n'empêchent pas les délégués de comprendre le sens des manœuvres de division de la bureaucratie. Après avoir « *blâmé* » la direction, les délégués donnent, à 557 voix contre 64, le quitus à la Commission nationale de coordination (KKP) de Solidarité et l'applaudissent longue-

ment. Exigence de démocratie et maturité s'expriment ici. Karol Modzelewski, le second jour du Congrès, pour contrecarrer quelques attaques outrancières à la direction, affirme, exprimant un sentiment largement répandu : « *Nous ne devons pas accepter que les conflits extérieurs se transforment en conflits intérieurs.* »

Confrontés dans les faits à la question du pouvoir (référendum, autogestion, élections), les travailleurs et les militants de Solidarité ont su, à nouveau, faire un pas en avant sur le terrain de l'organisation de leur syndicat, en mettant à profit ce qui est considéré par beaucoup comme « *une erreur politique* » de la direction. Ainsi, sur le mode d'élection de la direction, tout indique que l'on se dirige vers la solution suivante : le Congrès doit élire la KKP, mais sur la base de listes proposées par les régions, avec la possibilité pour tout militant de se présenter ou de présenter un candidat, à la seule condition qu'il ait l'appui de 20 % des membres de sa région.

DEFENSE DES INTÉRÊTS OUVRIERS ET AUTOGESTION

Dans les interventions, se font nombreuses les remarques sur les insuffisances du fonctionnement de Solidarité sur le terrain plus strictement syndical : conditions de travail, salaires, etc.

« *Nous ne travaillons pas assez de manière concrète. Nous ne répondons pas aux aspirations des ouvriers dans tout ce qui touche à leurs conditions de travail et à leurs conditions de vie. Qu'avons-nous fait à propos des inégalités de salaires qui subsistent, ou des inégalités de situations entre les gens qui font le même travail ? Pourquoi les uns reçoivent-ils plus de viande que les autres parmi les ouvriers qui ont un travail pénible ? Pourquoi acceptons-nous le principe de retraites forcées qui nous a été imposé jusqu'ici par les administrations centrales ? Pourquoi ne faisons-nous rien de concret en ce qui concerne les hausses des prix et les effets désastreux qu'elles entraînent pour les plus défavorisés* », demande un ouvrier de Poznan.

Cette intervention reflète la puissante poussée égalitaire qui structure toute la gigantesque mobilisation des travailleurs polonais. Elle laisse augurer, au même titre que les multiples motions et télégrammes qui arrivent au Congrès, que la classe ouvrière polonaise — quelles que soient les confusions dangereuses qui règnent sur la réforme économique et le rôle du marché — n'est pas prête pratiquement à soutenir une orientation qui, pour sortir de la crise, ne ferait qu'accroître les inégalités.

Au travers de la discussion sur le projet de programme et du compromis passé avec les autorités, la question de l'autogestion est au centre des débats. Cette fois, la discussion n'est plus académique, d'une part parce que se sont développés dans des centaines d'entreprises des conseils ouvriers ou des commissions pour leur création et, d'autre part, parce que se pose le problème concret d'accepter ou de proposer des alternatives au projet gouvernemental. Zbigniew Kowalewski, de Lodz, explique : « *La résolution adoptée par le présidium de la KKP maintient les éléments du pouvoir bureaucratique, en contradiction totale avec un véritable système d'autogestion. Il est donc décisif que nous menions un tel référendum (proposé lors de la première session du Congrès) sur les points les plus discutables de cette Loi et que nous poursuivions la lutte engagée dans la pratique avec la mise en place des conseils.* »

Divers courants et regroupements se dessinent sur la question de l'autogestion, posant par là même la question de l'organisation de tendances dans le cadre de la démocratie syndicale. Un premier courant semble plus favorable à mettre l'accent sur des élections libres aux parlements régionaux et à la Diète. De fait, ce courant manifeste des doutes sur les possibilités et les besoins de conseils ouvriers pour assurer la mise en place de l'autogestion ouvrière démocratique et centralisée. Un autre

" Le syndicat organisera un référendum sur l'autogestion... "

La résolution sur l'autogestion adoptée par les 4/5 des délégués au Congrès de Solidarité

L'AUTOGESTION a été au centre des débats de ce premier Congrès de Solidarité. Une résolution, votée le 8 septembre, exigeait que la Diète organise un référendum sur les différents projets de loi concernant l'autogestion et stipulait que le syndicat l'organiserait lui-même si la Diète refusait.

Le 25 septembre, à la veille de l'ouverture de la seconde session du Congrès, la Diète votait deux lois limitant grandement les compétences des conseils ouvriers et les soumettant à la tutelle de l'Etat. Pis, le présidium du syndicat avait entretemps donné son accord à un tel compromis.

En l'absence des textes votés par la Diète et des décrets d'application qui n'ont pas encore été publiés, le débat s'an-

nonçait confus. Une première résolution, entérinant le compromis, était votée, malgré l'opposition violente de plusieurs délégués. Puis, des informations provenant de plusieurs régions du pays sont venues rendre publiques des tentatives de l'administration visant à briser les conseils ouvriers existants en leur substituant des pseudo-conseils sous la férule du POUP.

Une déclaration de trois délégués, soumise au Congrès, a alors été lue. Elle a renversé le courant : revenant sur leur vote précédent, en l'abrogeant à l'unanimité, les délégués ont demandé qu'une nouvelle résolution soit soumise au vote. Celle-ci a été adoptée à la majorité des 4/5 des délégués, malgré l'opposition décidée de Lech Walesa et des « experts ». Nous publions ci-dessous ces deux documents.

RESOLUTION SUR L'AUTOGESTION

L'attitude de notre syndicat en ce qui concerne les Lois sur l'autogestion et sur l'entreprise d'Etat a été présentée dans la résolution du Congrès du 8 septembre 1981. Elle était donc connue de la Diète de la République populaire de Pologne qui, le 25 septembre 1981, a voté la Loi sur l'entreprise d'Etat et la Loi sur l'autogestion des travailleurs de l'entreprise d'Etat.

La Diète a rejeté dans son vote le compromis accepté par le présidium de la Commission nationale de coordination concernant la façon de nommer le directeur de l'entreprise. Ce compromis était pourtant une importante concession de la part du syndicat dans le but de régler le contentieux sans recourir à la lutte. La Diète n'a pas non plus pris en compte la position du syndicat sur une série d'autres points importants concernant l'autogestion et l'autonomie des entreprises.

Malgré cela, le Congrès, dans un esprit de conciliation, ne rejette pas ces lois dans leur entièreté.

En accord avec la résolution précédente, le Congrès décide de soumettre au référendum au sein des entreprises les paragraphes de ces deux Lois qui s'éloignent clairement de la position du syndicat et qui mettent en danger l'autogestion et l'autonomie des entreprises et donc remettent en cause la réforme économique.

Nous souhaitons que des changements aient lieu dans les deux Lois sur les points suivants :

1.— Les règles concernant la gestion de l'entreprise. Le Congrès considère que c'est le personnel qui devrait gérer l'entreprise en décidant de toutes les affaires importantes.

2.— La règle déterminant la composition de la commission de préparation du

concours pour l'élection du directeur, qui présente les candidatures à ce poste. Nous considérons que la détermination ainsi que la constitution de cette commission devraient relever du droit légitime du conseil des travailleurs, et de lui seul.

3.— Le paragraphe déterminant les entreprises dans lesquelles les directeurs doivent être nommés et révoqués par l'autorité de tutelle. Le Congrès considère que cette liste ne doit comprendre que les entreprises d'armement et celles qui dépendent du ministre des Finances, du ministre de la Justice et qui fonctionnent au sein des prisons.

4.— Le paragraphe permettant à l'autorité de tutelle d'imposer à l'entreprise des tâches particulières. Nous pensons que cela ne peut avoir lieu que dans le cas d'une calamité naturelle ou des tâches qu'impliquent les impératifs de défense du pays. Dans tous ces cas l'autorité de tutelle doit assurer les moyens matériels nécessaires et couvrir tous les coûts liés à l'extension de ces tâches.

5.— La règle permettant d'imposer à l'entreprise son accès à une association d'entreprises. Le Congrès considère qu'une telle loi ne peut concerner que les entreprises mentionnées dans le point 3).

La Commission nationale présentera à la Diète les résultats du référendum et déposera une motion demandant le changement en conséquence des Lois concernant l'entreprise d'Etat et l'autogestion dans une entreprise d'Etat.

Le Congrès considère que le contenu des décrets d'application des deux Lois et des lois les accompagnant devrait être décidé en commun avec les syndicats.

Dans la lutte pour l'autogestion des travailleurs et pour la socialisation des entreprises, le syndicat continuera à agir en accord avec la volonté des travailleurs. Le syndicat assure les travailleurs qu'il entreprendra toutes les démarches nécessaires à la défense de l'autogestion.

Le Congrès appelle tous les travailleurs à créer d'authentiques organes d'autogestion des travailleurs sur la base des résolutions du syndicat.

« DECLARATION DES TROIS »

En nombre de plus en plus grand, les entreprises nous font parvenir des nouvelles alarmantes, faisant état de la tentative de l'appareil d'Etat d'étouffer le développement d'un mouvement pour l'autogestion véritablement autonome.

Les directeurs d'entreprises émettent des notes de service par lesquelles ils mettent en place des commissions d'organisation des élections des conseils ouvriers sous la présidence du premier secrétaire du comité d'entreprise du POUP. L'existence des comités constitutifs d'autogestion formés à l'initiative des travailleurs est ignorée. Cette action est menée avec l'aval du gouvernement.

Le Congrès considère que les Lois sur l'autogestion et sur les entreprises d'Etat ne donnent pas le droit aux directeurs de s'ingérer dans le processus de formation des organes d'autogestion. Les notes de service mentionnées plus haut heurtent de front les principes élémentaires de l'autogestion ouvrière.

Le Congrès exige l'arrêt immédiat de telles pratiques. Le Congrès déclare que Solidarité ne reconnaît que les conseils ouvriers constitués par les travailleurs sans aucune ingérence de l'administration. Il appelle les travailleurs à boycotter les instances d'autogestion constituées à l'initiative des directeurs et à développer l'activité autonome pour construire et renforcer le véritable mouvement d'autogestion ouvrière.

Zbigniew M. KOWALEWSKI (Lodz)
Janusz KARPINSKI (Lublin)
Jerzy DYNER (Varsovie)
Gdansk, 3 octobre 1981.

La première session du Ier Congrès national de Solidarité à travers son quotidien

PENDANT toute la durée des débats de la première session du Ier Congrès national de Solidarité, un quotidien — tiré à plusieurs milliers d'exemplaires à Gdansk, reproduit également à Varsovie et à Cracovie — a été mis à la disposition des délégués. Durant ces quelques jours, *Głos Wolny* (la Voix libre) a montré ce que pouvait être ce journal, point de rencontre des aspirations de 10 millions de travailleurs et des débats de l'instance suprême du syndicat.

Gageons que cette brève expérience — ne serait-ce que par

L'EDITORIAL DU PREMIER NUMERO

Les espoirs, que nous avons mis il y a un an dans la naissance de Solidarité, ont été ébranlés. Ce qui semblait en août 1980 le couronnement d'une grande lutte ouvrière, est apparu peu après comme seulement le début d'une voie longue et difficile.

Chaque point des accords signés à été remis en cause par les autorités, et pour sa réalisation il a fallu recourir à la grève. (...) Le Congrès s'ouvre dans une situation dramatique, de désorganisation totale de l'économie et d'énormes tensions sociales. On avait l'impression que les autorités, confrontées à une société organisée, seraient amenées à satisfaire les aspirations de celles-ci. On pensait qu'en défendant les intérêts des travailleurs, le syndicat influencerait sur le règlement de la crise économique.

Il est apparu cependant que l'activité du gouvernement ne laisse aucune chance à ce qu'une amélioration se produise, et que la réforme économique annoncée ne vient pas. Le syndicat a donc dû changer radicalement sa stratégie. Il a soutenu le mouvement pour l'autogestion et appelé les travailleurs à travailler durant huit samedis libres. Mais si les gens sont prêts aujourd'hui à revenir sur des acquis obtenus de haute lutte il y a seulement six mois, ils ne le feront qu'à la condition de contrôler pleinement le produit de ce travail supplémentaire. (...)

Ce changement de stratégie n'a pas été accepté par le gouvernement. (...) Les tentatives pour imposer au syndicat une confrontation sur des terrains secondaires se multiplient, pour faire dévier Solidarité de la voie qu'il a choisi et détruire ses initiatives de réforme. C'est la preuve que, pour défendre leur monopole de la gestion économique, du contrôle social et de l'information, les autorités ne reculeront pas devant le blocage de la réforme économique et qu'elles sont prêtes à attiser les tensions.

Le Ier Congrès national devra trancher nombre de problèmes importants

opposition à la tristesse de la parole censurée et estropiée de la presse quotidienne officielle — laissera une fois sa parution interrompue une sensation désagréable de manque chez la plupart des délégués et ceux, privilégiés trop peu nombreux, qui ont pu se le procurer : et si *la Voix libre* continuait ?

Nous publions ci-dessous quelques extraits — qui n'en reflètent que partiellement la richesse — de ce premier quotidien national de Solidarité.

pour l'avenir de notre syndicat. (...) Mais, avant tout, les délégués décideront du programme et de la stratégie de Solidarité, ils décideront si le syndicat va continuer sur la voie ouverte par l'appel de la KKP du 12 août. De la réponse à cette question dépend non seulement l'avenir du syndicat, mais celui du pays.

Głos Wolny, numéro 1, du 4 septembre 1981, « Editorial ».

LE CONGRES VU PAR LES DELEGUES

Nous publions les réponses des délégués à la question : quelles tâches le Congrès devrait-il réaliser pour satisfaire l'attente de la société ?

Karol Modzelewski, délégué de la Basse-Silésie : — Le Congrès a été une nouvelle occasion pour attaquer Solidarité à un niveau jamais atteint depuis août 1980. Il n'est pas exagéré d'affirmer cela : pour la première fois, les prises de position les plus autorisées citent l'état d'urgence comme moyen de réalisation de la politique d'entente... Je pense que cela va influencer sur le déroulement du Congrès, qui sera obligé — à mon avis — de discuter de la situation que connaît actuellement le pays, dès sa première session.

Dans une autre situation, on aurait parlé des problèmes de procédure et de statuts. Mais si nos débats se déroulaient comme si rien n'était, la première session décevrait les espoirs de militants.

Avant tout, les membres de Solidarité, et avec eux toute la nation, attendent que les délégués proposent des perspectives, un programme de salut pour la Pologne.

C'est justement la possibilité qu'un tel programme soit présenté qui a déclenché la formidable attaque contre nous. Les gens sont prêts à supporter la crise s'ils voient clairement les moyens de sa solution. C'est cela qui est, à mon avis, le plus important.

Jerzy Pilecki, délégué de la Basse-Silésie, président de la commission syndicale d'entreprise de la Coopérative des invalides de services spécialisés, membre de la Commission nationale de coordination de Solidarité des coopératives d'invalides : — Avant tout, il faut élaborer un programme clair, compréhensible par tous. A part ça, le syndicat doit faire de l'ordre en son sein, il faut qu'il soit bien géré. C'est une énorme organisation, qui butte en fait sur des questions organisationnelles. Il faut sauvegarder l'indépendance du syndicat, renforcer les organes de base — les commissions d'entreprises — car la force du syndicat repose sur elles. Elaborer un système de direction syndicale qui allie la démocratie et l'efficacité. C'est assez pour un seul congrès.

Krzysztof Nowak, délégué de la région de Kielce, président de la commission d'entreprise de l'atelier de montage de la fabrique de camions FSC, membre de la direction régionale : — C'est une question difficile. A mon avis, l'essentiel c'est l'unité entre toutes les régions. L'unité est la chose la plus importante pour le syndicat. Nous devrions élaborer un programme qui permette la réalisation des revendications de Gdansk, non pas en faisant pression sur le gouvernement, mais d'une autre façon. Les grèves ne sont qu'une pression sur le coup. Il faut trouver un autre moyen pour que tout cela devienne réalité.

Głos Wolny, numéro 2, du 5 septembre 1981, « Notre sondage ».

LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU SYNDICAT

Sans prendre le risque de se tromper, on peut dire que la politique internationale de notre syndicat en est encore au stade de nouer des liens avec les organisations syndicales de par le monde. Cela a conduit la direction de Solidarité à inviter

les trois plus grandes centrales syndicales mondiales : CISL, FSM et CSM.

La première d'entre elles c'est la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), dont le siège est à Bruxelles. Elle est née à la suite de la scission de la Confédération unique des syndicats européens en 1949, quand les gouvernements des nouveaux Etats socialistes ont lancé la conception classiste des syndicats. La CISL organise le plus de syndicats nationaux : 97, dont 27 en Europe.

La deuxième par ordre d'importance est la Fédération syndicale mondiale (FSM) dont le siège est à Prague. Son activité remonte à la scission de 1949. Elle se compose avant tout des syndicats d'Europe de l'Est, des centrales du Tiers Monde et du syndicat français CGT, dont le profil communiste est net. En nombre de syndicats elle est la seconde, regroupant 57 confédérations, dont 12 en Europe. On l'appelle couramment la centrale de Prague.

La troisième par ordre d'importance est la Confédération syndicale mondiale (CSM), dont le siège, comme celui de la CISL, est à Bruxelles. De par son histoire, elle a été liée au syndicalisme chrétien mais, depuis 1968, elle a changé officiellement son caractère, ne mentionnant plus dans ses statuts le mouvement social chrétien. Elle insiste fortement sur son indépendance. Elle développe une grande activité dans les pays du Tiers Monde. 32 centrales en font partie, dont 9 en Europe.

Les deux centrales de Bruxelles ont accepté l'invitation au Congrès de Solidarité. La centrale de Prague n'a pas, quant à elle, répondu pour l'instant. Ajoutons que nombre de centrales nationales, faisant partie de l'une des deux centrales de Bruxelles, ont envoyé des délégations séparément. Voici la liste des autres organisations syndicales invitées au Congrès : TUC (Grande-Bretagne) ; OGB (Autriche) ; CSC, FGFB (Belgique), LO (Danemark, Norvège, Suède) ; CFDT, CGT, CGT-FO, CFTC (France) ; ICTU (Irlande) ; Sohyo Domei (Japon) ; DGB (RFA) ; AFL-CIO (USA) ; UIL, CGIL, CISL (Italie) ; ATUU (Afrique).

Glos Wolny, numéro 3, du 6 septembre 1981, « Les syndicats étrangers au Congrès ».

UN DÉLÉGUÉ SUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ

Alexander Kanie, délégué de la région de Kielce, mandat numéro 139 : — Le rapport présenté par le camarade Celinski peut être tout au plus considéré comme une tentative de compte rendu de la situation du syndicat. Du point de vue de la politique « publique » de la Commission nationale de coordination (KKP), c'est une tentative réussie du point de vue descriptif. Mais, mis à part quelques détails, ce n'est pas une analyse. C'est là une grave faiblesse, car c'est ce qu'attendaient les délégués. Nous ne pouvons accepter que les mécanismes de fonctionne-

ment de la KKP soient marqués du sceau du secret. (...)

Des symptômes bureaucratiques qui apparaissent ici et là témoignent de l'importance qu'il faut accorder au respect des principes de la vie syndicale. La politique de cadres dans certaines régions en fournit un exemple. Il arrive que des permanents employés sous contrat soient licenciés du jour au lendemain. On cesse de les payer, de leur fournir les tickets de rationnement, etc. Je n'ajouterais pas qu'il s'agit là d'un phénomène très inquiétant, qui doit être étudié avec sérieux. (...)

Ne pas rendre transparents les mécanismes internes de fonctionnement des différentes instances syndicales met en danger la démocratie en son sein. Par démocratie, j'entends non seulement le respect formel de certaines procédures, mais avant tout une ambiance qui fait qu'on se sent digne et ne doit pas réapprendre chaque jour comment se conduire dans l'organisation, car celle-ci s'est préoccupée de déterminer la place de chacun. Malheureusement, le rapport ne fournit aucune indication, aucune mise en garde, aucun enseignement sur ce terrain. On ne peut en tirer aucune conclusion.

Il s'agit d'un rapport de façade et on peut avoir l'impression que ses auteurs ne prennent pas en considération les délégués. La question qui se pose est de savoir s'ils vont nous considérer et écouter notre voix quand ils seront dans la nouvelle direction élue...

Glos Wolny, numéro 4, du 7 septembre 1981, « Un rapport de façade ».

LA RENCONTRE DES CHEFS

Cela a commencé par un communiqué lu à la tribune : les présidents des régions sont priés de se retrouver près du bus numéro 1 après la fin des travaux, à 18 h 15. Puis un second communiqué, informant que quatre présidents attendent déjà près du bus. Les autres sont priés de se presser. (...)

Le bus roule. La réunion a lieu dans la salle Mathématiques-Physique-Chimie de l'Université de Gdansk.

« Je propose de tenir des réunions régulières des présidents des régions, dit l'organisateur, comme vous le voulez, une ou deux fois par jour ...

— C'est selon les besoins ...

— Mais comment les déterminer ?

— Mais à quoi cela sert-il ? S'il n'y a pas de problèmes dans les délégations, cela ne sert à rien !

— On n'est pas des caporaux pour maintenir l'ordre ! »

Après cet échange un peu cahotique, une proposition constructive : on se verra chaque jour à l'occasion du déjeuner. Pourquoi ? Pour tirer le bilan de la discussion et pour coordonner les initiatives en ce qui concerne les problèmes organisationnels. Actuellement, après la session d'hier, la question qui revient le plus sur le tapis est celle de limiter les points d'ordre.

« Seuls les responsables des délégations doivent pouvoir proposer les points d'ordre, propose quelqu'un, chaque point d'ordre doit être accepté par le chef de groupe.

— Mais c'est contraire à la démocratie, cela ne passera pas !

— C'est déjà passé, la proposition a été votée. Chaque président de région doit contresigner le point d'ordre. »

Une autre proposition sur cette question : tous les points d'ordre doivent être lus avant chaque interruption de séance, avec la justification du refus. Le Congrès aura donc à se prononcer...

Glos Wolny, numéro 4, du 7 septembre 1981, « La rencontre des chefs ».

TROISIEME JOUR DE DEBATS

Les débats ont commencé à 9 h 20. La majorité des délégués s'est prononcée pour qu'on commence la discussion sur les statuts. (...)

L. Kaczynski (Gdansk) considère que le syndicat a des buts de caractère national — la lutte pour la démocratisation de l'Etat — qu'on ne peut réaliser chacun pour soi, région par région. D'où la nécessité de la centralisation. L'attitude vis-à-vis de l'Etat et des branches et métiers devrait être définie centralement, et tout le reste devrait être décentralisé. Selon lui, la meilleure solution serait d'instituer un Conseil suprême du syndicat, en tant qu'instance stratégique élue par les régions. Cette solution présente un autre avantage : elle introduit une séparation entre le pouvoir exécutif et le législatif. (...)

W. Wesolowski (Lublin) explique que le syndicat a le choix entre trois voies : 1.— se limiter à des activités proprement syndicales ; 2.— à cause de la situation, collaborer avec tout le monde pour sortir le pays de la crise, sans poser de conditions ; 3.— prendre tout sous son contrôle. Il considère que seule la troisième voie est réaliste. Pour cela, la solution choisie doit faire coexister une direction centrale forte et un maximum de démocratie pour la base. Le pouvoir doit être dans les mains d'un seul.

J. Kropiwnicki (Lodz) exige que les statuts soient formulés de la manière suivante : 1.— le Congrès détermine le nombre d'élus de chaque région pour la KKP ; 2.— les régions élisent leurs représentants selon cette règle et peuvent les révoquer à tout moment ; le présidium est élu par la KKP.

K. Modzelewski (Wroclaw) proteste au nom de la délégation de Basse-Silésie contre toute division des instances centrales. Une telle division ne permet pas de délimiter clairement les compétences lorsqu'il faut prendre des décisions à caractère national. La proposition de créer un Conseil suprême affaiblirait la direc-



Panneau d'affichage de Solidarité à Varsovie. (DR)

tion du syndicat et mènerait à la constitution de « bastions privés » dans le syndicat. Se prononce tout à fait pour la proposition de Lodz. Il faut changer ce qui n'était pas au point jusque là : la non-représentativité de la KKP, tenant au fait qu'elle n'était pas élue à la proportionnelle. Et le manque de clarté en ce qui concerne la direction quotidienne, qui fait que les décisions — pendant les moments de tension — sont prises de manière non statutaire. Il pense que le présidium doit être élu par la KKP, car autrement il serait inamovible.

S. Jaworski (Varsovie, vice-président de la KKP) : toutes les instances nationales devraient être élues par le Congrès. Il pense qu'il faut rendre possible dans les statuts la création d'instances intermédiaires entre l'usine et la région. (...)

L. Walesa considère qu'il faut un système organisationnel qui permette d'agir efficacement. Le présidium et le secrétariat de la KKP n'ont pas fonctionné correctement. Il considère que la KKP devrait compter au plus 100 personnes, élues à la proportionnelle, le présidium de 15 à 20 personnes et être composé des présidents de grandes régions, qui ne doivent pas être tout le temps à Gdansk, mais doivent contresigner les décisions. A part cela, il faut un groupe de travail de 7 à 10 personnes, présentes tout le temps à Gdansk et choisies par le président. On va à la bataille, et dans cette bataille il faudra des généraux de divisions et de régions, conclut-il...

Glos Wolny, numéro 5, du 8 septembre 1981, « Le troisième jour de débats ».

QUESTION AU DIRIGEANT PAYSAN

Un journaliste : — Comment voyez-

vous la résolution des contradictions entre les ouvriers et les paysans ?

Jan KULAJ : — Dans un pays normal, cela se passe de la façon suivante : les paysans discutent avec le gouvernement pour savoir à combien ils doivent vendre leurs produits et les ouvriers discutent avec le gouvernement pour savoir combien ils doivent gagner pour pouvoir acheter ces produits. Par contre, chez nous, on fait le contraire : on essaie de faire en sorte que ça soit les ouvriers qui décident à quel prix on doit arracher les produits aux paysans. Moi je pense qu'il s'agit là de manœuvres en vue de diviser les ouvriers et les paysans. Mais, malgré ses tentatives répétées, le pouvoir n'a pas encore été capable d'enfoncer un coin entre les ouvriers et les paysans. Je pense qu'il faut que les paysans discutent d'abord avec les ouvriers et que les ouvriers commencent par discuter avec les paysans, et seulement après ils peuvent discuter chacun avec le gouvernement. Ensemble ce serait encore mieux...

Glos Wolny, numéro 6, du 9 septembre 1981, « Jan Kulaj sur les ouvriers et les paysans ».

PENDANT LE CONGRES, LA LUTTE CONTINUE

Chaque jour, une ou deux colonnes intitulées « Nouvelles du jour » publient ce qu'il n'est pas possible de lire dans la presse officielle censurée. Nous citons quelques-unes de ces nouvelles.

Le comité régional de défense des prisonniers d'opinion de Bielsko Biala note dans une résolution que la répression à l'encontre des militants des comités d'entreprise et du comité régional s'est accrue dans la région. Il s'agit avant tout

des tracasseries de la police politique. Les militants sont arrachés à leur travail et, pendant ce temps, on procède à des fouilles dans leurs casiers. Durant les interrogatoires, diverses formes de pressions psychologiques et morales sont utilisées, on profère des menaces à l'encontre des familles des militants. Le comité proteste (...) et en appelle au Congrès.

Glos Wolny, numéro 1, du 4 septembre 1981.

A l'initiative des parents et tuteurs a été organisé à Lodz le « Club des enfants 1980 ». Son programme d'action comprend notamment : l'abolition des entraves à la production des biens destinés aux enfants (habillement, nourriture pour bébés, jouets), la garantie de l'approvisionnement dans un certain nombre de magasins choisis pour la vente des produits rationnés pour enfants, le règlement du problème des places dans les crèches et les écoles maternelles.

Glos Wolny, numéro 2, du 5 septembre 1981.

Dans le service d'acheminement de la poste de Katowice, le 3 septembre 1981, on a trouvé 15 000 paquets, venant tant de l'étranger comme de Pologne, dont une majorité de paquets contenant de la nourriture. Plusieurs centaines d'entre eux sont abîmés. La direction n'a pas tenté de résoudre ce problème. Elle a même tenté de saboter les initiatives de Solidarité de l'entreprise allant dans ce sens. J. Samsonowicz, de la direction régionale, a envoyé le 8 septembre 1981 un télex concernant cette affaire au vice-Premier ministre Obodowski, chargé de l'état-major anti-crise...

Glos Wolny, numéro 7, du 10 septembre 1981.

De la tactique de la grève active

La position du Comité régional de Lodz de Solidarité

LE document dont nous publions ci-dessous de larges extraits est un chapitre de la brochure *De la tactique de la grève active*, écrite par Zbigniew M. Kowalewski, membre du présidium de la direction régionale de Solidarité de Lodz. Il fait le point sur un long débat qui a traversé la région à partir de son 1er Congrès régional, concernant les moyens

Zbigniew M. KOWALEWSKI

Les formes de lutte de Solidarité, y compris et surtout son arme ultime — la grève de masse — devraient être subordonnées à son but stratégique. La grève d'occupation, telle qu'elle a été pratiquée jusqu'à présent par Solidarité — c'est-à-dire passive —, est comme une arme à double tranchant. L'interruption du processus de production, suivant sa longueur et son extension, freine toujours plus ou moins la production de biens matériels et, par là même, peut limiter les possibilités de satisfaire les besoins sociaux. Face à l'approfondissement de la crise économique et de la pénurie, face à l'effondrement dramatique du processus de reproduction sociale, la grève de masse apparaît bien comme une arme à double tranchant.

Il ne s'agit pas d'affirmer ici que l'abandon de la grève nous aidera à vaincre la crise. Ce ne sont pas 90 ou même 1 000 jours de paix sociale qui parviendront à sortir notre société de la crise, parce que cette dernière n'est pas née de l'inquiétude sociale, mais de la décomposition et du pourrissement du système de pouvoir politique et économique de la bureaucratie. D'un autre côté, l'expérience démontre que, sans une grève générale prolongée, il n'est pas évident que la société puisse obtenir autre chose que des concessions fragmentaires de la part de la bureaucratie. En outre, la paix sociale est seulement apparente et nous devons être conscients qu'elle peut être rompue à tout moment.

Solidarité ne peut renoncer à la grève en tant que moyen d'action. Cependant, la grève d'occupation passive utilisée jusqu'à présent — même si son utilisation ne doit pas être écartée — ne peut demeurer, dans la situation présente, la seule arme ultime possible. En conséquence, une seule conclusion s'impose : si les groupes réactionnaires de la bureaucratie qui disposent toujours des positions clés dans l'appareil du pouvoir se révèlent dans un avenir proche suffisamment forts et rusés pour forcer Solidarité à recourir à son arme ultime par leurs attaques contre la dignité, les droits et les intérêts de la classe ouvrière et de la société, ou si cette nécessité est imposée par la colère

sociale grandissante face à l'incapacité et l'impuissance de l'appareil du pouvoir, nous ne devrions plus dans ce cas nous limiter à la grève passive. Nous devons être prêts à passer de la grève d'occupation passive à la grève d'occupation active.

LE CONTROLE SUR LA PRODUCTION

Pendant la grève d'occupation passive, les commissions d'entreprises de Solidarité, transformées en comités de grève, prennent automatiquement le pouvoir à l'intérieur de l'entreprise. Ils doivent agir de même pendant la grève active. La différence entre ces deux formes de grève d'occupation est qu'après un court arrêt de la production, c'est-à-dire une grève passive, les comités de grève en assurent la reprise, contrôlant la production et d'une manière générale toute l'activité de l'entreprise. En outre, après la fin de la grève, contrairement à ce qui se passe en cas de grève passive, le pouvoir dans l'entreprise ne retourne plus à ceux qui l'exerçaient auparavant, mais est transmis aux organes de l'autogestion ouvrière.

Dans les entreprises à travail continu, on ne peut pas faire la grève passive ; cela ne signifie pas cependant que ces entreprises ne font pas grève. Les travailleurs y passent directement à la grève active. Les comités de grève contrôlent pleinement les services publics, c'est-à-dire les centrales électriques, thermiques, les compagnies du gaz, les aqueducs, les casernes de sapeurs-pompiers, etc. Le comité de grève régional peut décider d'exclure certaines entreprises de la grève active, c'est-à-dire d'arrêter leur production au vu de la nécessité d'organiser la production régionale suivant les réserves d'énergie et de matières premières disponibles. Toutefois, cela ne signifie pas que les entreprises exclues de la grève font une grève passive. Leurs travailleurs doivent participer à la grève active d'une autre manière : elles doivent entreprendre toutes sortes d'activités socialement utiles, rénover par exemple les machines et les installations, procéder à une révision complète de l'entreprise, mettre en ordre les ateliers, commencer à

d'action du syndicat en vue d'instaurer l'autogestion dans les entreprises. La tactique de la grève active, préconisée pour la première fois dans la plate-forme électorale de la tendance des « indépendants » au congrès régional de Lodz, fait aujourd'hui partie de l'arsenal de Solidarité dans la région. La délégation de la région l'a défendue au 1er Congrès national de Solidarité.

travailler à une nouvelle organisation interne des entreprises, et sur les plans alternatifs dont il sera question plus loin, participer aux patrouilles de surveillance civique, si elles sont mobilisées, s'enrôler dans les équipes qui doivent aller aider les paysans individuels dans les travaux des champs, etc.

Dans une entreprise industrielle type, dont les travailleurs participent à la grève active, le fait que le comité de grève exerce le pouvoir et contrôle la production ne signifie pas qu'il doit diriger directement l'entreprise. C'est la tâche des spécialistes de l'organisation et de la gestion. Selon les cas, l'entreprise est dirigée effectivement soit par sa direction initiale, soit par un comité de gestion, organisé pour la durée de la grève et composé des cadres et des techniciens qui sont de bons spécialistes et jouissent en même temps de la confiance des travailleurs et du comité de grève.

Afin d'assurer à l'entreprise un bon encadrement opérationnel, il est nécessaire, pendant les préparatifs à la grève active, de décider préalablement des nominations aux postes de responsables comme celui de directeur pour les affaires techniques, de technicien principal, de mécanicien principal, etc., ainsi qu'aux postes de chefs d'ateliers et de secteurs. Si l'on sait qu'une personne qui occupe un poste important serait incapable de remplir ses fonctions pendant la grève active ou si l'on suppose qu'elle pourrait saboter activement la production en temps de grève ou opposer une résistance passive, il faut pouvoir à tout moment la remplacer par quelqu'un d'autre.

LE ROLE DU COMITÉ DE GREVE

Le comité de grève doit disposer, au nom des travailleurs et au nom de l'intérêt social, du bien national confié à l'entreprise, et décider de toutes les affaires importantes concernant l'activité pendant la durée de la grève active. Aucune décision essentielle, prise soit par le directeur soit par la personne responsable, n'est valable si elle n'a pas été avalisée par le co-

mité de grève. La direction ou le comité de gestion qui la remplace, exécute les décisions prises par le comité de grève et en est responsable uniquement devant lui et les travailleurs.

Le comité de grève doit, comme cela a lieu pendant la grève d'occupation passive, organiser une garde ouvrière, s'assurer la coopération des surveillants de l'entreprise ou les contrôler, protéger tout particulièrement les magasins d'armes qui se trouvent sur le terrain de l'entreprise afin d'empêcher leur destruction, garantir l'approvisionnement des cantines, etc. En outre, vu le caractère particulier de l'action entreprise, le comité de grève doit munir les magasiniers, les fournisseurs, les directeurs et les employés des transports ainsi que les chauffeurs, de cartes de grève spéciales de mobilisation.

La grève active doit nécessairement s'accompagner de la proclamation par les travailleurs d'une « déclaration d'indépendance de l'entreprise », qui consiste principalement à refuser d'obéir à l'Association industrielle, de se soumettre à ses injonctions, et cesser les versements imposés pour l'entretien de la Centrale des associations industrielles. Il s'agit donc de réaliser dans toutes les entreprises qui participent à la grève active, et pour lesquelles les Associations industrielles constituent des superstructures inutiles et parasitaires par rapport à la production, ce que les travailleurs du combinat ZBM « Bumar » ont décidé dans leur proclamation du 19 mars 1981. Il faut en même temps refuser d'entrer dans une quelconque Association industrielle imposée, à moins que cela ne se révèle justifié socialement et économiquement.

En prenant leur indépendance par rapport aux Associations industrielles, les entreprises ne risquent pas de manquer d'informations sur les entreprises coopérantes possibles, car celles-ci leur sont parfaitement connues. C'est pourquoi l'entreprise, connaissant ses coopérants, doit établir avec eux des relations horizontales. Toutefois, elle doit continuer à s'assurer les livraisons de la part de ses coopérants obligatoires jusqu'à ce qu'elle trouve des coopérants volontaires. Il convient d'analyser l'état actuel des relations de coopération et d'examiner les possibilités de rapprocher les entreprises coopérantes des entreprises de production finale, pour obtenir ainsi des économies substantielles en transport, combustible, etc. Sur l'initiative des travailleurs, les entreprises doivent s'entendre entre elles, signer des engagements pour briser ainsi les obstacles administratifs.

Toutes ces démarches doivent être entreprises dans le cadre des préparatifs à la grève active. Les travailleurs doivent également examiner les possibilités qui existent de mettre en valeur les moyens inexploités de l'entreprise, du fait du gaspillage des installations, des matières premières et des réserves, ou d'une organisation défectueuse. Les entreprises doivent également inciter les centres d'étude et de développement, leurs propres laboratoires et les cellules pour le progrès technique des entreprises, à effectuer dans de brefs

délais des expertises sur les possibilités de suppléer aux importations. Il faut par exemple, dans tout le secteur du transport, faire connaître les résultats obtenus en économie de combustibles et en diminution de l'usure des véhicules, par la suppression expérimentale — sur proposition de Solidarité de Katowice — de la rétribution à la tâche des chauffeurs des entreprises de transport « Budostal ». (...)

PRÉPARER LA GREVE ACTIVE A L'AVANCE

On doit commencer immédiatement à préparer les travailleurs à agir en cas de proclamation par Solidarité de la grève active, et ce non seulement parce qu'on ne peut prévoir à l'avance l'explosion d'une telle grève, mais aussi parce que plus on a de temps et mieux l'on peut s'y préparer. Il faut mener les préparatifs dans deux directions différentes : d'un côté assurer les conditions minimales nécessaires à la grève active, de l'autre entreprendre des préparatifs à long terme, à l'échelle de quelques mois. Pour ces derniers, nous pensons surtout à l'analyse de la situation des entreprises et à la constitution de rapports sur leur situation présente. De tels préparatifs à la grève active, non seulement garantissent aux travailleurs des conditions optimales pour une action de grève efficace, mais préparent en outre les entreprises à la réforme économique autogestionnaire, et offrent des perspectives d'élaboration d'un programme pour sortir l'entreprise de la crise. C'est ce qui fait leur immense intérêt. Ce n'est donc pas une activité qui porte ses fruits uniquement en cas de grève active, ses avantages sont réels qu'une telle grève ait lieu ou pas.

Le rapport sur la situation de l'entreprise peut être élaboré par les travailleurs eux-mêmes partout où existe la possibilité de créer des équipes mixtes — dans le meilleur des cas deux, rivalisant entre elles — composées d'ouvriers et de cadres techniques. Les travailleurs peuvent également demander l'élaboration du rapport par la direction, pour le soumettre ensuite à la vérification des experts désignés par Solidarité ou par des instituts et associations de recherches. (...)

Il est important que le rapport contienne, entre autres choses, des données sur le degré d'utilisation du potentiel productif, sur les facteurs de limitation de la production, comme par exemple le gaspillage, qu'il mette en évidence les goulots d'étranglement dus au manque des matières premières, de pièces de rechange, d'éléments préfabriqués et d'énergie ; qu'il définisse ensuite les possibilités de suppléer aux insuffisances de facteurs de production, de matières premières et de matériaux, qu'il fasse apparaître les possibilités d'établir une coopération rationnelle avec les centres de production d'énergie et les coopérants, de lancer une production de remplacement et de modifier son profil, d'améliorer son rendement par des méthodes plus économiques.

Le comité régional de grève de Solidarité a à jouer pendant toute la durée de

la grève active un rôle extrêmement important, dépassant le cadre de la seule direction de la grève et de sa coordination. En plus de la responsabilité qui lui incombe dans chaque grève, il doit se charger d'un rôle tout à fait nouveau. Seul ou avec la commission régionale de coopération des conseils ouvriers, ou encore avec le comité constitutif du conseil régional de travailleurs — dans la mesure où un tel organe existe —, il doit notamment contrôler centralement l'activité économique de certains secteurs, peu nombreux mais extrêmement importants, comme par exemple l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires de base et en médicaments, la production des matières premières essentielles et de l'énergie, les transports ou encore la réalisation des accords clés de coopération avec l'étranger. Dans ce domaine également, à côté des préparatifs immédiats à la grève active, on doit entreprendre des préparatifs approfondis qui, à un moment donné, devraient permettre à Solidarité, avec le mouvement des conseils ouvriers, non seulement de prendre le contrôle de l'activité économique des secteurs déjà évoqués, mais d'aller beaucoup plus loin : établir sur ces secteurs, pour la durée de la grève active, un système central de gestion, du moins à l'échelle régionale. A long terme, on peut y parvenir en établissant un bilan des besoins et des moyens de ces secteurs, en tenant ce bilan à jour et en créant un système indépendant d'information économique. (...)

LES TACHES DU COMITE REGIONAL DE GREVE

Une autre tâche non moins importante de la direction régionale doit être l'exploitation de toutes les ressources qui permettent d'assurer l'approvisionnement des villes par les campagnes à un niveau suffisant pour satisfaire les besoins de base de la population citadine. Il est possible, en coopération avec le mouvement syndical indépendant des paysans individuels, d'en appeler à la solidarité entre les paysans et les ouvriers. Mais il existe également d'autres moyens, comme par exemple la mise en route ou l'augmentation de la production de produits industriels, ne fût-ce que d'équipements mécaniques, dont les paysans ressentent cruellement le besoin ; on peut aussi les aider aux travaux des champs en envoyant des brigades ouvrières à partir des entreprises dont la production est arrêtée. Dans le même sens, il faut empêcher, par l'institution d'un contrôle, la discrimination, dans les livraisons de fourrage, de combustibles, d'engrais, dans l'aide apportée par les centres techniques, d'une ressource sociale importante pour la classe ouvrière, à savoir les ouvriers propriétaires de parcelles, les ouvriers-paysans et les paysans-ouvriers qui habitent à la campagne et vont travailler à la ville et qui sont des producteurs importants de denrées alimentaires.

Ce genre de mesures permettra à la ville de recevoir des livraisons plus importantes de nourriture pendant la grève. La

distribution des denrées alimentaires ainsi que des produits destinés à la consommation et fabriqués dans les usines qui participent à la grève active, doit être étroitement contrôlée par les comités de grève, assistés de contrôleurs habilités par les comités de grève régionaux. Les entrepôts et les marchés de gros doivent être protégés par des gardes ouvrières ou civiques, quant aux centrales d'approvisionnement en matières premières déficitaires et autres produits, elles doivent effectuer leurs livraisons selon des normes de distribution fixées par les autorités de la grève. Il faut examiner les avantages qui peuvent exister à mettre sur pied un réseau de distribution directe de certains articles alimentaires afin d'approvisionner les travailleurs en grève, à instituer des « paniers populaires » pour les catégories les plus pauvres de la population qui nécessitent une protection particulière.

Toute décision des autorités de l'administration de l'Etat portant sur les problèmes socio-économiques et d'organisation, ou influant sur la situation générale de la région en grève active, doit recevoir l'aval de la direction régionale de la grève.

Il est possible que certaines instances de l'administration économique bloquent les livraisons de matières premières, de pièces de rechange, etc., à destination des

entreprises industrielles et de tous les centres où elles pourraient s'approvisionner, afin de casser la grève active. Mais il faut aussi tenir compte du fait qu'à la menace de ce genre de sabotage de la production, les travailleurs des entreprises en grève active peuvent riposter efficacement en paralysant, par l'arrêt de leurs livraisons, ces secteurs économiques importants et qui ne sont pas en grève. Ainsi, le sabotage de la production contrôlée par les comités de grève ne présentera aucun intérêt pour la bureaucratie centrale, et le recours à ce moyen semble peu probable.

La grève active doit se dérouler sous le mot d'ordre de : « *Le pouvoir aux travailleurs dans les entreprises !* » Par cette grève, les travailleurs veulent avant tout se donner les moyens d'instaurer une véritable autogestion et de sortir les entreprises de la crise. Les propositions émises durant la grève active doivent donc porter avant tout sur le statut des organes d'autogestion ouvrière et sur l'indépendance des entreprises. Une de ces propositions doit revendiquer pour les conseils ouvriers le droit de choisir les directeurs par voie de concours ouvert et de les révoquer, et que soit reconnu le principe selon lequel la direction est l'organe exécutif du conseil ouvrier, responsable devant lui en tant que la plus haute autorité de l'entreprise.

« LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS DANS LES ENTREPRISES »

En plus de ces modifications institutionnelles du pouvoir au sein de l'entreprise, conformément aux principes démocratiques, une proposition doit réclamer la suppression des instances administratives inutiles et parasitaires, telles que les combinats, la plupart des Associations industrielles et les structures par branches de l'économie, les formes imposées de contrôle administratif de certaines entreprises sur d'autres, comme par exemple la coordination par branches. Il faut lutter pour le droit à l'association volontaire des entreprises dirigées par les conseils ouvriers.

Il faut forcer la bureaucratie à mettre fin aux semblants de changements structurels pour le compte de la réforme économique, comme par exemple la transformation des Associations industrielles en Unions industrielles, ou le découpage et le remodelage des ministères qui — après avoir détruit les puissantes coordinations de branches et donné l'impression de changement — ont pour seul but le maintien et le « perfectionnement » du mécanisme de gestion autoritaire. Il faut obtenir par tous les moyens que les entreprises

soient dotées d'un statut juridique qui empêche l'appareil bureaucratique des Associations industrielles de bloquer leurs transactions bancaires indépendantes, leur commerce d'importation et d'exportation.

Parmi les propositions dont la réalisation assurerait aux travailleurs et à leurs organes représentatifs le droit de décider de l'activité de l'entreprise, doit nécessairement se trouver une proposition visant à garantir aux organes d'autogestion la possibilité de définir le profil de la production. Cette possibilité est nécessaire pour adapter la production aux besoins et favoriser — dans la mesure du possible — la concurrence entre les entreprises. Elle l'est surtout pour les entreprises qui, face à la crise, sont menacées de réduction du personnel voire de fermeture. Solidarité doit profiter de la grève active pour exiger qu'on accorde aux travailleurs de ces entreprises un délai d'environ six mois pour élaborer un plan alternatif, c'est-à-dire un programme de modification du profil de la production, en exploitant les matières premières nationales et le parc de machines existant. Les plans alternatifs, en organisant une nouvelle production sociale-

ment utile, donnent les moyens aux organes d'autogestion ouvrière de sauver des entreprises, et au syndicat de lutter contre la menace du chômage.

Comme nous l'avons dit plus haut, à la fin de la grève active, le comité de grève de Solidarité ne peut remettre le pouvoir dans l'entreprise qu'aux organes d'autogestion ouvrière. C'est pourquoi il est nécessaire, pendant la grève, d'élire un comité constitutif de conseil ouvrier, ou un conseil ouvrier s'il n'en existe pas déjà un. En outre, pendant la grève active, on doit commencer les travaux sur une nouvelle organisation interne de l'entreprise, sur un projet de financement économique indépendant, sur les conseils ouvriers. Là où ce sera possible, les conseils ouvriers doivent, pendant le cours de la grève active et avec l'appui des comités de grève, élaborer des « contrats de travail », organiser par eux-mêmes, répartir et rémunérer le travail. La grève active doit non seulement fonder l'indépendance de l'entreprise mais encore aboutir à la suppression du régime despotique de travail.

Pendant la grève active, on doit élire — là où il n'existe pas encore — un comité régional constitutif de conseils ouvriers. En conséquence de la grève, ce comité, ou le comité régional de coopération entre les conseils ouvriers, devrait pouvoir jouer un rôle réel dans la politique économique régionale, notamment par le droit de vote de ses représentants aux assemblées des parlements régionaux et, grâce au droit de veto, il devrait contrôler l'orientation socio-économique des autorités locales.

CONCLUSION

Au cours des années 1944-1945, les travailleurs ont remis eux-mêmes en état les usines détruites par la guerre, ils ont élu de leur propre initiative des conseils ouvriers, des comités d'entreprises et d'usines. Au cours des années 1956-1957, les entreprises touchées par la crise ont été remises en marche par les travailleurs eux-mêmes avec l'aide des conseils ouvriers élus. Aujourd'hui, pour la troisième fois, nous assistons à la renaissance du mouvement d'autogestion des travailleurs en Pologne. L'équipe des spécialistes de *Zycie i Nowoczenosc* affirme : « *Toute entreprise qui a des ouvriers hautement qualifiés peut être remise sur pieds en quelques mois, peut-être même en trois mois. Essayez de le faire !* » Nous devrions essayer car il n'y a pas d'autre issue et ce n'est certes pas la bureaucratie centrale qui nous sortira de la crise. Commençons donc par confier les principaux moyens de production à la société et à instituer des entreprises sociales, conformément à l'expérience historique de la classe ouvrière polonaise. Si Solidarité est obligé de recourir à l'arme ultime de la grève de masse, qu'il lance une grève active qui accélèrera le processus de l'auto-organisation de la société en tant que propriétaire, et déblayera le chemin pour sortir le pays de la crise. ■

OFFRE POUR UN PREMIER ABONNEMENT

« INPRECOR » prolonge jusqu'au 15 décembre 1981 son offre spéciale pour un premier abonnement, qui n'est valable que pour les abonnements par pli ouvert et acheminement par voie de surface.

— 6 mois (12 numéros) 90 FF
— 1 an (25 numéros) 150 FF

Nos tarifs passeront à 200 FF à compter du 1er janvier 1982, pour pallier à la forte augmentation des tarifs postaux.

Zbigniew M. KOWALEWSKI
Lodz, le 9 août 1981.

La question du pouvoir est posée... Un eurocommuniste britannique interroge le vice-Premier ministre Rakowski et Lech Walesa

LES interviews du vice-Premier ministre polonais Rakowski et de Lech Walesa que nous publions ci-après ont été réalisées par le dirigeant eurocommuniste britannique Monty Johnstone pour le numéro d'octobre 1981 de la revue théorique du Parti communiste de Grande-Bretagne *Marxism Today*.

Monty Johnstone, qui se revendique globalement de l'orientation du Parti communiste italien, exprime dans ces interviews — comme en témoignent les questions posées aussi bien à Walesa qu'à Rakowski — son opposition à la mobilisation

Monty JOHNSTONE : — Est-ce que le parti est prêt à laisser le contrôle du peuple s'exercer par le biais d'élections différentes du système d'élections traditionnellement en vigueur, et dans lesquelles les gens pourraient choisir entre différents partis en présence ?

Mieczyslaw F. RAKOWSKI : — C'est là une question très importante. Nous nous trouvons actuellement dans une situation où les passions l'emportent sur le bon sens, des passions entretenues par certains individus bien particuliers, par l'aile « radicale » de Solidarité. Cette aile est très active en ce moment. Elle est engagée dans une campagne anti-communiste très dure. Il est très facile en ce moment de faire monter la température, vu la situation économique, alors que les gens sont extrêmement mécontents. Aujourd'hui, en Pologne, si vous aviez des élections à la Diète, un front anti-communiste emporterait la majorité. C'est pour cela que je pense que des élections ne pourraient avoir lieu avant que la situation ne soit assagie politiquement... La position de Solidarité est évidemment cruciale dans cette perspective d'ensemble.

— Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec la déclaration faite à la télévision par Lech Walesa selon laquelle Solidarité veut se mettre au service de la société et non prendre le pouvoir ?

— Je ne crois pas Walesa. Je connais assez le sentiment réel des dirigeants de Solidarité. Il y a au sein de Solidarité une forte tendance qui vise à la prise du pouvoir, cela ne fait aucun doute pour moi. C'est une tendance qui s'est développée au cours des derniers mois, depuis mars et avril environ.

Au début, c'est vrai, ils voulaient réellement n'être qu'un syndicat et rien de plus. Mais le moteur qu'ils ont mis en marche les a menés sur le chemin sur lequel ils se trouvent maintenant.

indépendante des travailleurs et à la révolution politique. Toutes ses préoccupations se tournent vers la recherche d'un compromis politique entre une aile de Solidarité et la bureaucratie polonaise.

Dans ses réponses, Rakowski précise les différentes tactiques que la bureaucratie polonaise entend mettre en œuvre pour tenter de diviser Solidarité. A ce titre, son interview constitue un document éclairant de la politique des bureaucrates, ce qui nous a incité à la publier.

Walesa a expliqué, dans un récent entretien, que Solidarité est maintenant à la croisée des chemins et qu'il va falloir choisir entre la conception syndicale et la conception politique. En fait, il y a de nombreux éléments dans la direction de Solidarité qui ne sont pas intéressés du tout par l'activité proprement syndicale. Ils sont intéressés par l'action politique et trouver un accord de collaboration avec eux est extrêmement difficile. Peut-être même est-il impossible d'y parvenir vu le débordement d'ambitions politiques que manifestent certains d'entre eux. (...)

— Que pensez-vous des propositions concrètes que Solidarité a faites en ce qui concerne la coopération avec le gouvernement dans le domaine de la réforme économique ? Est-ce que ce n'est pas positif ?

— Oui, c'est positif. Mais, à mon avis, c'est une position tactique. On doit se rappeler aussi que dans Solidarité il y a pas mal de démagogie. J'ai eu l'occasion de leur dire qu'ils étaient un morceau de l'ancien système. Ils ont appris de nous l'intolérance et le goût des slogans. Ils continuent même de parler au nom de l'ensemble de la nation. Moi, cela fait déjà un moment que j'ai arrêté de le faire...

— Mais, si votre jugement sur Solidarité est aussi négatif que vous le dites, quelles sont les perspectives pour cette fameuse collaboration entre le syndicat et le gouvernement dont vous êtes tellement partisan ?

— C'est là une question à 100 000 zlotys... Il semble qu'il existe plusieurs possibilités.

D'abord, que les éléments modérés prennent le dessus dans Solidarité. C'est la première possibilité. Ces éléments pourraient accepter un accord de coopération qui n'exclue pas la critique, qui n'exclue même pas la possibilité de tensions, mais qui incluerait le principe d'une responsabilité commune devant le pays.

Seconde possibilité, c'est que la bataille continue, comme en ce moment, entre l'aile radicale et l'aile modérée. Le résultat de cette lutte sera le départ des éléments radicaux du syndicat parce que, de façon générale, les gens n'adhèrent à des positions extrêmes que durant de courts laps de temps, seulement pendant le cours des révolutions, au cours de changements majeurs.

Ainsi, il peut arriver que l'aile radicale quitte Solidarité et se transforme en un petit parti politique provocateur. Elle peut en arriver à former un parti politique, un parti politique d'opposition, et alors un affrontement se produira entre nous et les organisateurs d'une telle opposition. Le résultat de cette confrontation ne fait pas de doute. Tout le monde sait qui en sortirait vainqueur.

Mais, en tout cas, mon sentiment est que les radicaux n'ont pas le soutien de la majorité des membres de Solidarité. La patience des gens n'est pas seulement mise à l'épreuve par la situation économique, mais aussi par Solidarité. Et cela, les dirigeants de Solidarité ne s'en sont pas rendus compte. Il y a une limite très délicate à ne pas franchir et ils l'ont déjà franchie. C'est là leur erreur.

En plus, il ne faut pas oublier que les Polonais sont guidés par leurs émotions. Et de l'admiration à la réprobation, il n'y a qu'un pas...

Propos recueillis par Monty JOHNSTONE
pour la revue « *Marxism Today* »
Juillet 1981.



Monty JOHNSTONE : — Le vice-Premier ministre Mieczyslaw F. Rakowski ne vous croît pas quand vous dites que vous ne voulez pas prendre le pouvoir. Il pense que c'est là une position tactique que vous prenez pour dissimuler vos objectifs à long terme. Qu'en pensez-vous ?

Lech WALESA : — Nous ne voulons pas prendre directement le pouvoir, mais nous voudrions — comme les autorités — être au service de la société. Et si Rakowski parlait de cette sorte de pouvoir, je suis d'accord avec lui. Mais nous ne voulons pas prendre le pouvoir pour nous. Si les autorités sont soumises à la nation, c'est une forme de prise de pouvoir, parce que le pouvoir servira alors les intérêts de la nation...

— Est-ce que Solidarité se satisfait à long terme de la perspective de laisser le pouvoir entre les mains du parti ?

— Solidarité n'est pas organisé partout en Pologne. Solidarité n'existe pas dans l'armée ou la police par exemple. Il faut qu'il y ait quelqu'un qui dirige l'ensemble du pays. C'est pour cela que nous reconnaissons le rôle dirigeant du parti dans l'Etat, mais pas dans le syndicat. Notre puissant syndicat s'autoadministre, il est indépendant et il ne passera aucune alliance. Bien sûr, le syndicat apportera des corrections dans la politique du pays, mais il ne va pas être aveugle ni égoïste. Il prendra en compte l'existence d'autres forces. Il ne peut pas y avoir deux Etats dans l'Etat, et là-dessus nous sommes d'accord entre nous. Mais nous dirons toujours que nous voulons — en échange — une amélioration de la situation économique, du niveau de vie et la liberté d'opinion.

— Jusqu'à quel point voulez-vous que Solidarité s'occupe de questions politiques ? Dans la mesure où vous décrivez Solidarité non pas comme un simple syndicat, mais comme un mouvement social, est-ce que cela n'implique pas l'intervention dans les questions politiques ?

— Il n'existe pas de catalogue qui classe ce qui est politique et ce qui ne l'est pas. J'ai été autrefois traîné devant un tribunal pour avoir ri politiquement, pour avoir marché politiquement. C'est pour cela que vous ne pouvez pas diviser les choses aussi facilement entre ce qui est politique et ce qui ne l'est pas. Cela dépend de votre opinion personnelle. Nous pensons que nous ne sommes pas un parti politique pour la bonne raison que nous ne voulons pas prendre le pouvoir...

— En juin dernier, vous expliquiez que Solidarité devait concentrer ses activités sur son action syndicale et devait laisser de côté les activités non syndicales. Avez-vous aujourd'hui changé d'avis ?

— Je voudrais que Solidarité soit un mouvement syndical. Mais la vie impose des correctifs. Si le problème des prisonniers politiques surgit tout-à-coup, si les

queues de ravitaillement s'allongent sans cesse, si les gens sont mécontents, je ne peux pas rester dans mon usine, limiter mon action à l'entreprise et oublier tous ces autres problèmes. Je ne peux pas attendre que l'Etat fournisse les gants de protection ou réduise les niveaux de pollution dans l'entreprise. En tant que syndicaliste, je pourrais attendre, mais comme Polonais j'en mourrais...

C'est ainsi que la vie introduit plusieurs changements et que je dois résoudre les problèmes de l'autogestion par exemple, ou aider à résoudre la question des prisonniers politiques. Je ne sais pas si faire cela, c'est faire du syndicalisme pur, mais je préférerais n'avoir à faire que du travail syndical. Cela nous conviendrait mieux. Et je pense même qu'un schéma d'autogestion présente un inconvénient pour un syndicat car — tôt ou tard — nous aurons à lutter contre les organes d'autogestion. Mais, en tant que Polonais, je me dois de soutenir et de promouvoir l'autogestion, car c'est la seule solution pour remettre le pays sur pieds.

— On raconte que l'intérêt que Solidarité porte à ces questions va amener Solidarité soit à devenir un parti politique, soit à favoriser la constitution d'un parti politique séparé, d'un parti du travail. Que pouvez-vous dire à ce propos ?

— C'est réellement ce qui est en train de se produire. Si les membres du syndicat voient que Solidarité existe, mais que les queues sont de plus en plus longues, s'ils voient que nous signons un tas d'accords qui ne sont pas appliqués, la société va chercher d'autres solutions, d'autres organisations pour changer la situation existante. Il existe une tendance à la constitution de partis politiques parce que l'Etat essaie de se défendre. Mais si nous sommes en mesure de régler les autres problèmes, nous n'aurons pas à traiter celui-là...

— Que pensez-vous de l'opinion selon laquelle il y a un danger d'intervention soviétique si un tel bouleversement intervenait dans le système politique ?

— Il n'y aura pas de bouleversement politique si on nous laisse avoir accès aux médias, si j'ai la possibilité d'expliquer aux gens chaque problème. Les gens connaissent les problèmes, mais ils ne sont pas expliqués sur une large échelle.

— Est-ce que le gouvernement n'a pas déjà montré en fait qu'il était prêt au compromis en vous accordant un temps d'antenne à la télévision ? Est-ce qu'il n'y a pas des concessions que Solidarité pourrait accepter pour faire — lui aussi — la moitié du chemin et trouver un accord avec le gouvernement ?

— C'est vrai, mais tout cela a été de la responsabilité du gouvernement. Si j'avais accès régulièrement à la télévision, je pourrais planifier mes activités et expliquer chaque problème au bon moment.

— Vous avez expliqué récemment que, si vous aviez accès aux médias, vous n'attaqueriez pas le gouvernement ni les dirigeants du parti. Mais, au cours de la même conférence de presse, votre collègue Jurczyk a attaqué Rakowski et expliqué qu'il devait quitter le gouvernement. Comment conciliez-vous ceci et cela ?

— Je ne suis pas d'accord avec Jurczyk. Il faut connaître beaucoup de choses avant de parler en bien ou en mal du gouvernement. S'il avait su comment Rakowski a été attaqué par d'autres gens, il n'aurait pas dit cela. Mais cela tient au fait que nous ignorons un tas de choses. Moi, je ne parle pas des gens à moins de connaître tous les faits. Je le lui ai dit après. Il est allé trop vite. Je pars du principe : ne juge pas si tu ne veux pas être jugé ! J'ai un point de vue différent sur Rakowski. Je ne l'aurais pas critiqué si durement. Je sais qu'il subit des pressions de l'autre côté... Rakowski n'avait pas mérité cela malgré les critiques que j'ai à lui faire.

— Waliszewski, ce travailleur de Silésie qui est passé en même temps que vous à la télévision, a expliqué que le plus grand succès de Solidarité c'était d'avoir existé un an sous un régime totalitaire. Est-ce que l'on peut définir la Pologne d'aujourd'hui comme un système totalitaire, quand de telles déclarations peuvent être faites en toute impunité à la télévision ?

— Il y a des jeunes gens qui ont le cœur et l'esprit prompts à s'enflammer. En même temps, nous ne pouvons pas nous nourrir seulement de slogans. Nous devons faire plus et parler moins. La Pologne qui existe aujourd'hui est assez différente de celle qui existait avant août 1980, comme tout le monde peut le constater.

— Mais n'existe-t-il pas le danger que des jeunes comme celui-là, et d'autres — les éléments « radicaux » au sein de Solidarité —, puissent en fait bloquer la perspective de collaboration avec le gouvernement et n'y substituent une politique d'affrontement avec ce dernier ?

— Il y a des malentendus. Je vais devoir me battre pour que les autorités me garantissent l'accès régulier à la télévision. Je peux comprendre les problèmes, tous les divers aspects d'une situation et je peux les expliquer à la télévision. Je suis un homme radical, mais je sais voir ce qui est raisonnable. Je veux que nous gagnions, mais je veux payer le plus faible prix possible. Je peux prendre part à une lutte ouverte, mais de façon raisonnée et réfléchie... ■

Propos recueillis par Monty JOHNSTONE pour la revue « Marxism Today »
Juillet 1981.

Les 10 commandements pour les conseils ouvriers

élaborés par le "Groupe de Lublin"

Le texte des « 10 commandements pour les conseils ouvriers aujourd'hui » que nous publions ci-dessous a paru dans le premier numéro du bulletin *Samorząd* (Autogestion), publié

à Lublin le 3 septembre 1981 par le Groupe pour une initiative inter-régionale de coopération des conseils de travailleurs, appelé couramment en Pologne « Groupe de Lublin ».

1.— Ne t'engage pas dans la gestion active si tu ne disposes pas d'informations complètes, fiables et compréhensibles pour les travailleurs sur l'état de l'entreprise.

2.— Exige de la direction qu'elle établisse un rapport sur l'état de l'entreprise, et contrôle-le avec l'aide de tes propres experts. Si la direction boycotte cette revendication, attelle-toi à la tâche et rédige ce rapport toi-même.

3.— N'encourage pas les travailleurs à faire des efforts de production supplémentaires si cela implique la violation d'un quelconque des points des accords d'août-septembre 1980 ou une absence de contrôle de la part du conseil ouvrier sur l'utilisation de la production de l'entreprise.

4.— Rappelle-toi que le gouvernement a entrepris une action intensive pour réorganiser et renforcer le système de gestion autoritaire et centralisée sous couvert du prétendu « Programme pour sortir de la crise » et pour créer ce qu'il appelle des entreprises indépendantes et autofinancées (selon la version gouvernementale). Exemple :

a) Le président de la Commission du Plan enquête sur les prévisions de production pour 1982 dans le cadre des prétendues entreprises autofinancées. Or, nous savons bien que l'« indépendance » et l'« autofinancement » dans la version gouvernementale signifient le cloisonnement et la concentration des directives et décisions essentielles entre les mains de « commissions spéciales du gouvernement ».

b) Les Associations industrielles (1) envoient leurs propres projets de coopération inter-entreprises qui, excepté le changement de nom et de schéma organisationnel, tendent à perpétuer l'ancien système.

5.— Rappelle-toi qu'en signant à la légère des « accords » ou des « résolutions communes » avec la direction, tu freines l'instauration d'un système d'autogestion authentique et que tu aides ainsi à maintenir l'ancien système. Donc, ne te laisse pas prendre aux tentatives de l'administration de l'entreprise visant à établir une position commune entre la direction et les conseils ouvriers dans toutes les questions où tu n'es pas sûr de toi ou

pour lesquelles tu ne disposes pas d'informations suffisantes, surtout s'il s'agit :

- a) d'associations — ou d'unions — industrielles inter-entreprises, d'organes centraux, etc. ;
- b) du plan de l'entreprise pour 1982 ;
- c) d'une coopération imposée de l'extérieur ou de la répartition du matériel, des matières premières et de l'énergie ;
- d) du « nouveau » système économique d'autofinancement dans la prétendue entreprise indépendante (selon la version gouvernementale de la réforme de l'entreprise).

6.— On ne peut cependant rester les bras croisés et dire systématiquement « non ». Tu peux dès aujourd'hui faire les choses suivantes :

- a) élire un directeur compétent ;
- b) cesser de verser l'argent qui allait jusqu'ici aux Associations et centrales industrielles à condition d'avoir l'appui des autres conseils ouvriers de ta région et de ta branche industrielle et de ne pas paralyser les entreprises en coupant ces liens de coopération (2) ;
- c) constituer ton propre groupe d'experts et demander à cet effet l'aide de Solidarité ;
- d) contrôler le profil de production de l'entreprise, en exigeant des changements tenant compte en particulier des besoins de l'agriculture ;
- e) contrôler à qui va la production de ton entreprise et vérifier qu'il n'y ait pas de gaspillage ;
- f) contrôler l'activité de la maîtrise ; et si tu constates un gaspillage de matières premières, de machines ou d'autres moyens de production, agis immédiatement sans en demander l'autorisation, n'aie pas peur d'enfreindre les règlements s'ils conduisent à des gaspillages ou à des pertes.

7.— Organise dans ta région une commission régionale de coopération pour l'autogestion.

8.— Rappelle-toi que, pour sortir de la crise et réussir la réforme économique basée sur l'autogestion, il ne suffit pas d'avoir de bonnes lois, pour lesquelles nous luttons ensemble aujourd'hui, mais que cela dépend de ta capacité à gagner tous les travailleurs de ton entreprise à l'idée de l'autogestion.

9.— Rappelle-toi que la coopération entre les conseils ouvriers, Solidarité et tous les organes authentiques d'autogestion est la condition pour créer au Parlement et dans les parlements régionaux une seconde Chambre économique (« Chambre de l'autogestion ») qui décidera des orientations du développement socio-économique du pays et des régions.

10.— Rappelle-toi que, par ton activité pratique, tu instaures une loi qui ne sera adoptée comme telle par la législation de la République populaire de Pologne que si tu luttas sans répit pour l'imposer. ■

Groupe de travail pour les initiatives de coopération inter-régionale entre les conseils ouvriers
Lublin, 6 août 1981.

1. Associations industrielles qui, dans le système actuel, sont des organes totalement bureaucratiques et dont les entreprises dépendent, tant en ce qui concerne l'approvisionnement en matières premières qu'en pièces de rechange, etc.

2. A l'heure qu'il est, les entreprises sont obligées de verser des sommes très importantes à ces Associations industrielles pour les services qu'elles sont censées leur rendre. Et qu'elles ne leur rendent pas dans les faits puisque les usines se trouvent sans cesse à court de matériaux et de pièces de rechange. C'est pourquoi il existe actuellement une proposition — au sein du mouvement pour l'autogestion — de cesser de leur verser de l'argent ou de ne le faire que pour les services effectivement rendus.



Le mouvement pour la socialisation du travail

Rapport présenté à la Conférence de Lublin

EN même temps que les conseils ouvriers, se développe et s'approfondit en Pologne une réflexion sur les conditions de travail, la place des travailleurs dans la société, sur ce qu'est et ce que devrait être le travail dans une société libérée des bureaucrates.

Nous présentons ci-dessous des extraits du rapport d'un journaliste de l'hebdomadaire syndical *Jednosc* (Unité) de

Conseils ouvriers de 1956, commissions ouvrières issues du comité de grève de 1971 du chantier A. Warski de Szczecin, Charte des droits du travailleur de 1977, comités de grève inter-entreprises de 1980, transformés ultérieurement en MKZ (comités inter-entreprises régionaux) : à y regarder de plus près, on s'aperçoit que tous ces événements de l'histoire contemporaine de la Pologne ont un point en commun, celui d'une action ouvrière organisée, qui, en août 1980, a vu se regrouper autour d'elle toutes les forces sociales progressistes. Les événements de juin 1956, de 1976 et de décembre 1970 ont mis en évidence un mouvement spontané de protestation ouvrière contre la politique du pouvoir. (...)

Agissant le plus souvent au détriment des travailleurs, l'appareil de l'Etat a en effet toujours poursuivi la satisfaction de ses propres intérêts de classe, tant sur le plan politique qu'économique. Misant de façon privilégiée sur le développement et la concentration des industries, il a renforcé et hypertrophié le secteur économique d'Etat — se conduisant comme s'il s'agissait de sa propriété privée. En mettant sur pieds des instances économiques toujours plus centralisées, il est intervenu dans un domaine où il pouvait disposer d'un pouvoir quasi absolu, s'assurant de nombreux privilèges et profits ainsi que des droits particuliers. Cela lui était d'autant plus facile qu'il disposait à lui seul de deux instruments importants : le droit de nommer les directeurs et le prétendu Plan central. (...)

En effet, il apparaît que ce n'est pas la classe ouvrière qui décide de la planification mais bien les autorités. La socialisation du travail demeure en fait inexistante puisque ceux qui établissent le Plan central agissent non pas au nom des intérêts de la société, mais au nom de leurs propres intérêts, privés et égoïstes. Il est intéressant de noter à ce propos qu'il n'y a jamais eu, et qu'il n'y a toujours pas en Pologne, de planification sociale et centralisée au sens strict. Aussi, à mon avis, les critiques contre l'économie planifiée ou contre le principe de la planification centralisée sont-elles dépourvues de fon-

dement, même si elles sont compréhensibles.

La structure actuelle de l'économie donne en effet l'impression d'être planifiée, ce dont le pouvoir lui-même veut nous persuader à tout prix en soulignant dans ses déclarations le caractère social de la planification centralisée. Il est facile, à partir de là, d'avoir l'illusion que tout le mal vient du principe de la planification sociale centralisée. (...)

Ce problème est d'autant plus important que la planification sociale centralisée constitue — en liaison avec la gestion sociale des moyens de production, c'est-à-dire d'authentiques conseils ouvriers — la seule alternative raisonnable à l'économie capitaliste régie par la loi de l'accumulation du capital et donc par la réalisation du profit à tout prix. Or, l'essence du système économique-politique de notre pays trouve sa pleine expression dans une économie non planifiée, centralisée à l'extrême (par l'appareil du parti), nationalisée mais non socialisée. Ce modèle économique, instauré après la Deuxième guerre mondiale, représentait un véritable paradis pour le pouvoir. Il serait demeuré éternellement en l'état sans les forces sociales qu'il a lui-même suscitées (pour sa perte) et qu'il force sans cesse par son attitude provocante à l'affronter dans l'unité. (...)

Il ne fait aucun doute que ce mouvement émane de la classe ouvrière dans son ensemble. En tant que tel, il constitue dans les conditions actuelles un puissant front de solidarité de tous les travailleurs qui se radicalisent progressivement. Ces derniers, en tant que propriétaires des richesses du pays, s'efforcent de mettre en place, face au système économique-politique dominant, leur propre ordre économique, législatif et politique, sur des bases véritablement socialistes. Le nouvel ordre social sera assurément la continuation d'une voie non capitaliste de développement de notre pays, même si par ailleurs il rompt d'une manière radicale — et en même temps pacifique — avec le modèle en place. Car celui-ci a privé les classes laborieuses de leurs droits pourtant garantis par la Constitution où il est stipulé que le pouvoir appartient aux travailleurs des villes et des campagnes. Il est donc évident

Szczecin à la première conférence nationale sur les conditions de travail, tenue à Lublin les 13 et 14 septembre derniers.

Ce texte est significatif de l'évolution des débats au sein du mouvement ouvrier polonais, même s'il ne peut être considéré comme une position officielle du mouvement.

que le programme du mouvement pour la socialisation du travail implique l'appropriation collective :

- 1.— des moyens de production ;
- 2.— de la gestion de l'économie nationale, y compris de la planification économique à l'échelle du pays ;
- 3.— des structures et des organismes de l'appareil d'Etat. (...)

Le pouvoir actuel est incapable de proposer au peuple polonais un modèle clair et cohérent de système économique-politique qui ne soit soumis ni aux lois implacables de l'économie capitaliste ni aux formes d'exploitation du travail humain inhérentes au système en vigueur chez nous. Attendre que ce pouvoir élabore un tel modèle, c'est croire aux miracles ! C'est pourquoi le mouvement pour la socialisation du travail est confronté au dilemme suivant :

— ou bien il crée son propre modèle économique et social, centralement planifié et dirigé collectivement sur la base d'un système d'autogestion ;

— ou bien il sera condamné à participer éternellement à un modèle économique imposé par en haut et ne reposant ni sur la planification ni sur la socialisation, c'est-à-dire à un modèle non socialiste. (...)

En ce qui concerne l'appropriation collective des moyens de production, il faut souligner que tout changement structurel authentique de l'ensemble des rapports sociaux dépend avant tout de l'introduction de l'autogestion dans la sphère de la production. On ne bâtit pas une maison en commençant par le grenier mais par les fondations. De même, on ne modifie pas les rapports sociaux en commençant par le haut — la Diète ou les parlements régionaux — mais en commençant par le bas, à savoir les rapports de production, la création des conseils ouvriers et des organes d'autogestion. Ce sont les rapports économiques — et non les seuls rapports politiques — qui constituent le fondement réel sur lequel on peut construire un nouvel ordre social.

Pour sa part, Solidarité est une des formes historiques — déjà considérablement développée — du mouvement pour la socialisation du travail. L'une des activités de Solidarité depuis sa naissance a été de prendre l'initiative d'appeler à la constitution de conseils ouvriers et de se battre pour obtenir — ce qui n'était pas difficile à ce moment-là — des mesures juridiques favorables au monde du travail et donnant force de loi aux aspirations des travailleurs.

Cependant, il faut reconnaître que l'examen rétrospectif des activités du syndicat démontre avec acuité qu'à partir d'août 1980, Solidarité, jour après jour, a perdu son temps en escarmouches souvent futiles pour une place au grenier alors qu'il avait accès à la cave — c'est-à-dire aux fondations —, au rez-de-chaussée et peut-être même au premier étage... Il faut se rendre compte que le concours de circonstances favorables, tant sur le plan intérieur que sur le plan international, qui a duré jusqu'en août 1981, pourrait ne pas se prolonger très longtemps. Les erreurs dans la pratique découlent de la faiblesse de conception en matière de programme syndical, ce que révèlent clairement les débats de Solidarité sur la réforme économique.

Dans de nombreux projets, discussions et programmes syndicaux, les conseillers et les experts attribuent une puissance quasi magique à la notion



Le local de Solidarité à Lodz. (DR)

d'indépendance des entreprises. Certes, il s'agit-là d'une idée juste et fondée, mais ils ne perçoivent pas la nécessité de créer — à l'échelle des régions et de tout le pays — des rapports non institutionnalisés entre les conseils ouvriers.

A ma connaissance, seul le « Groupe de Lublin » (Groupe de travail pour les initiatives de coopération inter-régionale entre les conseils ouvriers) possède une vi-

sion claire de ce problème. Une telle coordination jetterait les bases d'une coopération sociale authentique entre les entreprises et constituerait le premier pas vers une véritable planification sociale centralisée. ■

Michal KAWECKI
Lublin, 13 septembre 1981.

A Lodz et dans plusieurs autres régions, une coordination des conseils ouvriers s'est mise en place. Nous publions ci-dessous son premier appel, distribué par tract dans les entreprises.

A TOUTES LES INSTANCES DU MOUVEMENT POUR L'AUTOGESTION DANS LES ENTREPRISES !

Aujourd'hui 1er septembre, les représentants des conseils d'ouvriers et de travailleurs ainsi que des comités constitutifs pour l'autogestion de 30 entreprises de la ville de Lodz et de certaines localités de la région, réunis en assemblée à l'initiative du « Groupe de travail pour les initiatives de coopération inter-régionale entre les conseils ouvriers », ont mis en place le *Comité constitutif de coopération des conseils ouvriers de la région de Lodz*.

Le Comité a pour objectif d'aider et de soutenir les organes d'autogestion ouvrière, de plus en plus nombreux dans les entreprises d'Etat ; il est également destiné à encourager leur entente et une attitude de solidarité réciproque, ainsi qu'à susciter une unité d'action librement consentie entre ces organes et les travailleurs qu'ils représentent. Il a également pour but de créer une représentation commune du mouvement d'autogestion des travailleurs de la voïvodie (département) et de la région. Le Comité est un organe consultatif et représente en même temps les conseils ouvriers ainsi que les comités constitutifs pour l'autogestion dans les entreprises qui demandent à en faire partie.

Présidium provisoire
du COMITE CONSTITUTIF DE COOPERATION
DES CONSEILS OUVRIERS de la région de Lodz
Lodz, 1er septembre 1981.

Une dictature toujours en crise

DIX mille morts depuis janvier 1981, dont deux mille pour avoir enfreint le couvre-feu selon l'archevêché de San Salvador, au total près de 36 000 morts depuis moins de deux ans, 700 000 Salvadoriens — soit 14 % de la population — contraints à l'exil, tel est en quelques chiffres une partie du bilan de la dictature soutenue à bout de bras par l'impérialisme américain.

Toutefois, malgré une répression aveugle qui s'alimente des 144 millions de dollars d'aide américaine pour la seule année 1981 et qui s'appuie sur déjà près de 300 conseillers américains, la Junte militaire et démocrate-chrétienne ne parvient pas à atteindre son objectif : écraser les forces de guérilla du FMLN et, partant, tout le mouvement ouvrier organisé, comme ce fut le cas lors du massacre perpétré en 1936.

Bien plus, et comme l'illustrent les deux articles extraits de la revue *Latin America Weekly Report* éditée à Londres que nous publions ci-après, les initiatives militaires du FMLN gagnent en audace alors même que, du fait de l'aggravation de la situation économique et sociale, s'accroissent toujours plus les divisions internes de la Junte, entre les démocrates-chrétiens, les militaires et le secteur privé.

Le 15 septembre dernier, par exemple, des centaines de guérilleros s'emparaient pendant quelques heures de la ville de San Ignacio située à l'extrême nord de la frontière avec le Honduras. L'activité de la guérilla dans cette région frontalière inquiète d'ailleurs tellement Washington que le gouvernement américain a décidé d'envoyer des « bérêts verts » au Honduras pour y empêcher l'organisation de réseaux d'aide à la révolution salvadorienne et renforcer l'armée hondurienne dans sa tâche de contrôle de la frontière, en collaboration avec les forces répressives salvadoriennes.

Ne parvenant pas à emporter la décision sur le terrain militaire et se retrouvant un peu plus isolée sur le plan international — surtout après l'initiative diplomatique franco-mexicaine du 28 août reconnaissant le FMLN et le FDR —, la dictature se tourne une nouvelle fois vers son protecteur américain. Ainsi, Napoleon Duarte, le président démocrate-chrétien de la Junte salvadorienne, se trouvait-il aux États-Unis le 19 septembre pour demander à Ronald Reagan une aide supplémentaire de 300 millions de dollars pour acquérir notamment de nouveaux équipements antiguérilla.

Mais Napoleon Duarte avait sans doute d'autres sujets de préoccupation dont il voulait entretenir Ronald Reagan. En effet, d'après un haut fonctionnaire de la Maison Blanche, le président de la Junte aurait confié au vice-président américain, Georges Bush, qu'il avait destitué récemment 600 membres de la garde nationale salvadorienne et fait arrêter 64 d'entre eux dont une vingtaine d'officiers (cf. *le Monde* du 24 septembre 1981). Ce qui pourrait très bien correspondre aux récentes manœuvres, perceptibles au Salvador, pour évincer du pouvoir les dirigeants démocrates-chrétiens et les remplacer par des militaires.

El Salvador Libre, bulletin du FMLN-FDR publié à Paris, révèle dans son numéro du 11 septembre dernier, que « ces dernières semaines, une violente polémique a éclaté au grand jour entre une partie du secteur privé regroupée dans l'« Alliance productive » et les dirigeants démocrates-chrétiens ». Lors d'un « symposium » où elle a présenté un panorama catastrophique, mais assez réaliste, de la situation économique, l'« Alliance productive » a ouvertement attaqué la politique menée par les démocrates-chrétiens. Des délégations patronales se seraient même rendues à Washington pour essayer de

convaincre Ronald Reagan de remplacer Napoleon Duarte par un militaire à la tête de la Junte.

Dans ce contexte de répression aveugle, d'échec militaire de la Junte et de divergences accrues avec le secteur privé, le caractère purement démagogique et manœuvrier de la perspective d'élections présidentielles pour 1983, avancée par Napoleon Duarte et des représentants de l'administration américaine, ne peut pas tromper grand monde. Seuls des groupes prétendant se présenter, face au patronat et à l'impérialisme, comme des solutions de rechange à la Démocratie chrétienne peuvent être intéressés à un tel processus. C'est peut-être le cas de la formation politique dénommée Mobilisation démocratique salvadorienne (MDS) des avocats Rene Fortin Magana et Nelson Segovia, qui semble vouloir négocier sa participation à la mascarade électorale. Quant au Parti de la conciliation nationale (PCN) d'extrême droite, qui participe à la fronde du secteur privé contre Napoleon Duarte, il semble mettre beaucoup plus d'espoir dans ces manœuvres que dans des élections pour parvenir à ses fins. Il faudra donc plus que le souhait des dirigeants américains de « faciliter des contacts et des discussions sur la tenue d'élections avec les partis légalement reconnus », encore réaffirmé le 22 septembre par le porte-parole de la Maison Blanche, pour donner une quelconque crédibilité à ce projet.

Car, comme l'ont réaffirmé avec force les dirigeants du FMLN et du FDR, on peut se demander ce que peuvent bien signifier des élections sous une dictature aussi sanguinaire, qui maintient l'état de siège, le couvre-feu, des centaines de prisonniers politiques en otages et organise en sous-main, avec ses escadrons de la mort, le massacre du peuple salvadorien au nom de « la paix des 100 000 morts »...

V.K.



Ire Rencontre de Solidarité avec le Salvador, Mexico, 4 août 1981. (DR)

Des combats sur tous les fronts

LATIN AMERICA WEEKLY REPORT

L'essor récent des activités de la guérilla n'a pas encore atteint la dimension d'une nouvelle offensive généralisée, mais les combats ont atteint un niveau suffisant pour convaincre l'administration Reagan d'augmenter ses livraisons d'armes au gouvernement de Napoleon Duarte. Les dirigeants de la guérilla s'expriment peu publiquement. Mais le haut commandement du FMLN a trouvé une solution à certaines divisions internes et il a fait un gros effort pour consolider ses positions et convaincre le monde extérieur de sa force. Les autorités françaises et mexicaines au moins, ont été promptes à répondre.

Le FMLN est déterminé à contester le point de vue officiel selon lequel la guerre ne serait qu'une série d'actions terroristes isolées dans les régions reculées du nord du pays. Les guérilleros insistent sur le fait qu'ils ont continuellement étendu leur contrôle dans les régions du Nord et de l'Est depuis l'offensive de janvier leur puissance de feu inférieure les a empêchés de mener une guerre de position, mais leurs capacités de manœuvre, d'organisation et leur connaissance du terrain supérieures leur ont permis de résister à la série d'opérations d'anéantissement menées par l'armée contre leurs bastions de Guazapa, Suchitoto, Chalatenango, San Vicente et Morazan.

DESSERRER L'ÉTAU

Dans le même temps, la guérilla a été capable de desserrer l'étau de l'armée sur des centres urbains comme San Salvador, Santa Ana et San Miguel. Les forces de sécurité n'ont obtenu que des succès limités dans leur tentative de briser l'organisation extrêmement efficace qui fonde la capacité de la guérilla à frapper les objectifs stratégiques et économiques au cœur de ces villes. Au cours de ces dernières semaines, il y a eu de nombreuses actions de ce genre, avec l'attaque au mortier et au bazooka, deux semaines de suite, des casernes de San Miguel, avec l'attentat à la bombe contre la caserne centrale de la police à San Salvador le 12 août. Les organisations de guérilla ont déclaré avoir tué 11 policiers à cette occasion.

La capitale a été privée d'électricité le 17 août après que la guérilla ait fait sauter les pylones électriques à Soyapango, Santa Tecla et ailleurs. Plus de cent pylones ont été détruits au cours des dernières semaines, y compris ceux qui re-

lient les deux principaux barrages hydro-électriques — ceux de Cerron Grande et de Presa — au réseau national, le 5 novembre. Plusieurs des lignes d'alimentation en provenance des autres centrales électriques de la zone occidentale (le barrage d'El Guajoyo, la centrale géothermique de Ahuachapan et la centrale thermique d'Acajutla) ont également été sabotées. Des villes comme La Union, Gotera, San Miguel et Usulután sont sans électricité pour de longues périodes. A San Miguel, l'eau se fait rare également.

L'industrie, qui doit subir les conséquences de la raréfaction des crédits, souffre fortement des coupures de courant et des autres actions de sabotage. Le réseau des transports en particulier a subi d'importantes perturbations. Dix ponts routiers stratégiques ont été détruits et cinq des dix locomotives dont dispose le pays sont hors d'usage.

Le degré de coordination mis en évidence lors de la dernière vague d'actions de la guérilla semble montrer que les cinq organisations qui ont formé le FMLN sont parvenues à résoudre certaines divergences qui avaient surgi au moment de l'offensive de janvier 1981. D'un côté, les difficultés rencontrées par la Direction révolutionnaire unifiée (DRU) sont amplifiées par le fait que les deux principaux groupes armés ont le noyau de leurs forces dans des zones différentes. L'ERP (Armée révolutionnaire du peuple) est implantée au Morazan tandis que les FPL (Forces populaires de libération Farabundo Martí) sont concentrées au Chalatenango. Mais il faut aussi tenir compte des divergences d'ordre stratégique. Les FPL, qui représentent peut-être 50 % du total des forces du FMLN et qui exercent l'influence la plus importante parmi les paysans sans terre, insistent sur leur stratégie de guerre populaire prolongée. Elles expliquent que l'offensive de janvier est toujours en cours et progresse. Les quatre autres organisations, l'ERP, le Parti communiste salvadorien (PCS), la Résistance nationale (FARN) et le Parti révolutionnaire des travailleurs centro-américain (PRTC) sont certes convaincues du caractère prolongé de la guerre, mais mettent l'accent sur de nouvelles initiatives pour soutenir le moral et accroître le soutien de la population.

Les traits généraux des derniers événements, qui ont vu coïncider une campagne de sabotage à large échelle avec le déclenchement de violents combats au Mo-

razan, semblent signifier que les diverses tendances du Front sont tombées d'accord sur une ligne de compromis qui est destinée également à renforcer les efforts diplomatiques internationaux de l'opposition de gauche salvadorienne.

LES DERNIÈRES ACTIONS DE LA GUÉRILLA

Selon la radio de l'ERP, *Radio Venceremos*, qui est désormais le porte-parole de tout le FMLN, les combats ont été particulièrement durs autour de Perquin, une ville fortement peuplée qui a été occupée par la guérilla le 12 août et a ensuite subi des bombardements aériens des forces gouvernementales. D'autres villes de cette zone ont également été prises par les forces de la guérilla qui affirment avoir capturé 24 membres de la Garde nationale. Elles proposent de les remettre à la Croix Rouge internationale (CICR) qui se voit toujours refuser le droit d'entrer dans cette zone.

Les guérilleros ont également affirmé avoir remporté des succès à Guazapa où, selon eux, 200 membres de l'unité gouvernementale anti-guérilla d'élite « Atlacatl » auraient péri au cours des récents combats. Cependant, ils signalent que d'importantes pertes ont été infligées à la population civile par les forces de sécurité. 46 civils, pour la plupart des enfants, sont morts des suites d'une attaque aux gaz, menée par l'armée sur les flancs du volcan Guazapa.

Mais les principales batailles se déroulent au Morazan. Selon les guérilleros, des conseillers militaires américains et des troupes honduriennes sont désormais directement engagés dans les combats qui se déroulent dans cette zone. Les observateurs sur place pensent qu'il s'agit-là des effets de la détermination de la Junte à empêcher le FMLN d'établir une zone définitivement libérée dans cette région qui pourrait lui servir de base pour la formation d'un gouvernement provisoire.

Le message a également été compris par les alliés de la Junte. L'administration Reagan a brutalement annoncé la semaine dernière qu'elle avait envoyé deux nouveaux hélicoptères de combat au Salvador et que deux autres, servis par une nouvelle équipe de conseillers militaires américains, seraient bientôt acheminés. ■

Une nouvelle bataille de crédits se profile

LATIN AMERICA WEEKLY REPORT

Il est presque certain que le gouvernement ouest-allemand ne va pas suivre l'exemple franco-mexicain et reconnaître la représentativité des forces d'opposition regroupées au sein du FMLN-FDR au Salvador. Mais il est également probable que Bonn va continuer de maintenir ses objections d'ordre technique à l'octroi de nouveaux prêts au gouvernement salvadorien de la part des différents organismes internationaux auxquels le gouvernement ouest-allemand participe. Il est presque certain que le lobby constitué par l'Allemagne de l'Ouest, le Danemark, le Mexique et le Canada, qui avait bloqué un crédit de 45,4 millions de dollars au niveau de la Banque internationale de développement (BID) l'année dernière, et qui peut compter désormais sur le soutien français, va insister pour faire entendre toutes ses objections à l'octroi par le Fonds monétaire international (FMI) d'un crédit *stand by* de 120 millions de dollars pour un an que les Salvadoriens escomptaient arracher des négociations qui devaient se tenir à la fin du mois de septembre lors de la réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale.

L'accès au crédit international est vital à la fois pour la survie du gouvernement et pour mettre en œuvre la nationalisation des banques qui fait partie du train de réformes fondamentales adoptées l'année dernière et par le biais desquelles le gouvernement exerce une influence croissante sur le secteur privé, en particulier agricole.

Les producteurs privés du sucre, qui continuent de posséder plus de la moitié des plantations, expliquent que les banques contrôlées par l'Etat ne fournissent plus de prêts automatiques pour financer leurs récoltes. Traditionnellement, la garantie de ces prêts était constituée par l'estimation de la récolte elle-même, mais les banquiers expliquent que cela ne suffit plus... Aussi la Compagnie de commercialisation d'Etat a-t-elle accepté, il y a quatre mois, de boucher le trou. Mais, en retour, elle a demandé le droit d'intervenir et de s'approprier la récolte si elle juge qu'une mauvaise gestion lui fait courir un risque de perte. Les producteurs privés ont déjà exprimé leurs craintes que ces conditions ne constituent qu'une couverture à une politique de nationalisation.

La production sucrière, qui se trouve principalement développée sur la côte Ouest, relativement calme, n'a pas été trop affectée par la guerre civile. La pro-

duction a décliné de façon constante depuis 1977, lorsque les planteurs ont réduit les surfaces ensemencées à cause des faibles cours mondiaux. La surface plantée a baissé très fortement en 1978-1979 et en 1979-1980, pour se stabiliser en 1980-1981. La production de sucre de canne brut est passée cette année de 3,4 millions à 3,9 millions de quintaux.

Il faut des gardes armées pour protéger les coupeurs de canne des attaques des guérilleros, qui ont interrompu la coupe dans la région de Suchitoto ; mais, en définitive, 5 % seulement de la récolte n'a pas été coupée.

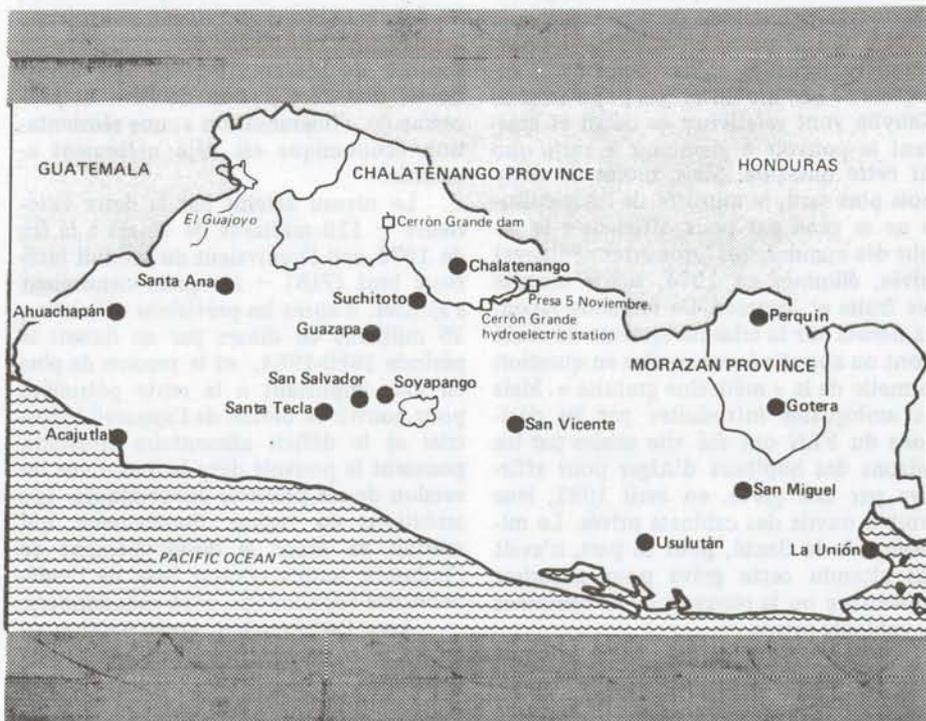
La récolte de café n'a également été que peu affectée par l'activité de la guérilla, mais elle a surtout été touchée par le mauvais temps, l'absence de crédits et le mécontentement provoqué par la baisse des ventes. Le secteur privé, qui contrôle plus de 70 % de la production nationale, explique qu'il a vendu le quintal à 100 dollars à l'organisme commercial d'Etat « Incafe », alors que ses coûts de production sont de 140 dollars par quintal... Il reconnaît que le bas niveau des cours mondiaux entre pour une part dans ses pertes mais insiste sur le fait que le gouvernement devrait lever la taxe d'exportation qui touche ce secteur.

Le gouvernement dépend de ces taxes qui représentent presque un tiers de ses ressources fiscales, il n'est donc pas en

mesure de satisfaire les revendications des planteurs. « Incafe » est elle-même déficitaire, pour près de 100 millions de dollars selon l'association des planteurs, et a dû contracter des emprunts garantis sur les stocks de café qu'elle possède dans ses entrepôts à l'étranger, faute de le vendre. Selon les planteurs, ces fonds servent à financer le gouvernement et non à les rétribuer...

Le coton, qui constitue l'autre culture d'exportation du pays, a été de la même façon plus touché par la baisse des cours mondiaux et l'étranglement du crédit que par la guérilla. Les banques internationales qui ont fourni 98 millions de dollars de crédit pour la récolte de 1979-1980, n'ont rien accordé l'année dernière, et la récolte de cette année va se ressentir de cette coupe sombre dans les crédits. La production a fortement baissé pour tomber à 199 226 balles de coton et on s'attend à ce qu'elle baisse encore pour la récolte qui va commencer et qu'elle ne soit plus que de 160 000 balles. On estime que la surface ensemencée est la plus réduite de ces vingt dernières années. Les exportations représentent environ les deux tiers de la production totale et représenteront moins de 30 % des niveaux atteints au milieu des années 1970. ■

LATIN AMERICA WEEKLY REPORT
18 septembre 1981.



Le président Chadli veut un pouvoir fort pour briser le mouvement de masse

La crise économique internationale a exacerbé les contradictions sociales développées par le projet économique de Boumediene et accéléré l'apparition de ses premiers signes d'essoufflement. Déjà, en 1975, le Fonds monétaire international (FMI) préconisait comme moyens de sortir de la crise une rentabilisation de l'industrie étatique, une révision de la politique agricole, une baisse des salaires réels et un retour à la « vérité des prix ».

Ces conseils du capital financier international venaient renforcer les partisans d'une politique d'*Infitah* (1) au sein de la bourgeoisie et de la bureaucratie d'Etat. Boumediene n'aura

pas eu le temps d'appliquer ouvertement cette politique. Mais dès 1978, avec l'adoption du « Statut général du travailleur », il met en œuvre la couverture juridique de l'offensive anti-ouvrière à venir.

Le spectre de l'*Infitah* a plané en permanence sur les luttes autour de la succession de Boumediene avec, en particulier, les mises en garde répétées de la direction syndicale de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Conscient de la fragilité du consensus sur lequel il reposait, le président Chadli Benjedid se fera alors, pour un temps au moins, le chantre de la « continuité ».

Saïd AKLI

Certes, près de trois ans après la mort de Boumediene, les pressions du mouvement de masse, les contradictions entre les secteurs de la bourgeoisie sur les rythmes et formes de l'*Infitah*, le répit donné par l'augmentation de la rente pétrolière et deux récoltes relativement bonnes, ont fait qu'aucune mesure décisive n'a été prise pour le moment.

Le processus de « libéralisation » économique s'est révélé beaucoup plus lent que prévu. Mais la volonté de le faire aboutir demeure et les tentatives en ce sens n'ont pas changé. Ainsi, en mai 1980, plusieurs propositions de politique agricole sont faites au Comité central du Front de libération nationale (FLN), dont celle du ministère de l'Agriculture inspirée par la Banque interrégionale pour le développement (BIRD) et celle de la Commission économique du FLN, préconisant une dynamique de privatisation de la terre et une remise en question des coopératives agricoles et des domaines « autogérés ». Les mobilisations populaires de Kabylie vont relativiser ce débat et amènent le pouvoir à maintenir le *statu quo* sur cette question. Mais, moins de deux mois plus tard, le ministre de l'Agriculture ne se gêne pas pour officialiser le retour des mandataires (gros intermédiaires) privés, éliminés en 1974, sur le marché des fruits et légumes. De la même façon, les débats sur la crise du système de santé n'ont pu aboutir à une remise en question formelle de la « médecine gratuite ». Mais les ambiguïtés introduites par les décisions du FLN ont été vite saisies par les patrons des hôpitaux d'Alger pour affirmer par une grève, en avril 1981, leur droit à ouvrir des cabinets privés. Le ministère de la Santé, pour sa part, n'avait pas attendu cette grève pour autoriser l'ouverture ou la réouverture de centaines de cabinets privés.

Si sur ces deux questions, le *statu quo* est formellement maintenu, le pouvoir a été plus audacieux dans les secteurs

du tourisme et du logement. Le feu vert a été donné aux entrepreneurs privés pour investir librement dans les infrastructures touristiques. Les complexes touristiques étatiques seraient sur le point d'être vendus ou donnés en gérance à des personnes privées, et le Club Méditerranée ne tarderait pas à prendre pied en Algérie. Quant à la crise du logement, elle a atteint un niveau tel — 9 personnes par pièce en moyenne — que l'Etat ne cache plus son incapacité à la résoudre tout seul. Il fait tout pour encourager l'initiative privée dans ce domaine et a engagé la mise en vente des « biens vacants » (2).

UNE INVERSION DES PRIORITÉS ÉCONOMIQUES

Consacrée au secteur privé et à la place qu'il doit occuper dans l'économie nationale, la prochaine session du Comité central du FLN éclaircira probablement les débats existant au sein du pouvoir sur la question de l'*Infitah*. Mais, malgré cette absence de mesure formelle qui aurait donné une accélération décisive au processus de « libéralisation », une réorientation économique est déjà nettement amorcée.

Le niveau atteint par la dette extérieure — 110 milliards de dinars à la fin de 1979, soit l'équivalent du produit intérieur brut (PIB) — auxquels viendraient s'ajouter, d'après les prévisions officielles, 25 milliards de dinars par an durant la période 1980-1984, et le recours de plus en plus important à la rente pétrolière pour couvrir le déficit de l'appareil industriel et le déficit alimentaire croissant, poussent le pouvoir dans le sens d'une inversion de ses priorités économiques. Les ambitions du régime Boumediene, qui mettait en avant le développement de l'industrie lourde comme base de l'indépendance économique, sont abandonnées.

Avec l'achèvement, après révision en baisse, des projets des deux plans quadriennaux 1970-1973 et 1974-1977 et la réorientation des investissements vers les

secteurs délaissés du temps de Boumediene (agriculture, logement, biens de consommation durables), la rentabilisation de l'appareil de production existant constitue l'objectif principal du Plan quinquennal 1980-1984. Cette politique de rentabilisation capitaliste combine à la fois une offensive anti-ouvrière à tous les niveaux et une restructuration des entreprises étatiques qui, sous une apparence purement technique (éclatement en entreprises aux dimensions plus maîtrisables), implique en fait un affaiblissement du secteur d'Etat face au capital privé et aux entreprises impérialistes.

S'appuyant sur le « Statut général du travailleur », la plupart des entreprises ont déjà étudié des plans de compression d'effectifs (SMS, ONP) qu'elles n'osent pas encore mettre en application. La « bataille de la production et de la productivité » demeure un thème central de la bureaucratie syndicale et, depuis un an et demi, l'Etat-patron essaie de mettre en pratique ses décrets liant les salaires à la production. Les salaires sont officiellement bloqués et la hausse régulière du coût de la vie (transport, électricité, gaz, viande, alimentation générale) sert pour le moment de palliatif à un retour brutal à la « vérité des prix ».

Mais cette politique de rentabilisation capitaliste ne peut être menée à bien sans une remise au pas préalable de la classe ouvrière. Il en est de même pour la mise en œuvre ouverte d'une politique d'*Infitah*. Le régime, affaibli par le retour à la collégialité depuis la mort de Boumediene, n'a pas eu les moyens d'engager cette épreuve de force, seul un pouvoir fort pouvant permettre à la bourgeoisie de réaliser ses projets économiques.

1. A l'exemple de l'Egypte post-nassérienne, l'*Infitah* désigne une politique de réformes et d'ouverture dans le domaine économique.

2. Des logements abandonnés à l'indépendance par les colons français ont été occupés par la population algérienne. En proclamant la propriété d'Etat sur les « biens vacants », l'Etat algérien a légalisé cette situation.

Une nouvelle période politique s'est ouverte en Algérie avec la tournure prise par les débats populaires autour de la « Charte nationale » en 1976, puis la vague de grèves ouvrières du printemps et de l'été 1977. La mort de Boumediene est intervenue dans cette période. Elle a fait disparaître un frein important à l'expression des contradictions de classes et accéléré l'ouverture du champ politique et social. La centralisation étouffante du bonapartisme a fait place à la collégialité du Bureau politique du FLN, offrant à la fois plus d'espace à chacune des cliques au pouvoir et l'illusion plus largement répandue d'une démocratisation du régime.

LA MARCHÉ VERS UN POUVOIR FORT

Mais, si cette collégialité a permis d'éviter l'éclatement du pouvoir, elle l'a considérablement affaibli tout en favorisant le développement du mouvement des masses. Point culminant de ce développement, l'explosion populaire de Kabylie a constitué le choc décisif qui a poussé le pouvoir dans la voie de sa recentralisation politique (3). Quelques jours après la répression de Tizi-Ouzou, sous la pression de sa fraction militaire, le Comité central du FLN suspendait le Bureau politique et votait les pleins pouvoirs à Chadli Benjedid. C'en était fini de la collégialité tant vantée. Encore une fois, la bourgeoisie démontrait sa capacité à sacrifier la démocratie, même en son sein, sur l'autel de ses intérêts fondamentaux. Réuni pour légitimer cette réorientation politique et plébisciter le nouvel homme providentiel, le Congrès extraordinaire du FLN réclamera la remise au pas du mouvement de masse.

Dès lors, la tendance au démantèlement des institutions centralisées du bonapartisme s'est inversée. La marche vers un nouveau pouvoir fort s'est ouverte. Conscient de sa faiblesse, le régime Chadli ne passe pas immédiatement à l'offensive. Au moment même où cette volonté de fermeté est affirmée, le « programme anti-pénurie » inonde le marché national en biens de consommation importés. L'affrontement direct avec le mouvement de masse est évité et la mise en place des jalons de l'offensive anti-populaire progresse. Ainsi, malgré le recul du mouvement étudiant après la libération des 24 militants emprisonnés et l'attentisme des masses kabyles suscité par l'ouverture d'un débat national sur la culture, le pouvoir fait preuve d'une relative tolérance à l'égard des prolongements du printemps 1980. C'est seulement après les événements du 19 mai 1981 qu'il commence à réprimer. Pour éviter une riposte aux affrontements provoqués par les étudiants du FLN le 19 mai (4), il décide d'arrêter les principaux animateurs du mouvement étudiant algérois et installe ses flics à l'université. Cette présence policière permanente et l'ouverture de la période des examens rendront le mouvement étudiant incapable de riposter au niveau nécessaire.

De la même façon, la répression des manifestations populaires de Béjaïa le 19



Manifestation officielle du 1er novembre 1979 à Alger. (DR)

mai (près de 200 arrestations) ne se heurte pas à une mobilisation générale de toute la Kabylie comme l'année précédente. L'attentisme des masses kabyles et les efforts modérateurs du FFS (Front des forces socialiste de Hocine Aïd Ahmed, principale force organisée à la tête des mobilisations du printemps 1980) constituent dès lors un encouragement pour le pouvoir qui ne se gêne plus pour interdire l'université d'été (préalablement autorisée) et installer ses flics sur le campus de Tizi-Ouzou également.

Même si la répression anti-ouvrière a également atteint sa vitesse de croisière en mai-juin, la fermeté du pouvoir face aux luttes des travailleurs s'est par contre affirmée beaucoup plus tôt. Les grèves ouvrières, en nombre important, se sont heurtées à l'intransigeance du pouvoir dans sa politique de blocage des salaires et d'interdiction des assemblées générales durant les heures de travail. Mais l'opération de normalisation de l'UGTA, décidée lors du Congrès extraordinaire du FLN, a été mise en œuvre progressivement. C'est seulement en décembre 1980 que le Comité central a décidé des modalités d'application de l'article 120 des statuts du FLN, imposant à tous les responsables syndicaux l'appartenance au parti unique. Et, après une première offensive, en particulier contre la direction de la FTEC (Fédération des travailleurs de l'enseignement et de la culture), les échéances d'application de l'article 120 sont reportées au mois de mai 1981.

La bataille se déroule néanmoins autour du renouvellement des conseils syndicaux, et la politique capitulaire de la direction syndicale va encourager le pouvoir à passer à la vitesse supérieure. Dès l'expiration du délai fixé, les secrétaires fédéraux non-membres du FLN sont suspendus de leurs fonctions, malgré le soutien de leur base. La menace de Congrès extraordinaire plane en permanence sur les fédérations qui échappent le plus au

contrôle du pouvoir (Fédérations de la métallurgie, de la santé, des transports, FTEC, etc.). Et le contrôle total du Congrès de l'UTAC (Union territoriale d'Alger-Centre), bastion traditionnel du PAGS (Parti de l'avant-garde socialiste — le PC algérien), par les hommes de main du FLN au mois de juin, donne une idée des méthodes à l'ordre du jour.

Porté par ce succès, le régime Chadli s'est nettement renforcé. Certes, on est encore loin d'un régime à la Boumediene. Mais l'apparition de plus en plus évidente de Chadli Benjedid comme l'unique centre de pouvoir, et l'élimination des principaux « barons » du régime et de leurs cliques, accentuent les tendances bonapartistes du pouvoir. L'apprenti-bonaparte Chadli se présente dès lors comme l'homme de l'assainissement politique, celui qui va guérir l'Etat de la corruption, et il essaie de se forger une popularité de masse sur le dos de ses adversaires déchus.

VERS LA NORMALISATION DE L'UGTA

Même si ce sont les mobilisations de Tizi-Ouzou qui ont ouvert la marche vers un pouvoir fort, le régime perçoit très clairement les luttes ouvrières et le nouveau cours syndical comme les principaux dangers politiques. Certes, les mobilisa-

3. C'est au printemps 1980 qu'ont eu lieu, à partir d'une mobilisation autour de revendications culturelles sur la langue berbère, de véritables émeutes dans toute la région berbérophone de Kabylie (cf. « Déclaration du Groupe communiste révolutionnaire (GCR), section sympathisante de la IVe Internationale en Algérie », dans *Inprecor* numéro 80, du 26 juin 1980).

4. A l'occasion du 19 mai 1981 (commémoration de la Journée de l'étudiant), de nombreux meetings se sont tenus dans les facultés algériennes. Sous couvert d'une action des Frères musulmans, des étudiants du FLN en ont profité pour attaquer les étudiants à Alger et à Annaba. Cette provocation fournira un prétexte pour une nouvelle vague de répression.

tions populaires de Tizi-Ouzou ont atteint un niveau d'auto-organisation et d'affrontement avec le pouvoir jamais vu depuis 1965. Mais, après la répression du 20 avril 1980, le pouvoir a fait un certain nombre de concessions qui se sont révélées payantes (libération des prisonniers, ouverture d'un débat national sur la culture, inondation de la willaya de Tizi-Ouzou en biens de consommation).

Avec l'aide des efforts modérateurs du FFS et des illusions qu'il sème sur les intentions du pouvoir, cette politique de concessions mineures a réussi à susciter une attitude attentiste des masses kabyles tout au long de l'année. Bien sûr, la douche froide que constitue pour elles le contenu de la « Charte culturelle » adoptée par le Comité central du FLN en juillet 1981, centrée sur la référence à l'arabo-islamisme et ne faisant pas la moindre concession aux revendications culturelles berbères, et les provocations policières de cet été, alimenteront certainement de nouvelles explosions en Kabylie. Mais, dans son intransigeance, le pouvoir dispose d'un atout considérable : le chauvinisme anti-kabyle du reste de l'Algérie. Il est conscient qu'en agitant l'épouvantail de la division nationale pour attiser ce chauvinisme, il peut isoler la Kabylie et contenir ses mobilisations par la répression.

Par contre, le processus dans lequel s'est engagée la classe ouvrière et son organisation syndicale depuis 1977, malgré ses expressions contradictoires et moins spectaculaires, est porteur d'une dynamique beaucoup plus dangereuse. Au lendemain des grèves ouvrières de 1977, Boumediene a tiré la conclusion qu'une direction syndicale ne lui était utile que dans la mesure où elle avait suffisamment de crédibilité auprès des travailleurs pour être à même de canaliser leur combativité dans les impasses de la collaboration de classes.

Faisant preuve d'une plus grande souplesse vis-à-vis des aspirations et des luttes ouvrières, la direction Debbih de l'UGTA a relativement bien rempli cette mission. Au moment où le niveau d'organisation syndicale progresse, où les aspirations démocratiques des travailleurs s'affirment, elle a réussi à gagner une certaine crédibilité au sein de la classe ouvrière. Forte de ce capital de confiance, elle a profité de la mort de Boumediene pour s'affirmer sur la scène politique et s'engager dans un processus d'autonomisation marqué par ses mises en gardes répétées contre l'*Infatih*. Tout en restant dans le cadre de la collaboration de classes et de l'intégration à l'Etat bourgeois, sa démarche systématique, depuis la mort de Boumediene, est de faire pression sur

les débats internes du pouvoir par des campagnes politiques. Parallèlement, elle n'hésite pas à reprendre, même de façon déformée, certaines revendications des travailleurs, en particulier la défense du pouvoir d'achat et, dans ses luttes inter-bureaucratiques, elle n'hésite pas à s'appuyer sur les aspirations démocratiques des travailleurs, favorisant ainsi une relative démocratisation de la vie syndicale qui facilite l'affirmation des secteurs radicaux nourris par la renaissance de la combativité ouvrière.

De ce fait, elle apparaît de plus en plus comme la principale force politique en face du pouvoir. Et, même si elle continue à s'affirmer partie intégrante du pouvoir, ce dernier n'est pas convaincu de ses capacités à contrôler totalement le processus dans lequel elle s'est engagée. L'exemple tunisien d'une direction syndicale intégrée au plus haut niveau du pouvoir bourgeois (Habib Achour était membre du Bureau politique du Parti socialiste destourien) qui s'est trouvée portée par le mécontentement populaire à la tête d'une grève générale, est encore frais dans toutes les mémoires. Au moment où les antagonismes de classes sont de plus en plus évidents, le pouvoir craint que ce développement de l'organisation syndicale — avec ses velléités d'autonomie politique — n'accélère le processus de forma-

Déclaration du Groupe communiste révolutionnaire d'Algérie :

Dans une déclaration datée de juin 1981, le Groupe communiste révolutionnaire (GCR) d'Algérie, analysant la situation politique et sociale, constatait l'enjeu central que représentait pour le pouvoir actuel la centrale syndicale UGTA. Car, comme le notait ce document, « ce qui est arrivé en Tunisie le 26 janvier 1978 avec une UGTT dirigée par un membre du Bureau politique du parti au pouvoir n'est pas impossible en Algérie ».

Nous publions ci-dessous la dernière partie de cette déclaration concernant la tâche des marxistes révolutionnaires dans la bataille pour promouvoir « l'unité ouvrière en défense de l'UGTA ».

La principale faiblesse du processus dans lequel s'est engagée l'UGTA réside dans le fait que, tout en étant le produit des grandes grèves de 1977, il se soit déroulé en l'absence de luttes ouvrières de grande ampleur. Cela l'a objectivement empêché de brasser les larges masses ouvrières. Dès lors, l'attaque frontale que subit l'UGTA avec l'application de l'article 120 n'est pas forcément saisie dans toutes ses implications politiques par les masses ouvrières.

Cela rend la tâche du pouvoir plus aisée. Et ce d'autant plus que la direction Debbih-Boudira présente l'application de l'article 120 comme une promotion pour les cadres syndicaux. Alors que la direction stalinienne du PAGS, prisonnière de sa politique de collaboration de classes, centrée aujourd'hui sur l'union autour du président Chadli, ne peut dénoncer ouvertement ce projet de démantèlement de l'UGTA mis en œuvre par ce même régime Chadli. Principale

force organisée au sein de l'appareil syndical, le PAGS constitue pourtant la cible centrale de l'article 120.

Au lendemain du congrès du FLN, la direction stalinienne en a tiré un bilan « globalement positif » et s'est efforcée de minimiser la portée politique de ses décisions. En particulier pour l'article 120, elle s'est déclarée confiante dans la responsabilité du Comité central du FLN qui devait en définir les modalités d'application. Il a fallu attendre l'offensive brutale contre les fédérations pour que les militants du PAGS réalisent l'importance du danger. Mais cela n'a pas empêché l'incorrigible direction stalinienne de découvrir une partie « progressiste » dans les modalités d'application votées par le Comité central du FLN. Pour préserver son implantation syndicale, elle a décidé de faire adhérer au FLN tous ses cadres syndicaux. Mais le pouvoir, qui a déjà perdu en partie le contrôle politique de l'UGTA, ne veut pas d'un FLN noyauté par le PAGS. Il rejette sans discussion toute demande d'adhésion jugée douteuse.

Ne disposant plus de cette issue de secours, la direction stalinienne s'est réfugiée dans une dénonciation platonique de ... « cette application négative » de l'article 120. Et, au moment où le FLN n'hésite plus à suspendre de leurs fonctions les représentants des travailleurs, elle n'a rien d'autre à proposer que des illusions sur l'issue de la prochaine session du Comité central du FLN.

A l'heure où l'objectif du pouvoir ne fait plus de doute, le maintien de cette politique mène au suicide. Il est encore temps de changer de cap, d'éviter une défaite sans combat.

Durant la dernière période, la direction syndicale a centré sa politique sur la défense du pouvoir d'achat.

tion du prolétariat algérien en une force politique organisée et consciente de ses intérêts propres. Ce n'est pas un hasard si les normalisateurs de l'UGTA font explicitement référence à la Pologne comme l'exemple à ne pas suivre.

La stabilité du pouvoir bourgeois s'est assise durant des années sur l'atomisation de la classe ouvrière et les illusions engendrées en son sein par le nationalisme populiste et les grands projets économiques de Boumediene. Ce type de régime, qui se présente comme l'expression de la volonté populaire, ne peut tolérer le développement d'une légitimité alternative, surtout pas celle de la classe ouvrière organisée. Certes, il n'est pas question que la direction Debbih se transforme en direction ouvrière révolutionnaire, mais la crise sociale alimente un mécontentement populaire tellement profond, un mécontentement en quête d'alternative globale à la faillite du régime, que le pouvoir ne peut pas tolérer de bon gré une direction ouvrière réformiste disposant d'une base de masse.

C'est pourquoi, malgré les gages donnés par la direction syndicale, et particulièrement par les éléments staliniens en son sein, malgré le caractère encore très limité, contradictoire et inégal du processus en cours, le pouvoir s'est fixé com-

me priorité politique son écrasement dans l'œuf.

Produit des grèves ouvrières de 1977 et nourri en permanence par l'élévation du niveau de conscience de la classe ouvrière, le processus dans lequel s'est engagée l'UGTA s'est néanmoins déroulé sur une période marquée par l'absence de luttes ouvrières de grande ampleur. De plus, même dans le cadre de ce processus, le rôle du FLN dans la vie syndicale n'a jamais été remis en question de façon explicite. La direction syndicale et le PAGS n'ont jamais osé aborder la question de l'indépendance de l'UGTA. Dès lors, habitués à voir le FLN désigner les responsables syndicaux, les masses ouvrières ne pouvaient percevoir dans toute sa portée politique l'attaque contre l'UGTA que constituait la mise en application de l'article 120.

Malgré cela, les aspirations démocratiques de la classe ouvrière l'ont amenée à s'affronter dans les faits à l'application de cet article 120. Ainsi, lors des renouvellements de conseils syndicaux ou des préparations de congrès, l'aspiration des travailleurs à désigner librement leurs représentants s'est heurtée à la nouvelle politique du pouvoir. Au complexe sidérurgique d'El Kadjar, 9 000 travailleurs se sont mobilisés pour imposer le représentant de

leur choix à la tête du conseil syndical. Lors de la préparation du congrès de l'UTAC, des milliers de travailleurs se sont également mobilisés aux PTT, au port, à la SNFT (cheminots), à la RSTA (traminots), à la RTA, à l'hôpital Mustapha, pour choisir librement leurs délégués. Il y avait là largement les forces nécessaires pour battre en brèche le projet de normalisation de l'UGTA. Mais ce potentiel de combativité extraordinaire, qui s'est exprimé malgré l'absence d'éducation sur l'indépendance de classe, a été dilapidé par les capitulations de la direction stalinienne.

Principale force organisée au sein de la classe ouvrière, le PAGS a été le premier bénéficiaire du renouvellement de l'appareil syndical. Profitant du besoin de cadres syndicaux capables de s'adapter aux pressions ouvrières tout en restant fidèles à la collaboration de classes, le PAGS a réalisé une véritable percée dans l'appareil de l'UGTA en très peu de temps. Boumediene en personne était intervenu en sa faveur dans les conflits inter-bureaucratiques. Mais, depuis que l'UGTA est perçue comme un danger politique, et malgré les gages quotidiens qu'il donne au régime, il est tenu pour principal responsable de l'agitation sociale et du nouveau cours syndical. C'est la raison pour laquelle l'application de l'article

"Unité ouvrière pour la défense de l'indépendance de l'UGTA..."

Certes, au moment où le retour officiel des mandataires favorise une flambée des prix des fruits et légumes, où la plupart des biens et services ont connu une augmentation de prix (transports, gaz, électricité...) et que le gouvernement bloque les salaires, la défense du pouvoir d'achat constitue un axe de lutte fondamental. Nous nous félicitons du fait que la dernière réunion de la Commission exécutive de l'UGTA ait inscrit à son programme la nécessité d'un relèvement général des salaires et leur indexation sur les prix. Effectivement, le salaire minimum à 2 000 dinars et l'échelle mobile des salaires (c'est-à-dire leur indexation automatique sur les prix) constituent aujourd'hui des revendications fondamentales qui sont les nôtres. Et ce d'autant plus que la mobilisation des travailleurs en défense de leur pouvoir d'achat constitue le meilleur tremplin pour leur engagement dans la lutte contre le démantèlement de l'UGTA.

Mais la tâche politique centrale aujourd'hui est la défense de l'UGTA contre l'offensive du pouvoir fort. Cela peut prendre les formes de lutte pour des élections syndicales démocratiques comme à Sonacome-Cimotra ou à TNF-El Hadjar, pour le droit de réunion là où le FLN l'interdit pour entraver notre organisation, contre la suspension des représentants des travailleurs et contre la présence du FLN dans les commissions de candidatures, contre la répression anti-ouvrière sous toutes ses formes. Mais il doit être clair pour les travailleurs que l'article 120 n'a rien d'une « promotion », rien de « progressiste ».

L'aspiration des travailleurs à la démocratie syndicale existe. Elle s'exprime quotidiennement sous des formes diverses. Elle inquiète le pouvoir parce

qu'un syndicat contrôlé par les travailleurs est un syndicat qui va vers la conquête de son indépendance de classe. Toutes les luttes en défense des libertés ouvrières et de la démocratie syndicale prennent d'autant plus d'importance aujourd'hui qu'elles entrent en contradiction avec la politique du pouvoir fort, dont l'objectif est la caporalisation totale de l'UGTA et la remise au pas de la classe ouvrière.

Face à cette offensive qui constitue l'attaque la plus violente depuis la dissolution des unions locales en 1969, l'unité ouvrière la plus large est nécessaire. L'issue de cette bataille autour de l'UGTA dépend de notre capacité à édifier, en particulier avec les militants du PAGS, un front uni de la classe ouvrière. Au moment où les luttes ouvrières en défense du pouvoir d'achat et de la démocratie syndicale se multiplient, nous devons tout faire pour établir le lien entre ces revendications et la lutte contre le démantèlement de l'UGTA. Plus que jamais aujourd'hui, la satisfaction des aspirations ouvrières les plus élémentaires est liée à l'existence d'une UGTA démocratique et représentative, une UGTA indépendante du FLN et de l'Etat-patron.

Le pouvoir a fait de l'UGTA l'enjeu principal de son offensive contre le mouvement de masse. L'issue de cette bataille autour de l'UGTA sera déterminante pour le rapport de forces entre pouvoir fort et mouvement de masse. Il est encore temps de réaliser l'unité ouvrière la plus large pour remporter cette bataille et briser le projet du pouvoir fort.

« EL-TALIAA », bulletin du
Groupe communiste révolutionnaire (GCR)
Alger, juin 1981.

120 vise principalement les militants ou sympathisants du PAGS. Ainsi, dans la plupart des exemples cités plus haut, les syndicalistes soutenus par les travailleurs contre les candidats du FLN étaient des militants du PAGS. Cela n'a pas empêché la direction stalinienne de capituler honteusement dans chacun des cas.

A l'issue du Congrès extraordinaire du FLN, la direction stalinienne a enregistré avec satisfaction la recentralisation politique autour de Chadli. Elle-même mobilisait alors ses militants sur le thème : « *Renforçons le pouvoir par l'union autour de Chadli !* » Elle n'approuvait pas l'application de l'article 120 des statuts du FLN, mais elle en minimisait la portée en plaçant ses espoirs dans le Comité central chargé d'en définir les modalités d'application.

A la rentrée, lorsque le FLN a lancé plusieurs opérations-tests contre les militants du PAGS au sein de l'UNFA (cas Chérifati) ou de l'UNJA (cas de deux secrétaires nationaux), la direction stalinienne a fait le dos rond. Quelque temps plus tard, attaquée par des militants du FLN réclamant un Congrès extraordinaire, la direction de la FTEC, dominée par les stalinien, ne trouvait rien de mieux à faire que de se défendre d'avoir soutenu les enseignants arrêtés à Tizi-Ouzou en mai 1980. Après l'adoption des modalités d'application de l'article 120, alors qu'il était devenu évident que l'objectif du pouvoir était la normalisation de l'UGTA et que les syndicalistes liés au PAGS commençaient à percevoir l'ampleur du danger, la direction stalinienne a même trouvé le moyen de découvrir un paragraphe « *progressiste* » dans la résolution du FLN. Et, au lieu de se saisir du report des échéances au mois de mai pour préparer les travailleurs à la défense de leurs représentants et de leur syndicat, elle a adopté une attitude attentiste, tout en se disposant à faire adhérer ses militants au FLN pour préserver son implantation syndicale. Mais, contrairement aux illusions stalinien, le FLN n'avait pas engagé cette offensive pour gagner à son organisation les meilleurs militants ouvriers du PAGS. Il n'allait pas se laisser noyauter par le PAGS alors que son objectif était d'éliminer les communistes du syndicat. En toute logique, il a refusé toute demande d'adhésion jugée douteuse...

A la fin du mois de mai, lorsque le pouvoir n'a plus hésité à suspendre sans discussion tous les secrétaires fédéraux non-membres du FLN, la direction stalinienne, le dos au mur, a encore trouvé le moyen de placer ses illusions dans la session du Comité central du FLN du mois de juin, en se contentant de dénoncer « *l'application négative de l'article 120* ». Ses espoirs furent largement déçus puisque cette session a porté au Bureau politique Messaadia, le fer de lance de l'offensive anti-ouvrière, et a consacré l'élimination de Yahyaoui du poste honorifique qu'il occupait dans ce même BP depuis un an.

Ainsi, la politique de collaboration de classes de la direction stalinienne lui a lié les mains et l'a amenée à se faire *hara-*

kiri dans un secteur d'implantation stratégique. Axant sa politique sur l'union autour de Chadli, elle n'a pas pu mener campagne ouvertement contre l'application de l'article 120 sans prendre le risque de s'affronter au régime. Elle a tout fait pour éviter l'affrontement et ne pas rompre ses liens avec Chadli qui, venant tout juste d'effectuer un voyage en URSS, présentait son offensive contre les cliques rivales comme une opération d'« *assainissement politique* » (5).

Parce qu'ils ont compris que, même si l'offensive du pouvoir avait pour principale cible le PAGS, ce qui était visé en réalité, c'était le développement organisé de la classe ouvrière, les marxistes révolutionnaires algériens n'ont pas cessé d'appeler à une politique de front uni des travailleurs en défense de leur syndicat. Ils ont proposé l'unité d'action à tous les courants représentés dans le mouvement syndical, en particulier au PAGS. Mais cette fidélité à une politique d'unité ouvrière face à l'offensive du pouvoir ne doit pas perdre de vue les responsabilités de chaque courant politique, en particulier la ligne suicidaire et criminelle de la direction stalinienne. C'est cette politique qui peut mener le mouvement syndical à la défaite. Une défaite sans combat alors que des potentialités extraordinaires existent dans des secteurs clés de la classe ouvrière. Car même si l'on n'est pas certain de sortir victorieux d'une épreuve de force avec le pouvoir (ce qui est loin d'être évident), une mobilisation de la classe ouvrière, en défense de son syndicat contre le FLN, va dans le sens de l'éducation à l'indépendance de classe. Au moment où la nécessité de cette indépendance est concrètement perceptible par des dizaines de milliers de travailleurs, la direction stalinienne a choisi de poursuivre sa politique de collaboration de classes.

LA CLASSE OUVRIÈRE N'EST PAS ENCORE DÉFAITE

Malgré des succès importants, la marche vers le pouvoir fort et la remise au pas du mouvement de masses n'est pas encore achevée. Son aboutissement signifierait un tournant dans la situation politique en Algérie. Le rapport de forces entre les classes, établi en 1976-1977 et développé par la suite, s'inverserait alors et offrirait à la bourgeoisie des conditions propices à la mise en œuvre de ses projets économiques. Certes, la bataille pour la normalisation de l'UGTA est largement avancée. Cette bataille pouvait être gagnée par la classe ouvrière. Elle est largement compromise par les capitulations stalinien.

Mais, si la normalisation de l'UGTA constitue une défaite politique pour l'ensemble des travailleurs, le pouvoir n'a pas encore infligé de défaite décisive à la classe ouvrière. Bien sûr, la démoralisation des cadres syndicaux finira par se répercuter sur l'ensemble de la classe ouvrière. Mais, de façon immédiate, la combativité ouvrière demeure intacte. Elle n'a pas encore subi de défaite directe. C'est ce que vise le pouvoir avec la répression sauvage qu'il a testée à la Sonatrach de Béni Me-

red (charge meurtrière de la gendarmerie contre un *sit in* organisé par les ouvriers). Les grèves qui se sont développées au mois de juin, à la veille de la période du Ramadan, au moment même où l'offensive contre l'UGTA battait son plein (à la raffinerie Sonatrach d'Alger, à la cockerie d'El Hadjar, au port d'Alger, à la Sonacome-Rouiba, à la RSTA), constituent la démonstration concrète de cette combativité ouvrière intacte. Tant que cette combativité ne sera pas brisée par la répression, seule solution dans la mesure où le régime n'a pas les moyens de résoudre la crise sociale qui l'alimente, la stabilité du pouvoir fort ne sera pas garantie.

Par ailleurs, un autre secteur du mouvement de masses n'a pas encore dit son dernier mot. Les masses kabyles sont restées dans l'expectative tout au long de l'année, mais elles n'ont pas été défaites non plus. Le contenu de la « Charte culturelle » du FLN et les provocations policières de cet été coupent l'herbe sous les pieds à tous ceux qui ont joué la carte de la modération tout au long de l'année. Le pouvoir n'est toujours pas décidé à reconnaître la langue berbère et les libertés démocratiques ; il faudra les lui arracher. Les masses kabyles tireront certainement cette conclusion après la douche froide qu'elles ont reçue. Même limitée à la Kabylie, une nouvelle explosion populaire en défense de la culture berbère déstabiliserait le régime Chadli et entraverait l'affirmation de son pouvoir fort.

Enfin, un troisième facteur, certes de moindre importance et de tout autre nature, peut jouer dans le même sens que le maintien de la combativité ouvrière et du mouvement culturel : il s'agit des luttes de cliques au sein du pouvoir. Chadli Benjedid est sorti très renforcé de la dernière session du Comité central. Il est en passe d'éliminer tous les adversaires dangereux pour l'affirmation de son pouvoir absolu. Mais la crise du régime n'est pas pour autant résolue, les conflits ne sont pas totalement étouffés, ils peuvent ressurgir au grand jour et contrarier la marche triomphale de Chadli vers son pouvoir fort.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'orientation de la politique des marxistes révolutionnaires algériens, centrée d'abord sur la lutte pour l'indépendance politique de la classe ouvrière et la défense de son syndicat, mais aussi sur le combat résolu en faveur des revendications culturelles berbères et des libertés démocratiques. ■

Saïd AKLI
1er septembre 1981.

5. A la mi-septembre, les militants du PAGS diffusaient à la Fête de l'Humanité, organisée par le Parti communiste français, un tract dénonçant le « *glissement vers une déviation opportuniste et réformiste* » du gouvernement Chadli. Comme pour y répondre, *Révolution Africaine*, organe du FLN, réaffirmait une semaine plus tard : « *Il n'y a et n'y aura pas de place pour d'autres mouvements ou d'autres courants* » en Algérie. S'en prenant à ceux « *qui ont réussi à s'infiltrer dans nos institutions et nos appareils* », l'organe du FLN menaçait que « *lorsqu'il s'agit de l'intérêt suprême du pays et du peuple, le FLN a le devoir d'user, s'il le faut, de la rigueur révolutionnaire* » (cf. le Monde des 27 et 28 septembre 1981).

La politique de Menahem Begin au Proche-Orient : l'objectif et les moyens

AU cours des derniers mois, on a beaucoup parlé de l'aviation israélienne : d'abord après le bombardement de la centrale nucléaire irakienne de Tamouz près de Bagdad qui a fait plusieurs centaines de victimes. Tout se passe comme si l'avenir des peuples du Proche-Orient se jouait dans les salles de l'état-major de l'armée de l'air sioniste.

Ceux qui ont cru que la terrible aventure dans le ciel de Bagdad n'était qu'une manœuvre électorale de mauvais goût

Maya EDRI
Michel WARSCHAWSKI

Même si cela a été dit avec des formules qui rappellent plus les vociférations sur les marchés que l'ambiance feutrée des salles de réunion de la commission des Affaires extérieures et de la Sécurité du Parlement israélien, les projets politiques de Begin ont été clairement définis au cours de sa campagne électorale : détruire l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), empêcher tout renforcement du potentiel militaire des Etats arabes ; maintenir la souveraineté juive en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

LES OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT BEGIN

Chacun de ces objectifs, et *a fortiori* les trois ensemble, exige une politique d'agression permanente qui se doit de déboucher, à terme, sur une confrontation d'ensemble dans la région. Non seulement le gouvernement israélien ne craint pas une telle éventualité, mais, en fait, il la souhaite de tout cœur, et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord et avant tout, changer radicalement, grâce à une victoire militaire qui ne fait aucun doute aux yeux des dirigeants racistes de l'Etat et de l'armée sionistes, les rapports de forces entre Israël et les Etats arabes.

En effet, d'ici six mois, le retrait du Sinai sera achevé, à moins évidemment que le régime de Sadate ne tombe, ou que les pressions des colons du *Goush Emounim* ne parviennent à obtenir de Begin qu'il mette fin à l'application des traités de paix avec l'Egypte. A ce moment, se posera dans toute son acuité la question de l'avenir des territoires de Cisjordanie et de Gaza qui constitue le second volet des accords de Camp David. Or Begin ne veut pas entendre parler de retrait israélien de ces territoires qui font, à ses yeux, partie intégrante du patrimoine national. Faire traîner les pourparlers sur l'autonomie n'est qu'un palliatif qui sera complètement inefficace dès lors que Sadate aura récupéré le Sinai.

Le seul moyen de mettre fin aux pressions du président égyptien et des Etats-Unis qui sont les garants, aux yeux de l'Egypte et des régimes arabes, des accords de Camp David, est de changer radicalement le rapport de forces dans l'Orient arabe, même si le prix d'une telle politique doit être de pousser certains Etats arabes dans les bras de l'Union soviétique, ce qui ne serait pas nécessairement pour déplaire aux dirigeants sionistes qui rêvent de redevenir le *seul* appui sérieux de l'impérialisme dans la région. Une victoire militaire d'envergure contre un ou plusieurs Etats arabes provoquerait une réaction en chaîne dont l'un des résultats serait de réduire sensiblement le caractère central de la question palestinienne dans la stratégie d'ensemble de l'impérialisme et de ses alliés arabes.

A cette raison majeure, on se doit d'ajouter deux autres facteurs qui, même s'ils sont d'importance secondaire, ont leur poids propre dans le choix des orientations du gouvernement Begin. D'une part, l'importance de plus en plus grande de la caste des officiers qui dispose de nombreux relais dans le gouvernement et dans l'appareil politique de l'Etat sioniste, et pour laquelle la guerre est un objectif nécessaire pour leur avancement et la réalisation de leurs ambitions. D'autre part, l'espoir, partagé par nombre de politiciens tant du Likoud que du Bloc travailliste, qu'une guerre mette fin à la grave crise sociale, au marasme et à l'effritement de l'union sacrée qui frappent depuis plusieurs années l'Etat juif.

L'orientation ouvertement belliciste du gouvernement Begin a été immédiatement confirmée par la nomination du général Sharon — ancien commandant de la tristement célèbre équipe de tueurs nommée « Commando 101 » et farouche supporter du *Goush Emounim* — à la tête du ministère de la Défense, et les changements de personnel auquel ce dernier a immédiatement procédé dans l'état-major, remplaçant nombre d'officiers « intellectuels » par des baroudeurs de la nouvelle génération pour qui la guerre est non seulement une carrière mais aussi un idéal et la politique une subtilité encombrante.

ont d'ailleurs rapidement dû changer d'avis. Dès la clôture du scrutin de juin 1981 et la remise en place de l'équipe Begin, l'offensive militaire reprenait, sur une plus grande échelle, et obligeait tout le monde — en Israël, dans les pays arabes comme à l'étranger — à prendre au sérieux les slogans électoraux de Begin et de son équipe.

Mais c'est au Liban que, moins de dix jours après les élections, le nouveau gouvernement a mis en pratique ses projets politiques et militaires, affirmant sans équivoque, et aux yeux du monde tout entier, que les discours hystériques de Begin pendant la campagne électorale n'étaient pas de la démagogie mais bien l'expression d'un programme que le Likoud veut réaliser le plus rapidement possible.

LA GUERRE DES 14 JOURS ...

La présence permanente, politique et militaire, de l'Etat sioniste au Liban poursuit un double objectif : premièrement, détruire la force militaire et politique du mouvement de libération nationale palestinien qui se trouve au Liban depuis sa défaite de septembre 1970 en Jordanie ; deuxièmement, étendre l'influence politique et militaire de l'Etat sioniste et, accessoirement aussi, ses marchés. Ce double objectif est réalisé par l'articulation de plusieurs moyens : l'occupation de fait du Sud-Liban, une alliance politique et militaire avec certaines des forces chrétiennes d'extrême droite, une intervention militaire permanente, sous forme d'attaques par voie de terre, bombardements aériens et maritimes, survol permanent du territoire libanais...

Aux yeux des dirigeants sionistes, et cela bien avant que Begin n'ait pris le pouvoir, le Liban est un protectorat israélien et syrien, en aucun cas un Etat indépendant (ce n'est pas par hasard qu'Israël a soutenu l'invasion syrienne en 1975). Le Liban est aussi un terrain de manœuvre propice pour lancer, quand Tel Aviv le jugera nécessaire, une escalade contre la Syrie, comme l'a montré la provocation de Zahlé en avril dernier.

Du côté israélien, l'offensive de juillet contre le Liban et contre les forces armées palestiniennes n'avait donc rien de particulier, si ce n'est le caractère sauvage du bombardement sur Beyrouth. Ce qui pousse nombre de commentateurs à voir dans ce que l'on appelle déjà en Israël la « Guerre des 14 jours » un tournant dans la situation au Proche-Orient, c'est la riposte du mouvement national

palestinien et les conséquences combinées de cette riposte et des massacres de Beyrouth.

En effet, au Sud-Liban et au nord de la Galilée, c'est une véritable guerre qui s'est déroulée entre les forces armées israéliennes et celles du mouvement national palestinien. A chaque bombardement israélien, les Palestiniens ont riposté par des tirs de katioucha et d'artillerie dont l'efficacité n'était pas moindre que celle de leurs ennemis. Les deux tentatives d'attaques par voie de terre se sont soldées, selon les spécialistes militaires du quotidien *Haaretz*, par un échec sanglant, les Palestiniens se battant quasiment au corps-à-corps pour repousser les forces sionistes.

Pendant quatorze jours, l'armée israélienne a été incapable de prendre le dessus, non seulement dans ses projets offensifs, mais même dans la défense de son propre territoire. Pour la seconde fois en moins de six mois, le gouvernement Begin s'est embourbé dans ses propres provocations, prenant des initiatives sans en calculer leurs conséquences et en sous-estimant énormément les capacités de riposte politiques et militaires de ses adversaires. Les menaces de Begin se sont avérées être des fanfaronnades. Les missiles syriens n'ont pas quitté le sol libanais, les tirs de katiouchas sont non seulement tombés sur Kiryat Shmoné, mais encore Tshahal (l'armée sioniste) s'est avéré incapable d'y mettre fin, ne serait-ce que provisoirement.

... ET LA DÉROUTE ISRAËLIENNE

« On ne peut pas vaincre une armée de guérilla par des bombardements aériens, c'est aussi inefficace que de bom-

*barde des mouches », est obligé de reconnaître Eitan Haber, dans un article de *Yediot Aharonot* du 24 juillet, dans lequel il tire un bilan d'échec militaire sans appel de la Guerre des 14 jours, et prédit que le Liban va devenir le Vietnam du Moyen-Orient et qu'il serait temps que les dirigeants israéliens apprennent de l'expérience américaine que les bombes sont inefficaces pour résoudre des problèmes politiques.*

Les Palestiniens peuvent à juste titre se vanter d'avoir infligé une défaite, autant politique que militaire, à l'Etat d'Israël. Tout d'abord, en confirmant que, loin d'être un petit groupe de terroristes, ils étaient capables de mettre en échec une des meilleures armées du monde. Deuxièmement, en montrant dans les faits qu'une solution militaire à la question palestinienne devenait de plus en plus utopique, et qu'Israël n'aura, à terme, pas d'autre choix que de traiter avec le mouvement national palestinien. Finalement, en imposant, pour la première fois, un cessez-le-feu à l'armée sioniste obligée de traiter directement et ouvertement avec un mouvement (l'OLP) que l'ensemble des formations sionistes refusent de reconnaître. L'opposition travailliste s'est d'ailleurs fait un plaisir de critiquer Begin pour avoir reconnu *de facto* l'OLP et signé avec elle un cessez-le-feu.

Mais la déroute israélienne dépasse de loin les limites du conflit qui a opposé les forces sionistes et palestiniennes en juillet. Washington a su utiliser cette situation nouvelle pour réduire les marges de manœuvre de l'Etat sioniste au Liban. Israël peut difficilement lancer une opération pour obliger les Syriens à retirer leurs missiles du Liban, les bombardements et autres provocations militaires

des milices chrétiennes du commandant Haddad ont dû être sensiblement réduites, et les Etats-Unis et le régime saoudien ont réussi à obtenir des forces chrétiennes libanaises qu'elles prennent leurs distances par rapport à Israël.

A ce propos, Yoram Hamizrahi, l'un des meilleurs spécialistes de la politique israélienne au Liban, tire un bilan peu optimiste dans le numéro du quotidien *Haaretz* du 9 septembre 1981 : *« Ces derniers jours, on peut difficilement se débarrasser de l'impression que certains politiciens ne réalisent pas encore que leurs amis Gemayel et Chamoun sont tout à fait capables de leur tourner le dos, et cela malgré le fait que la plupart des experts de la question libanaise sont persuadés que l'érosion dans les relations (entre les Israéliens et la droite chrétienne) va s'accroître... Si tel était le cas, nous pouvons affirmer que l'ère de l'intervention israélienne intensive au Liban est terminée, ou du moins a changé qualitativement, ce qui nécessite une réévaluation rapide de la situation et une nouvelle approche... L'ensemble des réactions aux derniers développements laisse penser que la politique israélienne au Liban n'a aucun programme à long terme, aucun objectif précis. »*

LES HABITANTS DE KIRYAT SHMONÉ ONT REVOTÉ ... AVEC LEURS JAMBES'

Si c'est avant tout Washington qui a obligé Israël à cesser le feu au Sud-Liban, en l'empêchant de poursuivre une escalade qui risquait de mettre l'ensemble de la région à feu et à sang, Begin s'est empressé d'accepter le *diktat* américain après avoir saisi les dimensions de l'impact de cette guerre sur la population israélienne. Les habitants de Kiryat Shmoné, typique ville d'immigrants à la frontière libanaise, n'aiment pas les Palestiniens. Dans leur grande majorité, ils ont voté pour le Likoud et applaudi aux fanfaronnades de Begin qui avait promis que plus jamais un obus ne tomberait sur leur ville et que *Yanosh* et *Rafoul* (diminutifs affectueux du chef d'état-major de la région Nord et du chef de l'armée israélienne) étaient prêts à retirer les missiles syriens du Liban si l'émissaire de Reagan, Philip Habib, échouait dans sa mission...

Mais les obus sont tombés sur Kiryat Shmoné et sur Naharya, et sur nombre d'autres localités juives de Galilée. Et *Yanosh* et *Rafoul* n'ont pas su arrêter l'avalanche meurtrière. C'est avec leurs jambes que les habitants de Kiryat Shmoné ont voté pour le cessez-le-feu. Sur 15 000 habitants, moins de 2 000 sont restés dans la ville bombardée ; à Naharya, les usines ont dû cesser la production et les hôtels sont restés vides en pleine saison touristique. Même dans les kibboutzim, l'élite de la société israélienne a évacué ses enfants vers les centres urbains plus au Sud. Chaque visite de membres du gouvernement, et accessoirement de l'opposition travailliste, a été l'occasion de manifestations violentes, les habitants exigeant pêle-mêle des abris, du travail et des subventions diverses.

L'armée israélienne à Jérusalem. (DR)





Soldat israélien devant son char Centurion. (DR)

Pendant ce mois de juillet, on était très loin de l'esprit fanfaron qui a marqué la campagne électorale. Et si les manifestations contre l'agression au Liban sont restées limitées à une petite frange de militants, les médias n'ont pas pu cacher l'opposition grandissante à la politique de Begin au Liban qui, à juste titre, apparaissait sans perspectives. Une chose est d'applaudir quand l'aviation détruit la centrale atomique irakienne, une tout autre chose est d'accepter une guerre d'usure et de payer directement le prix que la politique belliciste de Begin exige de la population juive.

La réaction des masses juives à la dernière aventure guerrière du gouvernement sioniste dément radicalement l'évaluation que fait la grande majorité de la gauche en Israël quant à la signification du vote populaire en faveur de Begin. Le vote populaire pour le Likoud ne signifie en rien que les masses israéliennes sont aujourd'hui plus prêtes qu'auparavant à faire les sacrifices qu'exige la politique militariste du nouveau gouvernement. Les derniers événements tendent à prouver l'inverse : la crise de confiance des masses israéliennes envers la politique d'agression permanente — la seule politique cohérente du gouvernement sioniste — est devenue une donnée irréversible de la réalité israélienne, déterminant dans une large mesure la profondeur de la crise sociale de l'Etat juif.

Au moins autant que le rapport des forces militaires entre Israël et le monde arabe, c'est l'impact de la résistance héroïque du peuple palestinien sur les masses ouvrières juives qui limite aujourd'hui les capacités d'intervention militaire du régime sioniste contre le monde arabe.

Empêcher à tout prix le retrait des territoires palestiniens occupés en juin 1967, voilà l'objectif numéro un que s'est

fixé le nouveau gouvernement israélien et que Begin a essayé de défendre au cours de ses entretiens avec le président Reagan. Ce n'est pas là une tâche facile. Washington veut stabiliser les régimes qui lui sont proches, en particulier l'Egypte et l'Arabie Saoudite. Pour cela, il est nécessaire de désamorcer la bombe palestinienne et de liquider les séquelles de l'agression israélienne de juin 1967. C'est à Israël de payer le prix de la stabilisation impérialiste de l'Orient arabe, comme l'indiquent très clairement les accords de Camp David qu'Israël a ratifiés sans aucune intention de les appliquer, au moins en ce qui concerne la Cisjordanie et la bande de Gaza.

MERCENAIRES DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

Qu'est-ce que Begin et Sharon peuvent proposer en contrepartie pour Washington ? Une nouvelle attaque contre les régimes arabes encore liés à l'Union soviétique ? Ce serait, pour l'instant, contre-productif du point de vue des intérêts de l'impérialisme, qui, à juste titre, craint un effet *boomerang* sur les masses arabes. Begin a donc tenté de vendre une nouvelle marchandise à Reagan, apparemment plus adaptée à la politique de l'administration américaine qui veut mettre d'avantage l'accent sur l'intervention militaire, que ce soit en Amérique centrale ou au Proche-Orient. Begin a donc proposé une « *collaboration stratégique* » entre Washington et Tel Aviv. Il ne s'agit pas seulement de services politico-militaires rendus par l'Etat sioniste à l'impérialisme US : cela constituait déjà la base même des relations entre Israël et l'impérialisme depuis de nombreuses années. Ce que Begin tente d'obtenir ces derniers jours, c'est le droit de servir directement

l'armée américaine (dépôts d'armements sur le territoire israélien, bases pour la VIe Flotte et l'aviation américaine dans les ports et les aéroports israéliens), et de servir de force d'intervention loin des frontières de l'Etat juif (Emirats arabes unis, Ethiopie et Pakistan si cela s'avère nécessaire) face aux menaces soviétiques et autres « subversions ». « *Nous sommes un investissement stratégique pour les Etats-Unis, et un élément central pour la nouvelle politique de l'administration Reagan* », voilà en substance ce que Begin a déclaré au nouveau président américain, tentant de lui faire partager l'opinion que, somme toute, la question palestinienne et la Cisjordanie étaient de bien peu de poids face à ces considérations globales.

S'il n'est pas exclu que Ronald Reagan et son chef du département d'Etat, Alexander Haig, essaient d'utiliser les militaires israéliens et les services de l'Etat sioniste pour leurs projets en Asie occidentale et dans la Corne de l'Afrique, il est néanmoins douteux qu'en échange Washington accepte de miser toutes ses cartes sur l'Etat d'Israël et de se mettre à dos l'Arabie Saoudite et les autres régimes bourgeois arabes. Ce qui est encore moins sûr, c'est la disponibilité des masses israéliennes à jouer directement le rôle de mercenaires des intérêts américains. Car, si nous sommes de plus en plus témoins du peu d'enthousiasme des travailleurs juifs d'Israël à faire des sacrifices pour tout ce qui apparaît directement lié à la sécurité de l'Etat juif, il n'y a aucune raison pour que de tels sentiments changent quand il s'agira de se battre pour les intérêts pétroliers de la société US Exxon dans le golfe Persique. ■

Maya EDRI
Michel WARSCHAWSKI
Tel Aviv, 12 septembre 1981.

20 000 manifestants dénoncent la dictature militaire turque



Vue partielle de la manifestation de Duisburg. (DR)

Samedi 12 septembre, ils étaient 20 000 manifestants à Duisburg, en RFA, dans la Ruhr, pour clamer leur opposition irréductible à la junte militaire au pouvoir en Turquie depuis un an.

C'est la première fois que se sont rassemblés à cette occasion, outre les différents comités locaux de solidarité avec les travailleurs turcs et kurdes existant en République fédérale allemande et les organisations d'extrême gauche, la plupart des organisations turques et kurdes de la RFA, en un véritable front unique contre la dictature.

Les seules organisations qui ont refusé de participer à ce front unique ont été les staliniens et les social-démocrates qui, derrière l'Association des travailleurs kurdes (KOMKAR) et la Fédération des associations ouvrières turques d'Allemagne fédérale (FIDEF), ne sont parvenus à rassembler que 1 000 personnes à Cologne et 3 000 à Dortmund. Les organisations rassemblées à Duisburg poursuivent leurs efforts pour faire participer le KOMKAR et la FIDEF au front unique ouvrier contre la dictature militaire en Turquie. Les organisations de jeunesse socialiste, *Falken* (Faucons) et *Juso* (Jeunesses socialistes) ont aussi appuyé l'appel à la manifestation de Duisburg.

Ensemble avec différentes sections européennes et les sympathisants turcs et kurdes de la IVe Internationale, le Secrétariat unifié (SU) a publié un tract en turc, et en plusieurs autres langues, dénonçant les méfaits de la dictature et appelant les travailleurs d'Europe à la solidarité avec les masses laborieuses turques. Ce tract a été distribué à Duisburg et dans plusieurs autres villes où eurent lieu des manifestations contre la dictature à l'occasion de ce premier anniversaire du coup d'Etat de l'armée turque.